



5N PLUS
Gage de performance



Continuer dans notre lancée

Rapport annuel 2022

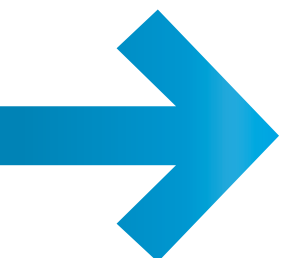
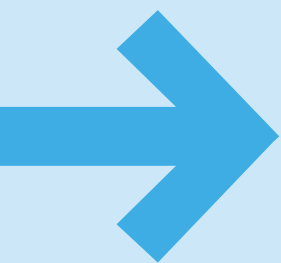


Table des matières

Pourquoi investir dans 5N Plus	2
Message du président du conseil d'administration	4
Message du président et chef de la direction	6
Produits essentiels et marchés en croissance	8
Développement durable	10
Rapport de gestion	12
Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière	42
Rapport de l'auditeur indépendant	43
États financiers consolidés	48
Conseil d'administration et comité de direction	94
Renseignements supplémentaires	95

5N Plus (TSX : VNP) est un chef de file mondial dans la production de semiconducteurs spécialisés et de matériaux de haute performance. Nos matériaux ultrapurs constituent souvent la composante critique des produits de nos clients.

Nous mettons au point des matériaux essentiels à diverses industries critiques, notamment les énergies renouvelables, la sécurité, l'industrie spatiale et l'imagerie médicale grâce à notre secteur Semiconducteurs spécialisés, ou encore l'industrie pharmaceutique, les soins de santé et la production industrielle grâce à notre secteur Matériaux de haute performance.



Pourquoi investir dans 5N Plus

1 Premier fournisseur mondial de produits à valeur ajoutée au service de clients de premier plan dans des secteurs à forte croissance

- Fournisseur chef de file de composés semiconducteurs spécialisés pour l'énergie renouvelable
- Fournisseur chef de file de cellules solaires pour l'industrie spatiale

- Fournisseur chef de file de substrats semiconducteurs innovants et de matériaux ultrapurs pour la détection et l'imagerie

- Plus important fournisseur d'ingrédients pharmaceutiques actifs à base de bismuth
- Partenaire industriel et fournisseur auprès de gouvernements et d'agences partout dans le monde

2 Fabricant intégré de matériaux avancés grâce à des technologies de procédés uniques et exclusives

- Fabricant hautement spécialisé de métaux et de composés de grande pureté qui sont souvent des composants essentiels aux produits finaux de ses clients

- Centres de recherche-développement, de production et de vente stratégiquement situés dans plusieurs pays, à proximité des fournisseurs et des clients

- Activités menées sur des marchés stables
- Plateforme technologique et compétences solides lui permettant d'arriver en premier sur le marché et de procéder à des améliorations continues

3 Stratégie de commercialisation efficace

- Axée sur l'établissement de partenariats à valeur ajoutée à long terme avec des clients de premier plan dans des secteurs à forte croissance

- Portefeuille de produits simplifié de plus en plus axé sur les semiconducteurs spécialisés et les matériaux de haute performance à plus forte valeur ajoutée

4 Discipline financière

- Bilan solide

- Investissements dans des activités répondant à la demande et augmentation du nombre d'ententes commerciales

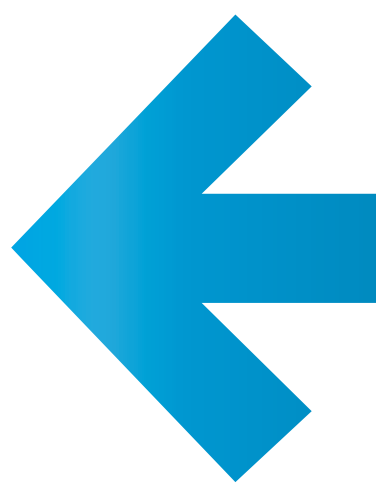
- Approche rigoureuse à l'égard d'éventuelles acquisitions et de l'accès à de nouveaux marchés finaux

5 Entreprise engagée dans le développement durable

- Sites certifiés ISO et engagés dans le respect de normes élevées en matière de santé et de sécurité, de qualité et de développement durable

- Approche de gestion des ressources en boucle fermée

- Fournisseur de matériaux critiques à des industries clés jouant un rôle essentiel dans la décarbonisation et la transition énergétique



Mission

Être essentielle à nos clients, offrir une culture prisée par nos employés et inspirer confiance à nos actionnaires.

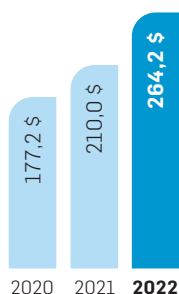
Vision

Fournir aux industries critiques les produits essentiels à leur développement grâce à une technologie des matériaux de pointe.

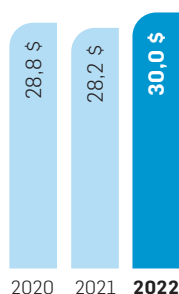
Valeurs

Amélioration continue
Développement durable
Engagement
Intégrité
Orientation client
Santé et sécurité

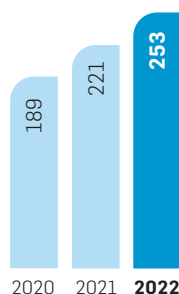
Revenues
(en millions)



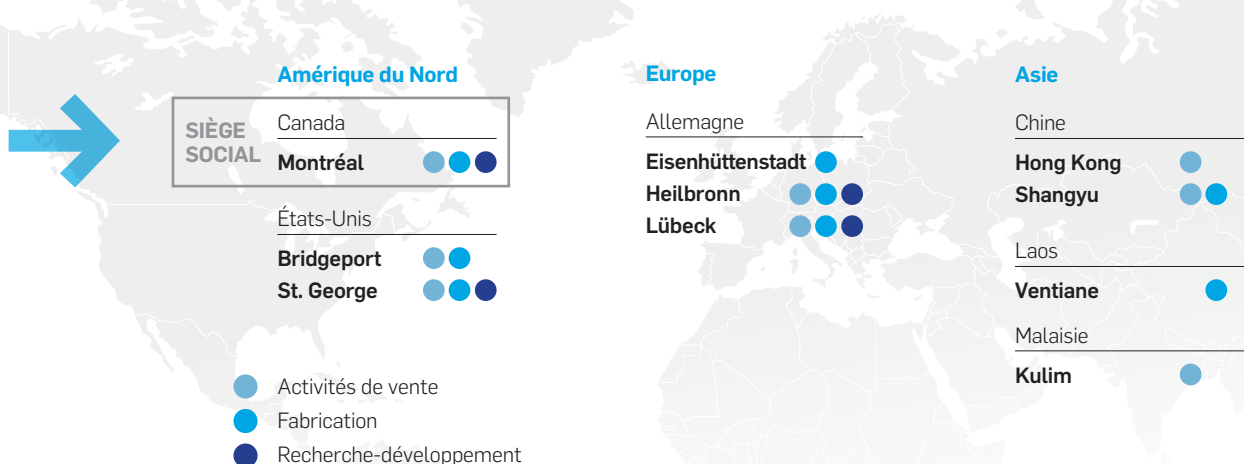
BAIIA ajusté¹
(en millions)



Carnet de commandes¹
(nombre de jours en fonction des produits annualisés du dernier trimestre)



800 employés sur trois continents



¹ Le BAIIA ajusté et le carnet de commandes sont des mesures financières non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » du présent document pour de plus amples renseignements. Les montants du présent document sont exprimés en dollars américains, à moins d'indication contraire.

Sur la bonne voie pour favoriser la croissance future

L'exercice 2022 a été productif pour 5N Plus. Sous la gouverne du nouveau chef de la direction, la Société a intégré AZUR après son acquisition à la fin de 2021, conclu d'importantes ententes commerciales, harmonisé sa gamme de produits et réalisé des progrès soutenus en matière de développement durable.

En tant que responsable de la gérance de la Société pour le compte de ses actionnaires, le conseil d'administration a entièrement confiance dans son équipe de haute direction et dans sa capacité à saisir les occasions de croissance, grâce à son approche stratégique rigoureuse. En tant que membres du conseil d'administration, nous restons attentifs à ce que des normes élevées en matière de gouvernance soient observées et participons activement à la surveillance de la stratégie à long terme de la Société.

Luc Bertrand

Président du conseil
d'administration



Les bonnes ressources pour la mise en œuvre de notre stratégie

Gervais Jacques, qui occupait le rôle de président et chef de la direction par intérim depuis le 1^{er} décembre 2021, a été nommé de façon permanente à ce poste en mars 2022. Le conseil d'administration est satisfait du leadership solide du comité exécutif et des progrès réalisés par la Société dans la mise en œuvre de sa stratégie.

M. Roland Dubois, nommé au poste de chef de la direction commerciale et vice-président directeur, Semiconducteurs spécialisés, à l'automne dernier, est venu renforcer le comité exécutif. Le recrutement et le maintien en poste des meilleurs talents ainsi que la planification de la relève pour les postes clés demeurent la priorité du conseil d'administration.

En dépit des difficultés économiques et commerciales persistantes, le comité exécutif de la Société est allé résolument de l'avant en concluant des ententes d'approvisionnement et des partenariats commerciaux stratégiques, notamment avec Rio Tinto, Sierra Space et First Solar. Le comité a également pris des mesures pour s'éloigner des activités moins rentables avec des produits à faible marge et a effectué des investissements visant à renforcer la présence de la Société dans des marchés finaux à forte croissance, comme l'énergie renouvelable et l'énergie solaire orbitale. Ces mesures ont permis à la Société d'élargir sa présence dans ses marchés cibles, de s'assurer d'avoir la bonne offre de produits et la bonne orientation pour le futur, et de démontrer la résilience et la capacité d'adaptation de 5N Plus, positionnée pour une croissance accrue.

Une entreprise durable alimentée par la croissance

Le conseil d'administration et la direction conviennent de la nécessité de se doter d'un modèle d'affaires durable en vue de la croissance future de la Société ainsi que de l'importance d'une gestion éthique et responsable.

À cet effet, nous continuons de travailler avec la direction afin d'améliorer la présentation de l'information sur les questions environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) et de progresser dans tous les domaines, particulièrement dans ceux que nous pouvons contrôler directement. En 2023, dans le cadre de nos initiatives de gestion des risques d'entreprise, nous avons l'intention de confier officiellement la responsabilité de la surveillance des questions ESG au comité de gouvernance et de rémunération du conseil, le

comité d'audit et de gestion des risques étant, quant à lui, chargé de la surveillance des risques climatiques. Nous restons mobilisés et soutenons la direction dans l'avancement du programme de la Société en matière de durabilité, à l'occasion notamment de la publication du premier rapport complet de la Société sur le développement durable.

Nous prenons très au sérieux notre responsabilité de rehausser la gouvernance au sein du conseil et de la direction, ce qui nécessite d'évaluer régulièrement la composition du conseil pour nous assurer qu'elle reflète le mieux possible les objectifs de la Société, tout en nous assurant de l'indépendance de ses membres et en améliorant notre diversité. Au début de 2023, à l'issue d'un long processus de recherche démarré en 2022, nous avons eu le plaisir d'accueillir M^{me} Blair Dickerson à titre d'administratrice indépendante. M^{me} Dickerson fera bénéficier le conseil de son expérience et de son savoir-faire dans le secteur des ressources naturelles, les communications, les affaires publiques et les politiques publiques. Cette nomination a permis au conseil de dépasser son objectif en matière de représentation des femmes, fixé à 30 % d'ici 2025.

Dans l'avenir, nous continuerons de surveiller rigoureusement les progrès de la Société dans la réalisation de sa stratégie de croissance. Notre rôle est de guider la direction tandis qu'elle cherche à profiter d'occasions à la faveur d'activités diversifiées à valeur ajoutée, et qu'elle prend de l'expansion sur les bons marchés pour créer de la valeur à long terme pour toutes nos parties prenantes.

Au nom du conseil d'administration, je tiens à exprimer notre gratitude à tous nos employés et aux membres de la direction pour leur engagement envers le succès de la Société, et à tous nos actionnaires pour leur confiance et leur soutien.

Cordialement,

Luc Bertrand

Président du conseil d'administration

Poursuivre sur notre lancée

Quand on repense à 2022, nous sommes fiers de la façon dont, chez 5N Plus, nous sommes restés alignés sur notre stratégie visant à élargir notre présence sur les marchés finaux à valeur ajoutée. Nous occupons une place dominante dans notre secteur en tant que fournisseurs essentiels d'industries critiques dans le monde entier, jouons un rôle décisif et sommes pour nos clients un partenaire de choix dans le secteur des semiconducteurs spécialisés.

L'année dernière a été ma première année complète en tant que président et chef de la direction, et je suis satisfait du travail que nous avons accompli en tant qu'équipe, en dépit des obstacles et des défis constants que nous oppose le marché. Notre chiffre d'affaires a atteint 264,2 millions de dollars, en hausse de 26 % comparativement à l'an dernier, et nous avons généré un BAIIA ajusté¹ de 30,0 millions de dollars, atteignant ainsi l'extrémité supérieure de notre fourchette de projections pour l'exercice 2022. Ces résultats ont été soutenus à la fois par nos secteurs Semiconducteurs spécialisés et Matériaux de haute performance, et par la capacité de l'équipe à rester agile dans un environnement dynamique.

Notre performance financière est le résultat de la rigueur avec laquelle nous nous sommes attachés à accroître les volumes et à améliorer la structure de nos coûts et l'offre de nos produits afin de mieux positionner la Société à long terme. Nous entamons 2023 le vent dans les voiles, avec de bonnes perspectives de croissance dans nos principaux secteurs d'activité pour les années à venir, comme en témoigne notre carnet de commandes¹, qui se situait à un niveau historiquement élevé en fin d'année.

¹ Le BAIIA ajusté et le carnet de commandes sont des mesures financières non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » du présent document pour plus d'informations.

Les montants sont exprimés en dollars américains, à moins d'indication contraire.

Des partenariats solides et la bonne composition de produits

Sur le plan opérationnel, nous avons continué de viser l'excellence commerciale dans tous les secteurs que nous servons. En 2022, nous avons également terminé l'intégration d'AZUR que nous avons acquise en novembre 2021. Par l'intermédiaire d'AZUR, nous avons conclu un accord visant à prolonger de dix ans une entente exclusive de partenariat avec Sierra Space, une importante entreprise américaine à l'avant-garde de l'innovation et de la commercialisation dans le secteur spatial. Cette relation commerciale renforce la position de 5N Plus en tant que partenaire incontestable du secteur des technologies de cellules solaires de pointe pour les applications spatiales et illustre bien ce que le travail d'équipe permet d'accomplir.

Notre relation de longue date avec First Solar a atteint un niveau sans précédent, comme le démontre le renouvellement de notre entente. Nos volumes de matériaux semiconducteurs fournis pour la fabrication de modules photovoltaïques à couches minces ont été augmentés par rapport à 2022, de 35 % pour 2023 et de plus de 100 % pour 2024. Toujours en lien avec First Solar, nous avons également conclu une entente commerciale stratégique avec Rio Tinto pour l'approvisionnement, depuis décembre dernier, de concentrés de tellure produits à partir de la mine de cuivre de Kennecott, dans l'Utah. Le tellure raffiné à notre usine de Montréal est principalement utilisé pour la fabrication de modules photovoltaïques à couches minces par First Solar et de substrats semiconducteurs de très haute pureté pour les secteurs de la sécurité et de l'imagerie médicale à notre usine en Utah.

Gervais Jacques
Président et chef
de la direction



Par ailleurs, nous avons récemment réalisé des investissements à Montréal dans le but d'accroître le développement et la fabrication de matériaux essentiels, notamment ceux à base de tellure, servant à la production de composés semiconducteurs de type II-VI. Nous continuerons d'investir dans nos activités afin d'augmenter notre capacité de production pour répondre aux besoins de nos clients.

Finalement, à la fin de 2022, nous avons abandonné le secteur des matériaux de catalyse et d'extraction en procédant à la cession de notre installation de Tilly, en Belgique. Cette étape s'inscrit dans notre stratégie visant à améliorer la composition de notre portefeuille de produits et à réduire notre exposition aux marchés finaux de produits à faible marge, et souligne également l'aboutissement de notre processus de revue stratégique, dont l'objectif était de focaliser nos efforts sur les produits à valeur ajoutée.

Nous sommes également fiers du travail accompli en 2022 à l'égard de l'établissement et de la mise en œuvre d'un cadre axé sur le développement durable. En ce début d'année 2023, nous avons publié, en même temps que notre rapport annuel, notre premier rapport complet sur le développement durable. Ce rapport énonce notre engagement envers une économie durable dans les secteurs critiques que nous servons et habilitons, et souligne les progrès accomplis à ce jour. À plus long terme, notre objectif est de réduire davantage notre empreinte carbone et notre incidence environnementale et de continuer à apporter notre soutien aux collectivités dans lesquelles nous exerçons nos activités.

Une stratégie ciblée garante d'une forte croissance pour les années à venir

Alors que nous délaissions les secteurs d'activité à faible marge et investissons dans les secteurs innovants des semiconducteurs spécialisés et des matériaux de haute performance, nous continuerons de développer des partenariats à valeur ajoutée qui font appel à notre expertise unique dans des secteurs critiques. Ainsi, nous faisons de nouvelles percées dans le secteur de l'imagerie médicale grâce à des partenariats stratégiques, ainsi que dans le secteur de la fabrication d'ingrédients pharmaceutiques actifs, notamment grâce à notre investissement dans Microbion, une initiative à plus long terme qui progresse bien.

Notre stratégie ciblée nous permet de renforcer notre Société et de nous positionner pour l'avenir, tandis que nous profitons de l'impulsion engendrée par nos partenariats stratégiques pour poursuivre notre croissance. Dans le secteur Semiconducteurs spécialisés, nous nous attendons à une demande sans précédent et à une croissance élevée dans des secteurs tels que ceux de l'énergie renouvelable et de l'énergie solaire pour les applications spatiales, soutenues par une demande accrue en Amérique du Nord et en Europe. Nous nous attendons également à une croissance importante des applications d'imagerie médicale dans les trois à cinq prochaines années, favorisée par le lancement de la technologie de détection à comptage de photons, en remplacement de la technologie utilisant des scintillateurs. Ces nouveaux détecteurs permettent de réduire considérablement les doses de radiation et d'augmenter la résolution des images, améliorant ainsi la précision du diagnostic. Pour le secteur Matériaux de haute performance, nos investissements et notre choix des bons secteurs devraient nous permettre d'élargir notre portefeuille de produits sur des marchés finaux attrayants.

Pour ce qui est de l'avenir, nous nous sommes donné pour mission de répondre à la demande de la clientèle et sommes prêts à déployer le plein potentiel de notre stratégie, en misant sur notre excellence commerciale et nos investissements dans les marchés à valeur ajoutée et à fort potentiel de croissance.

Je tiens à remercier les membres de notre conseil d'administration pour leurs conseils, leur encadrement et leur soutien tout au long de ma première année officielle à titre de président et chef de la direction. Je remercie également tous les membres de notre équipe pour leur dévouement et leur professionnalisme tandis que nous procédions à la réorientation de notre stratégie, à l'intégration d'AZUR et à des investissements sélectifs pour une croissance durable, tout en honorant notre promesse d'excellence commerciale. Je suis extrêmement enthousiaste à l'idée des possibilités que nous avons pour 2023 et les années à venir de dynamiser notre croissance et de créer plus de valeur pour nos employés, nos clients et nos actionnaires.

Cordialement,

Gervais Jacques
Président et chef de la direction

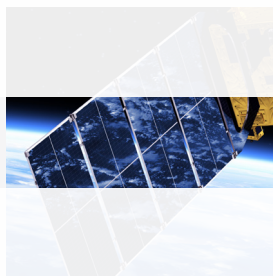


Produits essentiels et marchés en croissance

À titre de chef de file mondial dans la production de semiconducteurs spécialisés et de matériaux de haute performance, nous créons des matériaux critiques indispensables à la fabrication d'une grande variété de technologies et de produits essentiels à la vie des gens. Grâce à nos ressources de classe mondiale en matière de recherche et développement et à nos capacités de fabrication de pointe, ainsi qu'à notre expertise technique et nos procédés exclusifs, nous transformons des métaux en matériaux spécialisés à valeur ajoutée qui constituent la composante critique des produits de nos clients.

Semiconducteurs spécialisés

Notre secteur Semiconducteurs spécialisés est axé sur la vente de composés semiconducteurs, de substrats semiconducteurs, de métaux de très grande pureté, de substrats semiconducteurs avec couches épitaxiales et de cellules solaires. Nos produits sont principalement dérivés du cadmium, du zinc, du germanium, de l'indium, de l'antimoine et du tellure.



Énergies renouvelables

Nos composés semiconducteurs spécialisés entrent dans la fabrication des modules photovoltaïques à couches minces utilisés dans les panneaux solaires, conçus pour convertir l'énergie solaire en électricité. Aujourd'hui, des gigawatts de panneaux solaires intégrant nos matériaux sont installés dans des projets à grande échelle, produisant de l'énergie renouvelable pour des consommateurs partout dans le monde.

Industrie spatiale

Nos substrats de germanium de haute pureté et nos substrats semiconducteurs fabriqués par épitaxie sont utilisés dans la production de cellules solaires photovoltaïques à très haut rendement pour les applications spatiales et les systèmes photovoltaïques à concentration. Nos matériaux sont actuellement en orbite autour de la Terre, alimentant des satellites commerciaux et de défense. Ils sont également intégrés à la nouvelle génération d'infrastructures de stockage d'énergie terrestres.

Imagerie et détection

Fabriqués à partir de cadmium, de tellure et de zinc de la plus haute pureté, nos matériaux entrent dans la composition des détecteurs de rayonnement utilisés dans des appareils destinés à l'observation de la Terre, à l'imagerie médicale et à l'imagerie infrarouge, et ce dans les secteurs de la santé, de la sécurité et de la défense. Ils participent à réduire l'exposition des patients aux rayons X et à assurer la sécurité des pays.

Soins de santé et produits pharmaceutiques

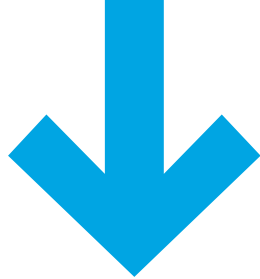
Les produits à base de bismuth ne sont pas toxiques pour la santé humaine ni pour l'environnement et ils ont des propriétés antimicrobiennes. Ils sont utilisés comme ingrédients pharmaceutiques actifs dans des antiacides en vente libre, des crèmes antibiotiques et des produits cosmétiques.

Production industrielle

Nos alliages sont utilisés dans le secteur de l'aviation pour les travaux de maintien où la stabilité dimensionnelle et la basse température sont des caractéristiques essentielles. Le bismuth est utilisé comme substitut au plomb dans d'autres applications industrielles, notamment les enduits, les pigments, les appareils électroniques, l'optique et le verre. Nous produisons également des pré-mélanges d'oligo-éléments à bases d'iode, de sélénium et de cobalt pour l'alimentation animale.

Matériaux de haute performance

Par l'entremise de notre secteur Matériaux de haute performance, nous vendons du bismuth, des produits chimiques à base de bismuth, des pré-mélanges d'oligo-éléments, des alliages optiques et des alliages à bas point de fusion. Ce secteur repose essentiellement sur le bismuth, métal non toxique possédant des propriétés antimicrobiennes qui est utilisé dans plusieurs applications comme substitut aux métaux et aux produits chimiques plus nocifs. Les produits sont principalement vendus sous forme d'ingrédients pharmaceutiques actifs, d'additifs alimentaires pour animaux, de produits chimiques spécialisés, de métaux de qualité commerciale et d'alliages.



Promouvoir un avenir durable

Chez 5N Plus, le développement durable occupe une place centrale de notre stratégie de croissance. Nous aspirons à renforcer notre positionnement dans l'économie circulaire, à favoriser le développement de technologies novatrices et à devenir un fournisseur de choix dans les secteurs essentiels à un avenir durable. En interne, nos programmes de développement durable visent à réduire notre empreinte écologique et à assurer le maintien de pratiques d'approvisionnement durable.

Nous estimons occuper une place optimale pour soutenir nos collectivités et l'environnement, dans les **trois domaines** suivants :

Être à l'avant-plan de l'économie durable, réduire au minimum notre empreinte écologique et notre incidence sur l'environnement

De la chaîne d'approvisionnement à nos produits, nous cherchons constamment à faire mieux. Nous menons actuellement deux études en économie circulaire axées sur la recherche de sources de matières premières plus durables et locales, et la portée de notre programme de recyclage des minéraux est telle qu'il englobe trois continents. Nous avons adopté très tôt des programmes d'approvisionnement durable et tâchons de réduire la production de déchets; c'est avec fierté que nous contribuons à l'établissement de chaînes d'approvisionnement circulaires bien pensées.

Approvisionner le secteur des énergies renouvelables et favoriser le développement de nouvelles technologies

L'énergie solaire est une des composantes les plus importantes de la transition vers une économie décarbonée à l'échelle mondiale. Nous sommes fiers d'être un important fournisseur de matériaux semiconducteurs entrant dans la fabrication des panneaux solaires à couches minces qui servent à produire de l'énergie sur terre et dans l'espace. Nous soutenons le développement de nouvelles technologies dans des secteurs essentiels comme les secteurs pharmaceutique et médical, en fournissant les matériaux nécessaires à la fabrication de nouveaux dispositifs d'imagerie médicale qui contribuent à réduire l'exposition aux rayons X et en investissant dans une nouvelle catégorie d'ingrédients pharmaceutiques.

Assumer notre responsabilité envers les collectivités

Nous redonnons à nos collectivités et investissons dans leur développement. Nous fournissons des livres et du matériel de lecture à des communautés dans le besoin et coordonnons des projets communautaires de reboisement. Nous avons à cœur de maintenir la réputation que nous nous sommes forgée, soit celle d'être une organisation où il fait bon travailler, un fournisseur de confiance et un membre à part entière de la collectivité.

Tout au long de 2022, nous avons continué de travailler activement à l'élaboration d'une approche en matière de développement durable. Ainsi, en nous inspirant notamment du cadre de la Global Reporting Initiative (GRI) et des recommandations du Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (GIFCC), nous avons publié, au début de 2023, notre premier rapport complet sur le développement durable. Nous continuons de planifier soigneusement l'intégration de notre approche du développement durable dans notre modèle d'affaires, de collaborer avec nos parties prenantes et de les informer de nos progrès.

Nous vous invitons à consulter notre premier rapport sur le développement durable, à l'adresse www.5nplus.com.

Faits saillants de 2022



~**25 GW**

Équivalent d'énergie dans le monde provenant de systèmes d'énergie solaire habilités par 5N Plus¹



1^{er}

fournisseur d'ingrédients pharmaceutiques actifs dérivés du bismuth², répondant à 80 % de la demande mondiale¹



↓ **30 %**

de moins d'eau de procédé consommée en 5 ans



27 %

de femmes travaillant au sein de la Société à l'échelle mondiale



40 %

de femmes au conseil d'administration³



ISO 50001
ENERGY MANAGEMENT

En Allemagne deux établissements détiennent la certification ISO 50001, un modèle de gestion de l'énergie qui vise à améliorer la performance énergétique.

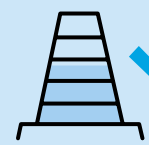


100 %

de l'eau de procédé dans les installations d'Eisenhüttenstadt et de Shangyu est recyclée

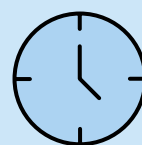


Nos eaux usées contenant du nitrate de sodium à Lübeck sont utilisées pour réduire les odeurs (eaux usées organiques contre la digestion anaérobie dans les égouts).



↓ **65 %**

de moins d'incidents liés au travail depuis 2018



4 220

heures de formation ESS fournie en 2022

1 Selon les estimations de la direction

2 Se reporter à la page 9 « Matériaux de haute performance »

3 Depuis le 23 février 2023

Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion analyse les résultats d'exploitation et la situation financière de 5N Plus inc. (la « Société » ou « 5N Plus ») et vise à aider le lecteur à mieux comprendre son contexte d'affaires, ses stratégies, sa performance et ses facteurs de risque. Le présent rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés audités et les notes correspondantes pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board, à moins d'indication contraire. Il a été préparé conformément aux exigences des Autorités canadiennes en valeurs mobilières.

Tous les montants figurant dans le présent rapport de gestion sont exprimés en dollars américains, et tous les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars américains, à moins d'avis contraire.

L'information figurant dans le présent rapport de gestion inclut tous les changements importants survenus jusqu'au 21 février 2023, date à laquelle il a été approuvé par le conseil d'administration de la Société. Sauf indication contraire, les termes « nous », « nos », « notre » et « le groupe » font référence à la Société et à ses filiales. Le « T4 2022 » et le « T4 2021 » correspondent aux périodes de trois mois closes respectivement les 31 décembre 2022 et 2021. L'« E 2022 » et l'« E 2021 » correspondent aux exercices clos respectivement les 31 décembre 2022 et 2021.

Mesures non conformes aux IFRS

Le présent rapport de gestion renferme certaines mesures financières et certains ratios financiers non conformes aux IFRS qui n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS et, par conséquent, ils pourraient ne pas être comparables aux mesures similaires présentées par d'autres émetteurs. Les mesures financières et les ratios financiers non conformes aux IFRS comprennent : le carnet de commandes, les nouvelles commandes, le BAIIA, la marge du BAIIA, le BAIIA ajusté, la marge du BAIIA ajusté, les charges d'exploitation ajustées, le résultat net ajusté, le résultat net de base ajusté, la marge brute ajustée, le total de la dette, la dette nette, le fonds de roulement et le ratio du fonds de roulement.

Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » pour les définitions, d'autres informations et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Mise en garde relative aux énoncés prospectifs

Certains énoncés compris dans le présent rapport de gestion peuvent être prospectifs au sens des lois sur les valeurs mobilières en vigueur. Ces énoncés prospectifs sont fondés sur les meilleures estimations dont dispose la Société à ce jour et comportent un certain nombre de risques connus et inconnus, d'incertitudes et d'autres facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats, la performance ou les réalisations réels de la Société diffèrent sensiblement des résultats, de la performance ou des réalisations futurs, exprimés ou sous-entendus dans ces énoncés prospectifs. Les risques et incertitudes pouvant entraîner de telles différences incluent les risques associés aux facteurs suivants : taux d'intérêt, monnaies étrangères, crédit, liquidité, conjoncture économique mondiale, gestion de crises et des risques liés aux changements climatiques, activités internationales, notamment en Chine, réglementation environnementale, facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), santé et sécurité, prolongation du conflit armé en Ukraine, COVID-19, disponibilité et maintien en poste d'employés qualifiés, conventions collectives, litiges, stratégie de croissance de la Société, concurrence, prix des produits de base, sources d'approvisionnement, protection des droits de propriété intellectuelle, valorisation des stocks, interruptions des activités, variations du carnet de commandes, acquisitions, défaillance, interruption ou atteinte à la sécurité des systèmes, des réseaux et des données informatiques, et valeur de marché des actions ordinaires. Une description des risques qui touchent l'entreprise et les activités de la Société est présentée à la rubrique « Risques et incertitudes » du présent rapport de gestion daté du 21 février 2023.

En règle générale, les énoncés prospectifs se distinguent par l'emploi du futur et du conditionnel et par l'utilisation de termes tels que « croire » ou « s'attendre à », à la forme positive et négative, de variantes de ces termes ou de termes similaires. Rien ne garantit que les événements prévus dans l'information prospective du présent rapport de gestion se produiront, ou s'ils se produisent, quels seront les avantages que 5N Plus pourra en tirer. Plus particulièrement, rien ne garantit la performance financière future de 5N Plus. L'information prospective contenue dans le présent rapport de gestion est valable en date de celui-ci, et la Société n'a aucune obligation de mettre publiquement à jour cette information prospective afin de tenir compte de nouveaux renseignements, obtenus ultérieurement ou autrement, à moins d'y être obligée en vertu des lois sur les valeurs mobilières en vigueur. Le lecteur est averti de ne pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs.

Aperçu

5N Plus est un chef de file mondial dans la production de semiconducteurs spécialisés et de matériaux de haute performance. Ces matériaux ultrapurs constituent souvent la partie critique des produits de ses clients, qui comptent sur la fiabilité d’approvisionnement de 5N Plus pour assurer la performance et la durabilité de leurs propres produits. La Société déploie un éventail de technologies exclusives et éprouvées pour mettre au point et fabriquer ses produits spécialisés, lesquels donnent lieu à de nombreuses utilisations dans plusieurs secteurs de pointe, notamment les énergies renouvelables, la sécurité, l’industrie spatiale, les produits pharmaceutiques, l’imagerie médicale et la production industrielle. 5N Plus, dont le siège social est situé à Montréal (Québec, Canada), gère des centres de recherche-développement, de production et de vente stratégiquement situés dans plusieurs pays, notamment en Europe, en Amérique du Nord et en Asie.

Vision, mission et valeurs

La vision de la Société est de fournir aux industries critiques les produits essentiels à leur développement grâce à une technologie des matériaux de pointe, et son objectif est de propulser la croissance de ces marchés en concevant et en fabriquant des matériaux de pointe qui favorisent la performance des produits finaux.

La Société a pour mission d’être essentielle à ses clients, d’offrir une culture prisée par ses employés et d’inspirer confiance à ses actionnaires. Ses valeurs fondamentales sont l’intégrité, l’engagement, l’orientation client, avec une attention particulière sur le développement durable, l’amélioration continue, la santé et la sécurité.

Information sectorielle

À la suite de l’acquisition d’AZUR SPACE Solar Power GmbH (« AZUR ») le 5 novembre 2021 et de l’intégration subséquente de ses activités à celles de la Société, 5N Plus a procédé à un repositionnement de certains produits et de certaines applications entre les deux secteurs qu’elle présente, qui est entré en vigueur au cours du quatrième trimestre de 2021.

Depuis, les deux secteurs opérationnels présentés par la Société sont le secteur Semiconducteurs spécialisés et le secteur Matériaux de haute performance. Les opérations et activités qui s’y rapportent sont gérées dans ce sens par les principaux décideurs de la Société. Des données financières et opérationnelles sectorielles et des indicateurs clés de performance définis sont utilisés pour gérer ces secteurs opérationnels, pour analyser la performance et pour affecter les ressources. La performance financière d’un secteur donné est évaluée principalement en fonction des produits et du BAIIA ajusté¹, lesquels font l’objet d’un rapprochement avec les chiffres consolidés compte tenu des produits et des charges du siège social de la Société.

Exercées en Amérique du Nord et en Europe, les activités du secteur Semiconducteurs spécialisés s’apparentent à celles de l’ancien secteur Matériaux électroniques. Depuis le 5 novembre 2021, elles intègrent également les produits et les activités d’AZUR. Ce secteur fabrique et vend des produits utilisés dans plusieurs applications destinées aux secteurs de l’énergie renouvelable, des satellites spatiaux ainsi que de l’imagerie. Les marchés essentiellement concernés sont ceux des produits photovoltaïques (énergie solaire terrestre et spatiale), de l’imagerie médicale, de l’imagerie infrarouge, de l’optoélectronique et des applications avancées dans les secteurs de l’électronique. Ces produits entrent dans la composition de composés semiconducteurs, de substrats semiconducteurs, de métaux de très grande pureté, de substrats semiconducteurs fabriqués par épitaxie et de cellules solaires. Les produits et les résultats associés aux services et aux activités de recyclage fournis aux clients du secteur Semiconducteurs spécialisés sont inclus dans ce secteur.

Les activités du secteur Matériaux de haute performance sont exercées en Amérique du Nord, en Europe et en Asie, et s’apparentent à celles de l’ancien secteur Matériaux écologiques. Ce secteur fabrique et vend des produits qui sont utilisés dans plusieurs applications destinées aux secteurs des produits pharmaceutiques, des soins de santé, de la production industrielle ainsi que des matériaux de catalyse et d’extraction. Les principaux produits sont vendus sous forme d’ingrédients pharmaceutiques actifs, d’additifs alimentaires pour animaux, de produits chimiques spécialisés, de métaux de qualité commerciale, d’alliages et de poudres spécialisées. Toutes les ventes de métaux de qualité commerciale et de poudre spécialisées ont été regroupées dans les ventes du secteur Matériaux de haute performance. Les produits et les résultats associés aux services et aux activités de recyclage fournis aux clients du secteur Matériaux de haute performance sont inclus dans ce secteur.

Les charges du siège social et les frais généraux, frais de vente et frais d’administration non affectés ainsi que les charges financières (produits financiers) sont regroupés sous « Siège social ».

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Faits saillants pour le quatrième trimestre de 2022 et l'exercice 2022 – Poursuivre sur notre lancée

L'exercice 2022 a marqué un chapitre important de l'histoire de 5N Plus. Grâce à sa stratégie, la Société a réalisé des progrès considérables, et elle est maintenant en bonne position pour poursuivre sur sa lancée et affermir son leadership sur le marché dans les secteurs prometteurs où elle mène ses activités, comme en témoigne son carnet de commandes, qui se situait à un niveau historiquement élevé au 31 décembre 2022.

Tous les montants sont exprimés en dollars américains.

Les projections du BAIIA ajusté¹ pour l'exercice 2023 et l'exercice 2024 sont présentées à la rubrique « Perspectives ».

Malgré les enjeux géopolitiques et macroéconomiques, la Société a répondu sans attendre aux pressions inflationnistes et à celles exercées sur les coûts liés à l'énergie, en mettant rapidement en œuvre le premier volet de son programme d'excellence commerciale visant à atténuer l'incidence négative de l'inflation sur les marges réalisées sur les produits. Cela a donné lieu à une amélioration séquentielle des marges brutes ajustées¹ consolidées, lesquelles ont atteint 26,7 % au quatrième trimestre de 2022, en regard de 21,9 % au premier trimestre de 2022. La Société continue de faire preuve de rigueur dans le choix des occasions de partenariat et de développement de produits.

Au cours de l'exercice, la Société a renouvelé et élargi son entente d'approvisionnement avec First Solar pour la fourniture de matériaux semiconducteurs utilisés pour la fabrication de modules photovoltaïques à couches minces, renforçant ainsi son leadership dans le secteur de l'énergie renouvelable. En vertu de la nouvelle entente, les volumes fournis par la Société augmenteront de 35 % en 2023 et de plus de 100 % en 2024 par rapport aux niveaux de 2022, ce qui concorde avec les plans de croissance de First Solar.

Par l'entremise de sa filiale AZUR, 5N Plus a conclu un accord visant à prolonger de dix ans une entente exclusive de partenariat avec Sierra Space, une importante entreprise américaine dans le secteur spatial, pour la production d'un nouveau type de cellules solaires qui seront utilisées par Sierra Space pour produire des panneaux solaires selon une technologie unique de montage en surface des cellules solaires. Les ventes à Sierra Space, qui s'ajoutent aux ventes actuelles, devraient atteindre 10 M\$ en 2023 et plus de 20 M\$ en 2024. Cette relation commerciale fait de 5N Plus un partenaire de confiance dans un secteur où la demande connaît une croissance fulgurante, laquelle devrait dépasser la capacité de production actuelle. AZUR est idéalement positionnée pour approvisionner l'Amérique du Nord et l'Europe. En 2022, la Société a achevé l'intégration d'AZUR, acquise en novembre 2021.

En décembre 2022, la Société a abandonné la fabrication de produits d'extraction et de catalyse à faible marge en cédant à un tiers ses activités exercées à Tilly, en Belgique, ce qui conclut l'examen stratégique de ses activités. À plus long terme, l'abandon de ces activités devrait permettre d'accroître la contribution du BAIIA ajusté¹ aux résultats consolidés et favoriser le fonds de roulement net.

Avant la fin de l'exercice, la Société a terminé son projet Saint-Laurent, à Montréal, au Canada, qui visait à élargir le développement et la fabrication de minéraux critiques et stratégiques servant à la production de composés semiconducteurs avancés de type II-VI. Pour cette installation, l'approvisionnement en sous-produits à partir de la mine de cuivre de Rio Tinto située à Kennecott, en Utah, a commencé à la fin décembre 2022, aux termes d'une entente commerciale stratégique conclue avec Rio Tinto et annoncée en mai 2022 permettant de garantir un approvisionnement nord-américain en tellure.

Faits saillants

- Pour le quatrième trimestre de 2022, les produits ont atteint 61,0 M\$, comparativement à 64,6 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution est principalement attribuable à l'arrêt progressif des activités de Tilly, en Belgique, suivi du dessaisissement de la filiale. Pour l'exercice 2022, les produits ont augmenté de 26 % pour atteindre 264,2 M\$, comparativement à 210,0 M\$ pour l'exercice précédent, soutenus par l'acquisition d'AZUR ainsi que par l'augmentation de la demande sur les marchés de l'énergie renouvelable pour le secteur Semiconducteurs spécialisés et la demande dans les segments des produits pharmaceutiques et des soins de santé pour le secteur Matériaux de haute performance.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

- Pour le quatrième trimestre de 2022, la Société a généré un BAIIA ajusté¹ de 6,7 M\$ par rapport à 10,1 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, AZUR ayant réalisé la presque totalité de son BAIIA ajusté annuel pour l'exercice 2021 au cours des mois qui ont suivi son acquisition par la Société. Pour l'exercice 2022, la Société a généré un BAIIA ajusté de 30,0 M\$, atteignant ainsi l'extrémité supérieure de sa fourchette de projections pour l'exercice 2022, par rapport à 28,2 M\$ pour l'exercice précédent, malgré les effets négatifs du conflit entre la Russie et l'Ukraine au premier trimestre de 2022, la hausse de l'inflation et l'arrêt progressif des activités à Tilly, en Belgique, suivi du dessaisissement de la filiale.
- Pour le quatrième trimestre de 2022, la Société a comptabilisé une perte sur dessaisissement de 7,8 M\$ découlant de l'arrêt progressif, en cours d'année, des activités à Tilly, en Belgique, et du dessaisissement de la filiale réalisé en décembre 2022. La Société a également comptabilisé des coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration de 3,2 M\$, principalement en lien avec cette transaction.
- Au 31 décembre 2022, le carnet de commandes¹ représentait 253 jours de produits annualisés, soit une hausse de 61 jours par rapport au carnet de commandes du trimestre précédent, et une hausse de 32 jours par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est attribuable aux négociations fructueuses de contrats à long terme dans le secteur Semiconducteurs spécialisés.
- La dette nette¹ s'établissait à 78,3 M\$ au 31 décembre 2022, en baisse par rapport à 80,1 M\$ à la fin de l'exercice précédent.

Perspectives

Dans le secteur Semiconducteurs spécialisés, 5N Plus demeure le seul fournisseur mondial viable, à l'extérieur de la Chine, de composés semiconducteurs de très grande pureté qui sont utilisés dans une vaste gamme de technologies critiques essentielles à la vie des gens. Grâce à une demande sans précédent, notamment pour des applications dans les secteurs de l'énergie renouvelable terrestre et de l'énergie solaire, la Société est bien positionnée pour déployer le plein potentiel de son offre améliorée de produits, et elle investit dans ses activités pour être prête à répondre à une hausse exceptionnelle de la demande dans les années à venir.

La Société jouit d'une position unique pour jouer un rôle important dans la nouvelle technologie de détection à comptage de photons pour les tomodensitomètres, qui est en voie de révolutionner l'imagerie médicale à moyen terme. Elle continue également d'explorer d'autres occasions qui pourraient se présenter sur le marché pour ce qui est de ses semiconducteurs spécialisés, notamment dans les secteurs de la défense et de la sécurité.

Dans le secteur Matériaux de haute performance, la direction s'attend à ce que ses produits pharmaceutiques et de soins de santé continuent de générer une rentabilité élevée et des flux de trésorerie constants. La Société continuera de privilégier les bons segments dans le secteur pour élargir sa composition de produits sur des marchés finaux attrayants.

La Société continuera aussi de mettre en œuvre des initiatives axées sur l'optimisation opérationnelle, au besoin, pour avantager 5N Plus et soutenir sa croissance interne, tout en demeurant à l'affût des occasions de fusions et d'acquisitions.

Compte tenu de ses investissements dans des secteurs présentant un fort potentiel de croissance, jumelés à une demande sans précédent dans des marchés finaux clés et à une composition simplifiée des produits et des activités, la direction s'attend à ce que le BAIIA ajusté projeté s'établisse entre 35 M\$ et 40 M\$ pour l'exercice 2023, avec un apport plus élevé pour le second semestre de l'exercice, et entre 45 M\$ et 50 M\$ pour l'exercice 2024.

Forte de son programme d'excellence commerciale et de ses investissements dans des marchés porteurs de valeur à forte croissance, 5N Plus est déterminée à répondre à la demande des clients et à poursuivre sur sa lancée, en tirant pleinement parti de sa stratégie.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Synthèse des résultats

(en milliers de dollars américains, sauf les montants par action)	T4 2022	T4 2021	E 2022	E 2021
	\$	\$	\$	\$
Produits	61 042	64 556	264 223	209 990
Charges d'exploitation ajustées ^{1*}	(54 337)	(54 470)	(234 195)	(181 751)
BAIIA ajusté¹	6 705	10 086	30 028	28 239
Dépréciation des stocks	-	-	-	-
Recouvrement (charge) au titre de la rémunération à base d'actions	171	460	(999)	(689)
Coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration	(3 210)	(1 644)	(3 823)	(2 144)
Dépréciation des actifs non courants	-	-	(12 478)	-
Perte sur le dessaisissement d'une filiale	(7 834)	-	(7 834)	-
Perte sur la sortie d'actifs détenus en vue de la vente	-	-	(216)	-
Profits (pertes) de change et au titre de dérivés	497	(1 080)	(42)	(418)
BAIIA¹	(3 671)	7 822	4 636	24 988
Intérêt sur la dette à long terme, intérêts théoriques et autres charges d'intérêts	716	1 164	5 192	3 713
Amortissement	4 051	4 364	17 732	12 535
Résultat avant impôt sur le résultat	(8 438)	2 294	(18 288)	8 740
Charge (recouvrement) d'impôt				
Exigible	43	1 446	6 865	5 580
Différé	(335)	(132)	(2 154)	50
	(292)	1 314	4 711	5 630
Résultat net	(8 146)	980	(22 999)	3 110
Résultat de base par action	(0,09) \$	0,01 \$	(0,26) \$	0,04 \$
Résultat dilué par action	(0,09) \$	0,01 \$	(0,26) \$	0,04 \$

* Compte non tenu de la dépréciation des stocks, du recouvrement (de la charge) au titre de la rémunération à base d'actions, des coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration, de la dépréciation des actifs non courants, de la perte sur le dessaisissement d'une filiale, de la perte sur la sortie d'actifs détenus en vue de la vente et de l'amortissement.

Produits par secteur et marge brute ajustée

(en milliers de dollars américains)	T4 2022	T4 2021	Variation	E 2022	E 2021	Variation
	\$	\$		\$	\$	
Semiconducteurs spécialisés	31 951	30 160	6 %	121 918	70 655	73 %
Matériaux de haute performance	29 091	34 396	(15) %	142 305	139 335	2 %
Total des produits	61 042	64 556	(5) %	264 223	209 990	26 %
Coût des ventes	(47 909)	(53 090)	(10) %	(215 715)	(171 214)	26 %
Amortissement inclus dans le coût des ventes	3 155	3 515	(10) %	14 208	10 539	35 %
Marge brute ajustée¹	16 288	14 981	9 %	62 716	49 315	27 %
Pourcentage de marge brute ajusté¹	26,7 %	23,2 %		23,7 %	23,5 %	

Pour le quatrième trimestre de 2022, les produits ont diminué de 5 % pour atteindre 61,0 M\$, comparativement à 64,6 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution s'explique principalement par l'arrêt progressif des activités de fabrication des produits utilisés dans la production de matériaux de catalyse et d'extraction à Tilly, en Belgique, amorcé au début de l'exercice, qui s'est soldé par le dessaisissement de la filiale à la fin du mois de décembre 2022, comptabilisé dans le secteur Matériaux de haute performance. Pour l'exercice 2022, les produits ont augmenté de 26 % pour atteindre 264,2 M\$, comparativement à 210,0 M\$ pour l'exercice 2021, soutenus par l'acquisition d'AZUR réalisée en novembre 2021 ainsi que par l'augmentation de la demande sur les marchés de l'énergie renouvelable pour le secteur Semiconducteurs spécialisés et dans le segment des produits pharmaceutiques et des soins de santé pour le secteur Matériaux de haute performance.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Pour le quatrième trimestre de 2022, la marge brute ajustée¹ a été avantagée par la composition des produits et le programme d'excellence commercial de la Société lancé en début d'année, dont l'optique était d'atténuer rapidement l'incidence négative de l'inflation sur les marges réalisées sur les produits. La marge brute ajustée s'est établie à 16,3 M\$, ou 26,7 %, par rapport à 15,0 M\$ ou 23,2 % pour le quatrième trimestre de 2021. Pour l'exercice 2022, la marge brute ajustée s'est établie à 62,7 M\$, ou 23,7 %, par rapport à 49,3 M\$, ou 23,5 %, pour l'exercice 2021, grâce à un accroissement des volumes et à l'acquisition d'AZUR.

Secteur Semiconducteurs spécialisés

Pour le quatrième trimestre de 2022, les produits ont augmenté de 6 % pour atteindre 32,0 M\$, comparativement à 30,2 M\$ pour le quatrième trimestre de 2021. Pour l'exercice 2022, les produits ont atteint 121,9 M\$, par rapport à 70,7 M\$ pour l'exercice 2021, du fait de l'augmentation de la demande, sans compter l'apport des activités d'AZUR.

La marge brute ajustée s'est établie à 31,0 % pour le quatrième trimestre de 2022, comparativement à 29,5 % pour le quatrième trimestre de 2021. Pour l'exercice 2022, la marge brute ajustée s'est établie à 28,1 %, par rapport à 31,5 % pour l'exercice 2021, en raison principalement de l'inflation.

Secteur Matériaux de haute performance

Pour le quatrième trimestre de 2022, les produits ont atteint 29,1 M\$, comparativement à 34,4 M\$ pour le quatrième trimestre de 2021, en raison de l'arrêt progressif des activités de fabrication des produits utilisés dans la production de matériaux de catalyse et d'extraction à Tilly, en Belgique, amorcé au début de l'exercice, qui s'est soldé par le dessaisissement de la filiale de la Société à la fin du mois de décembre 2022. Pour l'exercice 2022, les produits ont atteint 142,3 M\$, par rapport à 139,3 M\$ pour l'exercice 2021, grâce à la composition des produits et à l'augmentation des prix principalement dans le segment des produits pharmaceutiques et des soins de santé.

Pour le quatrième trimestre de 2022, la marge brute ajustée s'est établie à 22,5 %, par rapport à 18,8 % pour le quatrième trimestre de 2021, grâce à la composition des produits et à l'augmentation des prix ayant permis d'atténuer les effets de l'inflation. Pour l'exercice 2022, la marge brute ajustée s'est établie à 20,4 %, par rapport à 19,8 % pour l'exercice 2021.

Résultat d'exploitation, BAIIA et BAIIA ajusté

(en milliers de dollars américains)	T4 2022	T4 2021	Variation	E 2022	E 2021	Variation
	\$	\$		\$	\$	
Semiconducteurs spécialisés	5 690	8 304	(31) %	24 318	18 817	29 %
Matériaux de haute performance	3 997	5 159	(23) %	17 277	18 957	(9) %
Siège social	(2 982)	(3 377)	(12) %	(11 567)	(9 535)	21 %
BAIIA ajusté¹	6 705	10 086	(34) %	30 028	28 239	6 %
BAIIA¹	(3 671)	7 822	(147) %	4 636	24 988	(81) %
Résultat d'exploitation	(8 219)	4 538	(281) %	(13 054)	12 871	(201) %

Pour le quatrième trimestre de 2022, la Société a généré un BAIIA ajusté¹ de 6,7 M\$, en baisse de 3,4 M\$ par rapport à 10,1 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté du secteur Semiconducteurs spécialisés a diminué de 2,6 M\$, en raison principalement de l'apport des activités d'AZUR au BAIIA ajusté qui s'est réparti sur l'ensemble des trimestres de l'exercice 2022, alors que pour l'exercice 2021, la presque totalité de l'apport avait été réalisée au cours du quatrième trimestre, à la suite de son acquisition en novembre 2021. Le BAIIA ajusté du secteur Matériaux de haute performance a diminué de 1,2 M\$, affecté principalement par l'inflation et l'arrêt progressif des activités de fabrication de produits à faible marge à Tilly, en Belgique, suivi du dessaisissement de la filiale. Se reporter à la rubrique « Dessaisissement de 5N Belgium SA » pour de plus amples renseignements.

Pour l'exercice 2022, la Société a généré un BAIIA ajusté de 30,0 M\$, par rapport à 28,2 M\$ pour l'exercice précédent, malgré les effets négatifs du conflit entre la Russie et l'Ukraine au premier trimestre de 2022, la hausse de l'inflation et l'arrêt progressif des activités à Tilly, en Belgique, suivi du dessaisissement de la filiale. Des dépenses additionnelles en lien avec l'intégration d'AZUR, d'autres projets du siège social et les effets de l'inflation ont été engagées par le siège social.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Rapport de gestion

Pour le quatrième trimestre de 2022, le BAIIA¹ a diminué pour s'établir à (3,7 M\$), contre 7,8 M\$ pour le quatrième trimestre de 2021. La diminution de 11,5 M\$ s'explique principalement par une baisse du BAIIA ajusté¹ de 3,4 M\$ en raison des facteurs mentionnés précédemment ainsi que par une perte sur le dessaisissement d'une filiale de 7,8 M\$ et des coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration de 1,6 M\$.

Pour l'exercice 2022, le BAIIA s'est établi à 4,6 M\$, contre 25,0 M\$ pour l'exercice 2021. L'augmentation de 1,8 M\$ du BAIIA ajusté n'a pas été suffisante pour contrebalancer les éléments susmentionnés et la dépréciation des actifs non courants de 5,4 M\$ comptabilisée au début de l'exercice afin de refléter l'évaluation de la valeur comptable des immobilisations incorporelles touchées par le conflit entre la Russie et l'Ukraine. En plus de la perte sur le dessaisissement d'une filiale comptabilisée au quatrième trimestre de 2022, la Société a comptabilisé un montant de 7,1 M\$ au titre de la dépréciation des actifs non courants au troisième trimestre de 2022 pour tenir compte de son intention d'arrêter la fabrication, à Tilly, en Belgique, de produits à faible marge utilisés dans la production de matériaux de catalyse et d'extraction.

Pour le quatrième trimestre de 2022, la perte d'exploitation a été de 8,2 M\$, par rapport à un résultat d'exploitation de 4,5 M\$ pour le quatrième trimestre de 2021. Pour l'exercice 2022, la perte d'exploitation a été de 13,1 M\$ par rapport à un résultat d'exploitation de 12,9 M\$ pour l'exercice 2021. Les diminutions découlent essentiellement des facteurs qui précèdent.

Secteur Semiconducteurs spécialisés

Pour le quatrième trimestre de 2022, le BAIIA ajusté a diminué de 2,6 M\$ pour atteindre 5,7 M\$, ce qui correspond à une marge du BAIIA ajusté¹ de 18 %, comparativement à 28 % pour le quatrième trimestre de 2021, en raison de la différence dans le moment où les subventions de recherche et développement et les autres produits ont été comptabilisés. Pour l'exercice 2022, le BAIIA ajusté a augmenté de 5,5 M\$ pour atteindre 24,3 M\$, ce qui correspond à une marge du BAIIA ajusté de 20 %, comparativement à 27 % pour la période correspondante de 2021, grâce au moment où l'apport des activités d'AZUR a été réalisé.

Secteur Matériaux de haute performance

Pour le quatrième trimestre de 2022, le BAIIA ajusté a diminué de 1,2 M\$ pour atteindre 4,0 M\$, ce qui correspond à une marge du BAIIA ajusté de 14 %, comparativement à 15 % pour le quatrième trimestre de 2021. Pour l'exercice 2022, le BAIIA ajusté a diminué de 1,7 M\$ pour atteindre 17,3 M\$, ce qui correspond à une marge du BAIIA ajusté de 12 %, par rapport à 14 % pour l'exercice 2021.

Résultat net et résultat net ajusté

(en milliers de dollars américains, sauf les montants par action)	T4 2022	T4 2021	E 2022	E 2021
	\$	\$	\$	\$
Résultat net	(8 146)	980	(22 999)	3 110
Résultat de base par action	(0,09) \$	0,01 \$	(0,26) \$	0,04 \$
Éléments de rapprochement :				
(Recouvrement) charge au titre de la rémunération à base d'actions	(171)	(460)	999	689
Coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration	3 210	1 644	3 823	2 144
Dépréciation des actifs non courants	-	-	12 478	-
Perte sur le dessaisissement d'une filiale	7 834	-	7 834	-
Perte sur la sortie d'actifs détenus en vue de la vente	-	-	216	-
Recouvrement d'impôt sur les éléments imposables ci-dessus	(595)	(285)	(2 618)	(589)
Résultat net ajusté¹	2 132	1 879	(267)	5 354
Résultat de base ajusté par action¹	0,02 \$	0,02 \$	- \$	0,06 \$

Pour le quatrième trimestre de 2022, la perte nette a été de 8,1 M\$, ou 0,09 \$ par action, comparativement à un résultat net de 1,0 M\$, ou 0,01 \$ par action, pour le quatrième trimestre de 2021. Le résultat net ajusté¹ a été de 2,1 M\$, ou 0,02 \$ par action, pour le quatrième trimestre de 2022, par rapport à 1,9 M\$, ou 0,02 \$ par action, pour le quatrième trimestre de 2021.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Pour l'exercice 2022, la perte nette a été de 23,0 M\$, ou 0,26 \$ par action, par rapport à un résultat net de 3,1 M\$, ou 0,04 \$ par action, pour l'exercice 2021. La perte nette ajustée¹ a été de 0,3 M\$, ou néant par action, pour l'exercice 2022, par rapport à un résultat net ajusté¹ de 5,4 M\$, ou 0,06 \$ par action, pour l'exercice 2021.

Outre le recouvrement d'impôt, les éléments de rapprochement pour établir le résultat net ajusté pour le quatrième trimestre de 2022 et l'exercice 2022 ont été la charge (le recouvrement) au titre de la rémunération à base d'actions, les coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration, la dépréciation des actifs non courants, la perte sur le dessaisissement d'une filiale et la perte sur la sortie d'actifs détenus en vue de la vente. Se reporter à la rubrique « Charges » pour de plus amples renseignements.

Carnet de commandes et nouvelles commandes

(en milliers de dollars américains)	CARNET DE COMMANDES ¹			NOUVELLES COMMANDES ¹		
	T4 2022	T3 2022	T4 2021	T4 2022	T3 2022	T4 2021
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Semiconducteurs spécialisés	129 710	104 336	94 363	57 325	71 013	83 180
Matériaux de haute performance	39 611	35 054	60 454	33 648	23 959	39 512
Total	169 321	139 390	154 817	90 973	94 972	122 692

Certains résultats comparatifs ont été ajustés pour tenir compte d'un changement dans la présentation des secteurs.

(nombre de jours en fonction des produits annualisés)*	CARNET DE COMMANDES ¹			NOUVELLES COMMANDES ¹		
	T4 2022	T3 2022	T4 2021	T4 2022	T3 2022	T4 2021
Semiconducteurs spécialisés	370	297	293	164	202	258
Matériaux de haute performance	124	93	160	106	64	105
Moyenne pondérée	253	192	221	136	131	175

* Le carnet de commandes et les nouvelles commandes sont également présentés en nombre de jours pour éliminer l'incidence des prix des produits de base.

Quatrième trimestre de 2022 par rapport au troisième trimestre de 2022

Au 31 décembre 2022, le carnet de commandes¹ représentait 253 jours de produits annualisés, en hausse de 61 jours, ou 32 %, par rapport au carnet de commandes au 30 septembre 2022. Cette hausse est principalement attribuable aux négociations fructueuses de contrats à long terme dans le secteur Semiconducteurs spécialisés, ce qui confirme le potentiel de croissance à court terme relatif aux produits utilisés dans les applications destinées aux secteurs de l'énergie renouvelable et de l'industrie spatiale.

Au 31 décembre 2022, le carnet de commandes du secteur Semiconducteurs spécialisés représentait 370 jours de produits annualisés, en hausse de 73 jours, ou 25 %, par rapport au carnet de commandes au 30 septembre 2022. Le carnet de commandes du secteur Matériaux de haute performance représentait 124 jours de produits annualisés, ce qui correspond à une hausse de 31 jours, ou 33 %, par rapport au carnet de commandes au 30 septembre 2022. La hausse pour le secteur Matériaux de haute performance est principalement attribuable au moment du renouvellement des contrats clés, qui a généralement lieu au cours du quatrième trimestre.

Les nouvelles commandes¹ du secteur Semiconducteurs spécialisés ont représenté 164 jours pour le quatrième trimestre de 2022, en baisse de 38 jours par rapport à 202 jours pour le troisième trimestre de 2022. Les nouvelles commandes du secteur Matériaux de haute performance ont représenté 106 jours pour le quatrième trimestre de 2022, soit une hausse de 42 jours, comparativement à 64 jours pour le troisième trimestre de 2022. Les nouvelles commandes sont calculées en additionnant aux produits des activités ordinaires l'augmentation ou la diminution du carnet de commandes pour la période considérée, divisé par les produits annualisés. Par conséquent, les facteurs expliquant l'augmentation ou la diminution du carnet de commandes s'appliquent également à l'augmentation ou à la diminution des nouvelles commandes.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Quatrième trimestre de 2022 par rapport au quatrième trimestre de 2021

Au 31 décembre 2022, le carnet de commandes¹ du secteur Semiconducteurs spécialisés a augmenté de 77 jours. Cette augmentation est attribuable en grande partie aux négociations fructueuses de contrats à long terme dans le secteur Semiconducteurs spécialisés, ce qui confirme le potentiel de croissance à court terme relatif aux produits utilisés dans les applications destinées aux secteurs de l'énergie renouvelable et de l'industrie spatiale. Le carnet de commandes du secteur Matériaux de haute performance représentait 124 jours, en baisse de 36 jours par rapport à 160 jours pour le quatrième trimestre de 2021. Cette baisse découle principalement du fait que la Société s'est départie de ses activités à Tilly, en Belgique.

À la suite de l'acquisition d'AZUR au quatrième trimestre de 2021, l'intégration de son carnet de commandes avait donné lieu à une augmentation plus importante qu'à l'habitude des nouvelles commandes¹ pour le secteur Semiconducteurs spécialisés, ce qui explique en grande partie la diminution de 94 jours des nouvelles commandes de ce secteur pour le quatrième trimestre de 2022. Les nouvelles commandes du secteur Matériaux de haute performance ont augmenté de 1 jour par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Charges

(en milliers de dollars américains)	T4 2022	T4 2021	E 2022	E 2021
	\$	\$	\$	\$
Amortissement	4 051	4 364	17 732	12 535
Frais généraux, frais de vente et frais d'administration	7 183	7 025	28 565	21 883
(Recouvrement) charge au titre de la rémunération à base d'actions	(171)	(460)	999	689
Coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration	3 210	1 644	3 823	2 144
Dépréciation des actifs non courants	-	-	12 478	-
Perte sur le dessaisissement d'une filiale	7 834	-	7 834	-
Perte sur la sortie d'actifs détenus en vue de la vente	-	-	216	-
Charges financières	219	2 244	5 234	4 131
(Recouvrement) charge d'impôt	(292)	1 314	4 711	5 630
Total des charges	22 034	16 131	81 592	47 012

Amortissement

La dotation aux amortissements s'est établie à 4,1 M\$ pour le quatrième trimestre de 2022 et à 17,7 M\$ pour l'exercice 2022, par rapport à respectivement 4,4 M\$ et 12,5 M\$ pour les périodes correspondantes de 2021. La hausse pour l'exercice 2022 s'explique principalement par l'augmentation des immobilisations corporelles, des immobilisations incorporelles et des actifs au titre de droits d'utilisation faisant suite à l'acquisition d'AZUR au quatrième trimestre de 2021.

Frais généraux, frais de vente et frais d'administration

Les frais généraux, frais de vente et frais d'administration se sont établis à 7,2 M\$ pour le quatrième trimestre de 2022 et à 28,6 M\$ pour l'exercice 2022, par rapport à respectivement 7,0 M\$ et 21,9 M\$ pour les périodes correspondantes de 2021. Ces hausses s'expliquent principalement par l'acquisition d'AZUR au quatrième trimestre de 2021, l'inflation qui s'est répercutée sur divers frais et la levée des restrictions liées à la COVID-19.

(Recouvrement) charge au titre de la rémunération à base d'actions

Le recouvrement au titre de la rémunération à base d'actions s'est établi à 0,2 M\$ pour le quatrième trimestre de 2022, par rapport à 0,5 M\$ pour le quatrième trimestre de 2021. Pour l'exercice 2022, la charge au titre de la rémunération à base d'actions s'est établie à 1,0 M\$, par rapport à 0,7 M\$ pour l'exercice 2021.

Coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration

Pour le quatrième trimestre de 2022 et l'exercice 2022, la Société a comptabilisé des coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration de respectivement 3,2 M\$ et 3,8 M\$. Ces coûts comprennent un montant de 2,6 M\$ au titre du dessaisissement d'une filiale, un montant de 0,4 M\$ en lien avec la fermeture d'un site en Asie, un montant de 0,2 M\$ découlant d'un changement à l'équipe de haute direction de la Société comptabilisé au deuxième trimestre de 2022 et un montant de 0,4 M\$ pour le règlement d'un contrat à l'amiable comptabilisé au premier trimestre de 2022.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Pour l'exercice 2021, la Société avait comptabilisé une charge de 1,5 M\$ à la suite de l'annonce d'un changement à son équipe de haute direction ainsi qu'une provision pour coûts de restructuration de 0,6 M\$ qui comprenait les coûts liés à une indemnité de départ et d'autres coûts associés à la fermeture d'un site en Asie.

Dépréciation des actifs non courants

Au cours du troisième trimestre de 2022, la Société a comptabilisé, pour le secteur Matériaux de haute performance, un montant de 7,1 M\$ au titre de la dépréciation de ses actifs non courants (2,4 M\$ pour les bâtiments, 4,6 M\$ pour l'équipement et 0,1 M\$ pour le mobilier et les agencements) afin de refléter l'évaluation de la valeur comptable des immobilisations corporelles découlant de son intention de mettre fin aux activités de production à son installation de Tilly, en Belgique.

Au cours du premier trimestre de 2022, la Société a comptabilisé, pour le secteur Semiconducteurs spécialisés, un montant de 5,4 M\$ au titre de la dépréciation de ses actifs non courants (5,1 M\$ pour les relations clients et 0,3 M\$ pour d'autres immobilisations incorporelles) afin de refléter l'évaluation de la valeur comptable des immobilisations incorporelles tenant compte de l'incidence du conflit entre la Russie et l'Ukraine sur les relations de la Société avec ses clients établis en Russie. Les hypothèses initiales de la Société relatives aux flux de trésorerie futurs provenant de ces clients ne peuvent plus être justifiées, compte tenu des sanctions internationales adoptées contre la Russie, ainsi que de l'incertitude entourant le conflit entre l'Ukraine et la Russie et sa durée indéterminée.

Perte sur le dessaisissement d'une filiale

Au cours du quatrième trimestre de 2022, la Société s'est départie de sa participation de 100 % dans 5N Plus Belgium SA et a comptabilisé une perte sur le dessaisissement d'une filiale de 7,8 M\$. Se reporter à la rubrique « Dessaisissement de 5N Belgium SA » pour de plus amples renseignements.

Perte sur la sortie d'actifs détenus en vue de la vente

Au cours du troisième trimestre de 2022, la Société a comptabilisé une perte de 0,2 M\$ sur la sortie d'actifs détenus en vue de la vente. L'actif, qui était auparavant présenté comme détenu en vue de la vente dans le secteur Semiconducteurs spécialisés, est lié à un reclassement de bâtiments pour un montant de 3,0 M\$ au cours du deuxième trimestre de 2022. Le reclassement a fait suite à la relocalisation prévue, au Canada, des activités de l'une des filiales de la Société en Asie, qui avait été annoncée au troisième trimestre de 2020.

Charges financières

Les charges financières se sont établies à 0,2 M\$ pour le quatrième trimestre de 2022, par rapport à 2,2 M\$ pour le quatrième trimestre de 2021. La variation positive découle principalement des produits d'intérêts obtenus à la suite du règlement récent d'un arbitrage en fiscalité internationale en lien avec les activités que la Société exerce dans deux pays et d'un profit de change et au titre de dérivés, le tout contrebalancé par des intérêts sur la dette à long terme et des intérêts théoriques plus élevés à la suite de l'acquisition d'AZUR, ainsi que par l'augmentation importante des taux d'intérêt au cours du deuxième semestre de 2022.

Les charges financières se sont établies à 5,2 M\$ pour l'exercice 2022, comparativement à 4,1 M\$ pour l'exercice 2021. La variation défavorable découle principalement des facteurs qui précèdent, à l'exception des pertes de change et au titre de dérivés qui ont été moins élevées pour l'exercice 2022 que pour l'exercice 2021.

Impôt sur le résultat

La Société a affiché une perte avant impôt sur le résultat de 8,4 M\$ pour le quatrième trimestre de 2022 et de 18,3 M\$ pour l'exercice 2022. Le recouvrement d'impôt s'est établi à 0,3 M\$ pour le quatrième trimestre de 2022 et la charge d'impôt, à 4,7 M\$, pour l'exercice 2022, par rapport à une charge d'impôt de respectivement 1,3 M\$ et 5,6 M\$ pour les périodes correspondantes de 2021. Les actifs d'impôt différé applicables dans certains pays seulement ont eu une incidence sur les montants inscrits dans les deux périodes.

Situation financière et sources de financement

(en milliers de dollars américains)	T4 2022	T4 2021	E 2022	E 2021
	\$	\$	\$	\$
Fonds provenant de l'exploitation avant ce qui suit :	5 478	5 604	13 498	16 553
Variation nette des soldes du fonds de roulement hors trésorerie	7 927	(3 233)	10 243	(6 283)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	13 405	2 371	23 741	10 270
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(8 895)	(42 615)	(18 994)	(49 929)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(2 308)	42 922	2 409	36 219
Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	317	107	(405)	(570)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	2 519	2 785	6 751	(4 010)

Pour le quatrième trimestre de 2022, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation se sont établis à 13,4 M\$, comparativement à 2,4 M\$ pour le quatrième trimestre de 2021, favorisés par la réalisation du fonds de roulement détenu à Tilly, en Belgique, avant le dessaisissement. Pour l'exercice 2022, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation se sont établis à 23,8 M\$ par rapport à 10,3 M\$ pour l'exercice 2021. L'augmentation pour l'exercice 2022 s'explique par la variation positive des soldes du fonds de roulement hors trésorerie.

Pour le quatrième trimestre de 2022, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont totalisé 8,9 M\$ par rapport à 42,6 M\$ pour le quatrième trimestre de 2021. Pour l'exercice 2022, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement se sont établis à 19,0 M\$, comparativement à 49,9 M\$ pour l'exercice 2021. Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement pour l'exercice 2021 étaient constitués d'une somme de 42,3 M\$ liée à l'acquisition d'AZUR et d'une somme de 2,0 M\$ liée à l'acquisition d'une participation minoritaire dans Microbion Corporation. En revanche, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement pour l'exercice 2022 s'expliquent surtout par le moment où des ajouts d'immobilisations corporelles ont eu lieu, notamment le projet Saint-Laurent à Montréal, au Canada, en partie contrebalancés par le produit de la sortie d'actifs détenus en vue de la vente de 2,8 M\$ pour le troisième trimestre de 2022.

Pour le quatrième trimestre de 2022, les flux de trésorerie affectés aux activités de financement ont totalisé 2,3 M\$, par rapport à des flux de trésorerie provenant des activités de financement de 42,9 M\$ pour le quatrième trimestre de 2021. Pour l'exercice 2022, les flux de trésorerie provenant des activités de financement ont totalisé 2,4 M\$, par rapport à 36,2 M\$ pour l'exercice 2021. Cette variation s'explique en grande partie par les différences entre les montants nets empruntés sur la facilité de crédit au cours des périodes. Pour l'exercice 2021, la Société avait effectué un emprunt important aux termes de la facilité de crédit pour financer l'acquisition d'AZUR, déduction faite du remboursement des emprunts contractés par AZUR relativement à de l'équipement.

Fonds de roulement

(en milliers de dollars américains)	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2021
	\$	\$
Stocks	86 254	95 526
Autres actifs courants	100 908	99 996
Passif courant	(62 846)	(65 059)
Fonds de roulement¹	124 316	130 463
Ratio du fonds de roulement¹	2,98	3,01

La diminution du fonds de roulement¹ de 6,1 M\$ par rapport au 31 décembre 2021 est principalement attribuable au dessaisissement de la filiale de Tilly, en Belgique, à la fin de l'exercice 2022, contrebalancé par la hausse des autres actifs courants et la baisse du passif courant en lien avec les activités restantes.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Dettes nettes

(en milliers de dollars américains)	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2021
	\$	\$
Dettes bancaires	-	-
Dettes à long terme, y compris la partie courante	121 000	116 000
Total de la dette¹	121 000	116 000
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(42 691)	(35 940)
Dettes nettes¹	78 309	80 060

Le total de la dette¹ au 31 décembre 2022 s'établissait à 121,0 M\$, par rapport à 116,0 M\$ à la fin de l'exercice précédent, en raison d'un emprunt de 10,0 M\$ au cours du deuxième trimestre de 2022 et de remboursements de 2,5 M\$ aux termes de la facilité de crédit au cours des troisième et quatrième trimestres de 2022.

La dette nette¹, compte tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, a diminué de 1,8 M\$, pour s'établir à 78,3 M\$ au 31 décembre 2022, par rapport à 80,1 M\$ au 31 décembre 2021.

Sources de financement à court terme disponibles

(en milliers de dollars américains)	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2021
	\$	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	42 691	35 940
Facilité de crédit renouvelable disponible	28 000	33 000
Sources de financement à court terme disponibles	70 691	68 940

En juin 2022, la Société a conclu une facilité de crédit multidevises renouvelable garantie de premier rang de 124,0 M\$ échéant en avril 2026 pour remplacer sa facilité renouvelable garantie de premier rang de 124,0 M\$ échéant en avril 2023. En tout temps, la Société peut demander que la facilité de crédit soit augmentée en vertu d'une clause accordéon prévoyant un montant additionnel de 30,0 M\$ sous réserve de l'examen et de l'approbation des prêteurs. Des emprunts en dollars américains, en dollars canadiens ou en dollars de Hong Kong (à hauteur de 4,0 M\$) peuvent être effectués aux termes de cette facilité de crédit renouvelable. Les emprunts portent intérêt au taux préférentiel du Canada, au taux de base des États-Unis, au taux de base de Hong Kong ou au taux SOFR majoré d'une marge fondée sur le ratio dette nette de premier rang/BAIIA¹ consolidé de la Société. En vertu des modalités de sa facilité de crédit, la Société doit respecter certaines clauses restrictives ayant trait aux ratios financiers. Au 31 décembre 2022 et au 31 décembre 2021, la Société respectait toutes les clauses restrictives.

En février 2019, un prêt subordonné à terme d'une durée de cinq ans a été consenti à la Société par Investissement Québec. Le prêt a été déboursé en deux tranches, soit 5,0 M\$ le 6 février 2019 et 20,0 M\$ le 22 mars 2019. Les deux tranches du prêt à terme portent intérêt à un taux correspondant au taux de swap sur cinq ans libellé en dollars américains, majoré d'une marge de 4,19 %, soit respectivement 6,82 % et 6,64 %. En vertu des modalités du prêt, la Société doit respecter certaines clauses restrictives ayant trait aux ratios financiers. Au 31 décembre 2022 et au 31 décembre 2021, la Société respectait toutes les clauses restrictives.

Informations relatives aux actions

	Au 21 février 2023	Au 31 décembre 2022
Actions émises et en circulation	88 330 236	88 330 236
Options sur actions pouvant être émises	1 598 938	1 598 938

Régime d'unités d'actions restreintes et d'unités d'actions liées au rendement

Le 4 novembre 2015, la Société a adopté un nouveau régime d'unités d'actions restreintes et d'unités d'actions liées au rendement (le « régime ») pour remplacer le régime d'unités d'actions restreintes précédent. Le régime permet à la Société d'attribuer aux participants admissibles : i) des unités d'actions restreintes fictives qui s'acquiescent au plus tard trois ans après la date d'attribution; et ii) des unités d'actions liées au rendement fictives qui s'acquiescent au terme de

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Rapport de gestion

certaines périodes, d'au plus trois ans, et en fonction de l'atteinte de certains critères de rendement déterminés par le conseil d'administration. Ce type de régime prévoit le règlement des unités d'actions restreintes et des unités d'actions liées au rendement au comptant ou en actions ordinaires émises à même le capital autorisé de la Société, d'un montant équivalent au cours moyen pondéré en fonction du volume des actions ordinaires de la Société à la TSX au cours des cinq jours de Bourse qui précèdent immédiatement la date d'acquisition des droits rattachés aux unités d'actions restreintes et aux unités d'actions liées au rendement.

Pour l'exercice 2022, dans le cadre du régime, la Société a attribué 95 881 unités d'actions restreintes (164 412 pour 2021), elle en a réglé 146 549 (413 710 pour 2021) et 13 110 unités d'actions restreintes ont été annulées par déchéance (143 851 pour 2021). Au 31 décembre 2022, 278 481 unités d'actions restreintes étaient en cours (342 259 pour 2021) dans le cadre du régime.

Pour l'exercice 2022, la Société n'a attribué aucune unité d'action liée au rendement (aucune pour 2021), elle n'en a réglé aucune (166 700 pour 2021) et 200 000 unités d'actions liées au rendement ont été annulées (230 000 en 2021). Au 31 décembre 2022, aucune unité d'action liée au rendement n'était en cours (200 000 pour 2021).

Régime d'options d'achat d'actions

Le 11 avril 2011, la Société a adopté un nouveau régime d'options d'achat d'actions en vertu duquel le nombre maximum d'options attribuées ne peut dépasser 5 000 000. Les options attribuées en vertu du régime d'options d'achat d'actions peuvent être exercées pendant une période d'au plus dix ans à compter de la date d'attribution. Les options sur actions en circulation le 31 décembre 2022 peuvent être exercées pendant une période d'au plus six ans à compter de la date d'attribution. À moins que le conseil d'administration juge approprié d'en décider autrement, les droits aux options s'acquiescent à un taux annuel de 25 % (100 % pour les administrateurs), à compter du premier anniversaire de leur attribution. Les options qui ne sont pas exercées expirent un mois après la date à laquelle le bénéficiaire cesse d'être employé, administrateur ou dirigeant de la Société, et après un an pour les administrateurs retraités.

Le tableau suivant présente de l'information concernant toutes les options sur actions en circulation :

	2022		2021	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré \$ CA	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré \$ CA
En circulation au début de l'exercice	825 968	2,46	672 600	2,09
Attribuées	772 970	1,33	648 212	2,49
Exercées	-	-	(428 678)	1,88
Annulées par déchéance	-	-	(66 166)	2,78
En circulation à la fin de l'exercice	1 598 938	1,91	825 968	2,46
Exerçables à la fin de l'exercice	457 749	2,41	267 007	2,33

Arrangements hors bilan

La Société a parfois recours à des arrangements hors bilan, puisque la plupart des contrats de location sont comptabilisés à l'état de la situation financière consolidé depuis l'adoption de la norme IFRS 16, *Contrats de location*, le 1^{er} janvier 2019. Tout arrangement hors bilan porte sur des obligations contractuelles dans le cours normal des activités.

La Société est exposée au risque de change lié aux ventes réalisées en euros et en d'autres monnaies étrangères ainsi qu'aux fluctuations des taux d'intérêt de sa facilité de crédit et peut conclure à l'occasion des contrats de change à terme et des swaps de taux d'intérêt ou de devises afin de se protéger contre les fluctuations des taux de change et des taux d'intérêt. Le lecteur trouvera un complément d'information sur ces contrats aux notes 19 et 27 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Le tableau suivant présente les flux de trésorerie contractuels des passifs financiers de la Société au 31 décembre 2022 :

(en milliers de dollars américains)	Valeur comptable	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	Plus de 5 ans	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Dettes fournisseurs et charges à payer	40 200	40 200	-	-	-	-	40 200
Dettes à long terme	121 000	7 836	31 584	6 166	98 055	-	143 641
Obligations locatives	30 402	2 770	2 601	2 494	2 451	24 834	35 150
Total	191 602	50 806	34 185	8 660	100 506	24 834	218 991

Engagements

Au 31 décembre 2022, dans le cours normal des activités, la Société avait conclu des lettres de crédit d'un montant de 0,9 M\$ (1,0 M\$ au 31 décembre 2021).

Éventualités

Dans le cours normal des activités, la Société est exposée à des événements pouvant donner lieu à des passifs éventuels ou à des actifs éventuels. À la date de publication des états financiers consolidés, la Société n'avait connaissance d'aucun événement important susceptible d'avoir une incidence significative sur ses états financiers consolidés.

Acquisition d'AZUR

Le 5 novembre 2021, la Société a acquis toutes les actions émises et en circulation d'AZUR pour un prix d'acquisition de 50,1 M€, sous réserve d'ajustements postérieurs à la clôture, en contrepartie de 6,5 millions d'actions de 5N Plus, émises à même le capital et d'une valeur de 12,4 M€, et d'un paiement en trésorerie de 37,7 M€. Par ailleurs, la Société a financé le fonds de roulement et des emprunts relatifs à de l'équipement pour un montant de 23,8 M€. La tranche en trésorerie de la transaction ainsi que le fonds de roulement ont été financés au moyen des liquidités de la Société et d'une facilité de crédit de premier rang. Les coûts de transaction de 0,3 M\$ pour 2022 (0,7 M\$ pour 2021 et 0,5 M\$ pour 2020) ont été passés en charges à l'état du résultat net consolidé au moment où ils ont été engagés.

Située à Heilbronn en Allemagne, AZUR est un chef de file mondial dans la conception et la fabrication de cellules solaires multijonctions à partir de composés semiconducteurs III-V. L'intégration d'AZUR a permis à la Société non seulement de renforcer sa position dans le secteur des énergies renouvelables, mais aussi de consolider sa réputation à titre de fournisseur fiable et concurrentiel au sein des programmes spatiaux des États-Unis et de l'Europe, notamment en tirant parti de l'adhésion du Canada à l'Agence spatiale européenne (ESA).

Afin d'estimer la juste valeur des immobilisations incorporelles, la direction a utilisé la méthode des bénéfices excédentaires pour évaluer les relations clients et la méthode de l'exonération de redevances pour évaluer la technologie et les noms commerciaux, en s'appuyant sur des modèles de flux de trésorerie actualisés. La direction a formulé des hypothèses importantes quant aux prévisions relatives aux produits et à la marge brute, aux taux de rétention des clients, aux taux de redevances et aux taux d'actualisation.

Les tableaux qui suivent présentent la contrepartie payée et l'évaluation finale de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris. À l'issue de cette évaluation finale, la Société n'a pas retraité l'état de la situation financière consolidé au 31 décembre 2021, les ajustements apportés n'étant pas jugés significatifs. Elle a également déterminé que l'incidence nette de ces ajustements sur le résultat net n'était pas significative pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, et les a donc comptabilisés à l'état du résultat net consolidé pour l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Contrepartie transférée

	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	34 301
Contrepartie à payer ¹⁾	9 158
Actions ordinaires émises	14 249
	57 708

¹⁾ Cette somme de 8,0 M€ détenue en mains tierces et comptabilisée dans les autres actifs courants devrait être libérée dans les 12 mois conformément aux modalités de la convention d'achat d'actions.

Actifs acquis identifiés et passifs repris

(en milliers de dollars américains)

	Montants provisoires	Ajustements	Montants définitifs
	\$	\$	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 017	-	1 017
Créances	8 342	1 057	9 399
Stocks	21 394	(1 057)	20 337
Autres actifs courants	256	-	256
Immobilisations corporelles	31 128	4 993	36 121
Actifs au titre de droits d'utilisation	21 626	(938)	20 688
Immobilisations incorporelles	32 144	(973)	31 171
Autres actifs	5	-	5
Goodwill	13 841	(2 016)	11 825
Total des actifs acquis	129 753	1 066	130 819
Dettes fournisseurs et charges à payer	7 291	-	7 291
Partie courante des produits différés	4 906	(1 294)	3 612
Dettes à long terme ¹	27 396	-	27 396
Obligations au titre des régimes d'avantages du personnel	2 673	-	2 673
Obligations locatives	21 626	(938)	20 688
Produits différés	-	2 011	2 011
Autres passifs	1 059	216	1 275
Passifs d'impôt différé	7 094	1 071	8 165
Total des passifs repris	72 045	1 066	73 111
Total des actifs nets	57 708	-	57 708

¹⁾ La dette à long terme reprise a été entièrement remboursée le 5 novembre 2021.

Pour la période de 57 jours close le 31 décembre 2021, AZUR a contribué à hauteur de 17,0 M\$ aux produits et de 2,3 M\$ au résultat net inclus à l'état du résultat net consolidé de la Société selon les opérations réalisées après la date d'acquisition. Si l'acquisition d'AZUR avait été conclue le 1^{er} janvier 2021, la Société estime que ses produits et son résultat net consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 se seraient élevés à respectivement 261,0 M\$ et néant, compte tenu de la somme additionnelle comptabilisée au titre de la dotation aux amortissements en lien avec la répartition préliminaire du prix d'acquisition. AZUR fournit des produits à ses clients sur la base des projets conclus, ce qui donne lieu à une répartition inégale des produits et à une rentabilité variable d'une période à l'autre.

Le montant comptabilisé au titre du goodwill n'est pas déductible fiscalement. Les créances sont présentées déduction faite d'une correction de valeur pour perte de 28 000 \$.

Dessaisissement de 5N Belgium SA

Le 19 décembre 2022, la Société s'est départie de sa participation de 100 % dans 5N Plus Belgium SA, dont les résultats étaient auparavant présentés dans le secteur Matériaux de haute performance, et a comptabilisé une perte sur dessaisissement de 7,8 M\$. La décision de cesser la production des produits à faible marge utilisés dans les applications de catalyse et d'extraction fait suite à la revue stratégique menée par la Société à l'égard de ses activités traditionnelles. Dans le cadre de la transaction, une provision de 2,6 M\$ a été comptabilisée dans les coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration afin de permettre aux nouveaux propriétaires d'assurer la conformité du site aux plus récentes normes environnementales et de couvrir d'autres coûts connexes. De ce montant, une somme de 2,0 M€, ou 2,1 M\$, est détenue en mains tierces. Avant le dessaisissement, la Société avait comptabilisé une charge de dépréciation de 7,1 M\$ à l'égard de ses immobilisations corporelles alors qu'elle avait annoncé son intention de mettre fin aux activités de production de son installation de Tilly, en Belgique.

Si le dessaisissement de 5N Belgium SA avait été conclu au 1^{er} janvier 2022, le BAIIA ajusté¹ consolidé aurait été plus élevé d'environ 2,0 M\$, et les produits du secteur Matériaux de haute performance auraient été moins élevés de 39,3 M\$.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Gouvernance

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (le « Règlement 52-109 »), 5N Plus a déposé des attestations signées par le chef de la direction et le chef de la direction financière qui, entre autres, rendent compte de la conception des contrôles et procédures de communication de l'information et de la conception et de l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision des contrôles et procédures de communication de l'information, pour fournir une assurance raisonnable que :

- l'information importante relative à la Société leur a été communiquée;
- l'information à fournir dans les documents d'information continue de la Société a été comptabilisée, traitée, résumée et présentée dans les délais prescrits par les lois sur les valeurs mobilières.

Une évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société a été effectuée sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu à l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont aussi conçu ou fait concevoir sous leur supervision le contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF), pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

À la lumière de leur évaluation de l'efficacité du CIIF de la Société, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que le CIIF a été conçu de façon adéquate et qu'il fonctionnait de façon efficace, selon le référentiel intitulé *Internal Control – Integrated Framework* publié par le *Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission* (« référentiel COSO 2013 »).

Modifications du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le CIIF n'a subi, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022, aucune modification qui a eu ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur le CIIF.

Adoption de nouvelles normes comptables et changements futurs de méthodes comptables

Adoption de nouvelles normes comptables

IFRS 3 – Regroupement d'entreprises

Le 1^{er} janvier 2022, la Société a adopté les modifications d'IFRS 3 visant à mettre à jour une référence au Cadre conceptuel. À la suite de ces modifications, IFRS 3 fera référence à la version actuelle du Cadre conceptuel plutôt qu'à celle en vigueur au moment de l'élaboration d'IFRS 3. Ces modifications indiquent également que, dans le but de déterminer certains passifs dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, la définition d'un passif telle qu'elle est énoncée dans IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*, doit remplacer la définition énoncée dans le Cadre conceptuel. Les modifications entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2022, l'adoption anticipée étant autorisée. L'application des modifications n'a eu aucune incidence importante sur les états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2022.

IAS 16 – Immobilisations corporelles

Le 1^{er} janvier 2022, la Société a adopté les modifications d'IAS 16 portant sur la comptabilisation des produits antérieurs à l'utilisation prévue. Le produit de la vente d'éléments produits pendant la préparation d'une immobilisation corporelle en vue de son utilisation prévue ne peut pas être déduit du coût de l'immobilisation corporelle. Il doit plutôt être immédiatement comptabilisé à l'état du résultat net consolidé. Les modifications entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2022, l'adoption anticipée étant autorisée. L'application des modifications n'a eu aucune incidence importante sur les états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2022.

IFRS 9 – Instruments financiers

Le 1^{er} janvier 2022, la Société a adopté la modification d'IFRS 9 qui précise quels honoraires doivent être pris en compte lors de l'application du critère relatif à la décomptabilisation à un passif financier modifié. L'IASB a précisé que seuls les honoraires payés ou reçus entre l'emprunteur et le prêteur doivent être pris en compte. La modification entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2022, l'adoption anticipée étant autorisée. L'application des modifications n'a eu aucune incidence importante sur les états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Changements futurs de méthodes comptables

Les normes suivantes ont été publiées, mais ne sont pas encore en vigueur :

IAS 1 – Présentation des états financiers

En janvier 2020, l'IASB a publié des modifications à apporter à IAS 1 afin de clarifier les exigences en matière de classement des passifs dans l'état de la situation financière. Les modifications entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2024. La Société évalue actuellement l'incidence des modifications sur ses états financiers consolidés.

Estimations et jugements importants de la direction concernant l'application des méthodes comptables

Les paragraphes qui suivent présentent les jugements importants de la direction concernant l'application des méthodes comptables de la Société qui ont l'effet le plus important sur les états financiers consolidés.

Incertitude relative aux estimations

Lorsqu'elle prépare les états financiers consolidés, la direction porte un certain nombre de jugements, établit des estimations et formule des hypothèses concernant la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges. Ces estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées périodiquement. Les changements dans les estimations comptables sont comptabilisés dans la période au cours de laquelle ils ont lieu et dans toutes les périodes ultérieures concernées.

L'information relative aux jugements importants et aux principales estimations et hypothèses qui ont l'effet le plus important sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges est présentée ci-dessous.

Dépréciation des actifs non financiers

Les actifs non financiers font l'objet d'un test de dépréciation à chaque date de clôture lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable de ces actifs pourrait ne pas être recouvrable, ce qui fait largement appel au jugement.

La Société comptabilise une perte de valeur correspondant à l'excédent de la valeur comptable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie (« UGT ») sur sa valeur recouvrable, qui est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de sortie et la valeur d'utilité.

Les immobilisations incorporelles et le matériel connexe qui ne sont pas encore prêts à être utilisés et les UGT auxquelles le goodwill est affecté sont soumis à un test de dépréciation au moins une fois par année, ce qui fait également largement appel au jugement. Pour déterminer la valeur recouvrable (valeur d'utilité ou juste valeur diminuée des coûts de sortie), la direction estime les flux de trésorerie futurs attendus de l'actif ou de l'UGT et elle détermine un taux d'intérêt acceptable en vue de calculer la valeur actualisée de ces flux de trésorerie. Pour évaluer les flux de trésorerie futurs attendus pour les immobilisations incorporelles et corporelles qui ne sont pas encore prêtes à être utilisées et les UGT auxquelles le goodwill est affecté, la direction pose des hypothèses sur les résultats d'exploitation futurs à partir des prévisions et des estimations de prix obtenues de diverses sources de marché. Ces hypothèses clés ont trait à des événements et à des circonstances futurs. Les résultats réels seront différents et pourraient donner lieu à des ajustements des immobilisations de la Société dans des périodes futures.

Dans la plupart des cas, la détermination du taux d'actualisation applicable suppose l'estimation de l'ajustement approprié au titre du risque de marché et de facteurs de risque propres aux actifs. Par leur nature, les actifs qui ne sont pas encore prêts à être utilisés comme prévu présentent un degré élevé d'incertitude de mesure, puisque leur valeur dépend d'informations prospectives de marché et de la capacité de la Société à terminer le projet et à réaliser les bénéfices prévus. La direction est d'avis que les hypothèses qui suivent sont les plus susceptibles de changer et pourraient donc se répercuter sur la valeur des actifs dans l'année qui suit : les prix des métaux qui ont une incidence sur les produits et les marges sur les métaux et le taux d'actualisation.

Stocks

Les stocks sont comptabilisés au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant établi selon la méthode du coût moyen. Pour estimer les valeurs nettes de réalisation, la direction tient compte des éléments probants les plus fiables disponibles à la date à laquelle les estimations sont faites. Les activités de base de la Société sont sensibles aux changements des politiques étrangères et aux variations des prix des métaux reconnus sur la scène internationale, qui peuvent entraîner des fluctuations rapides des prix de vente futurs. La Société évalue ses stocks en fonction d'un groupe d'éléments similaires et en tenant compte des prix futurs prévus ainsi que des événements qui sont survenus entre la date de clôture et la date d'achèvement des états financiers consolidés. La valeur nette de réalisation des stocks pour satisfaire aux modalités d'un contrat de vente particulier est mesurée selon le prix du contrat.

Regroupement d'entreprises

La Société doit formuler des hypothèses et des estimations pour déterminer la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs repris. Ces estimations sont fondées sur des événements futurs, des prévisions de flux de trésorerie, de charges d'exploitation et de dépenses en immobilisations attendus, ainsi que sur les taux d'actualisation estimés. L'évaluation initiale des actifs acquis et des passifs repris peut être ajustée de manière rétrospective afin de refléter les nouvelles informations obtenues, jusqu'à la finalisation de l'évaluation, qui doit être effectuée dans un délai de un an après la date d'acquisition.

Impôt sur le résultat

La Société est assujettie à l'impôt de nombreux pays. Pour établir sa charge d'impôt dans tous les pays où elle exerce des activités, elle doit poser des jugements importants. L'incidence fiscale définitive de bon nombre de transactions et de calculs est incertaine. La Société comptabilise un passif lorsqu'elle estime que des questions soulevées par des vérifications fiscales pourraient entraîner le versement d'impôts supplémentaires. Lorsque le règlement définitif d'une question fiscale donne lieu à un montant d'impôt différent du montant comptabilisé initialement, l'écart est comptabilisé dans les actifs et les passifs d'impôt exigible et différé de la période du règlement définitif.

La Société compte des actifs d'impôt différé, dont le caractère recouvrable fait l'objet d'appréciations régulières. La réalisation des actifs d'impôt différé de la Société dépend en grande partie de l'atteinte des bénéfices imposables futurs projetés et du bien-fondé des stratégies de planification fiscale actuelles. Les jugements de la Société relativement à la rentabilité future peuvent varier en fonction des conditions futures du marché, des modifications de la législation fiscale et d'autres facteurs qui pourraient avoir une incidence négative sur la valeur actuelle des actifs d'impôt différé. Ces changements pourraient entraîner, le cas échéant, un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs d'impôt différé dans le futur. Cet ajustement, qui serait comptabilisé pendant la période au cours de laquelle il a été déterminé, ramènerait les actifs d'impôt différé au montant dont la réalisation serait considérée comme plus probable qu'improbable. Se reporter à la note 18 des états financiers consolidés de 2022 de la Société.

Transactions entre parties liées

Les parties liées à la Société sont des administrateurs et des membres de la direction. Les transactions avec ces parties liées sont décrites à la note 26 des états financiers consolidés audités de 2022 de la Société.

Instruments financiers et gestion du risque

Juste valeur des instruments financiers

Une description détaillée des méthodes et des hypothèses utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers de la Société figure à la note 19, « Juste valeur des instruments financiers », des états financiers consolidés audités de 2022 de la Société.

Rapport de gestion

La juste valeur des instruments financiers était comme suit :

(en milliers de dollars américains)	2022	2021
	\$	\$
Convention de dépôt indexé	5 517	4 819
Placement en instruments de capitaux propres	2 000	2 000
Placement affecté	620	713
Swap de taux d'intérêt	-	(109)

Gestion du risque financier

Pour une description détaillée de la nature et de l'étendue des risques découlant des instruments financiers ainsi que des stratégies de gestion du risque connexes, se reporter à la note 27 des états financiers consolidés audités de 2022 de la Société.

Taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les flux de trésorerie futurs fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. La politique de la Société est de limiter son exposition à la fluctuation des taux d'intérêt en veillant à ce qu'une tranche raisonnable de sa dette à long terme soit constituée de créances subordonnées à taux fixe. La Société est exposée aux fluctuations de taux d'intérêt liées à sa facilité de crédit renouvelable, qui porte intérêt à taux variable. Une augmentation ou une diminution de 1 % des taux d'intérêt aurait une incidence d'environ 1,0 M\$ sur le résultat net de la Société sur une période de douze mois en fonction des soldes impayés au 31 décembre 2022.

Monnaies étrangères

Les ventes de la Société sont principalement libellées en dollars américains, alors qu'une partie de ses charges d'exploitation sont libellées dans des monnaies locales, comme l'euro et le dollar canadien. Bien que les achats de matières premières soient libellés en dollars américains, ce qui réduit en partie l'incidence des fluctuations des taux de change, nous sommes exposés au risque de change, qui pourrait avoir une incidence négative sur nos résultats. La direction a instauré une politique de gestion du risque de change au regard de la monnaie fonctionnelle appropriée.

De plus, à l'occasion, la Société peut conclure des contrats de change à terme pour vendre des dollars américains en échange de dollars canadiens et d'euros. Ces contrats visent à couvrir une partie du risque de change continu auquel sont exposés les flux de trésorerie de la Société puisqu'une grande partie de ses charges libellées en monnaies autres que le dollar américain est engagée en dollars canadiens et en euros. La Société peut également conclure des contrats de change en vue de vendre des euros en échange de dollars américains. Au 31 décembre 2022, la Société n'avait aucun contrat de change en cours.

Le tableau qui suit résume en équivalents de dollars américains les principales expositions de la Société au risque de change au 31 décembre 2022 :

(en milliers de dollars américains)	\$ CA	Euro	Livre sterling	HKD	MYR	Autre
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	686	4 164	14	21	156	9
Créances	513	4 707	-	-	1	128
Autres actifs courants	5 517	10 613	-	-	-	-
Autres actifs non courants	-	620	-	-	-	-
Dettes fournisseurs et charges à payer	(10 834)	(16 175)	(317)	(199)	(219)	(149)
Obligations locatives	(6 033)	(339)	-	(171)	-	-
Actifs (passifs) financiers nets	(10 151)	3 590	(303)	(349)	(62)	(12)

Pour les filiales de la Société dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar américain, l'exposition des actifs financiers et des passifs financiers libellés en dollars américains est de respectivement 6,8 M\$ et 0,6 M\$, pour une position nette de 6,3 M\$. Un raffermissement ou un affaiblissement de cinq points de pourcentage du taux de change entre les monnaies fonctionnelles de ces filiales et le dollar américain entraînerait une diminution ou une augmentation de 0,3 M\$ du résultat avant impôt sur le résultat.

Le tableau qui suit montre l'incidence sur le résultat avant impôt d'un raffermissement ou d'un affaiblissement de cinq points de pourcentage des monnaies étrangères par rapport au dollar américain au 31 décembre 2022 pour les instruments financiers de la Société libellés dans d'autres monnaies que la monnaie fonctionnelle :

(en milliers de dollars américains)	\$ CA	Euro	Livre sterling	HKD	MYR	Autre
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Raffermissement de 5 %	(508)	179	(15)	(17)	(3)	(1)
Affaiblissement de 5 %	508	(179)	15	17	3	1

Crédit

Le risque de crédit s'entend de la possibilité qu'un client ou qu'une contrepartie à un contrat ne s'acquitte pas de ses obligations, entraînant ainsi une perte financière pour la Société. La Société a instauré une politique de crédit qui définit les pratiques courantes en matière de gestion du risque de crédit. Selon cette politique, tous les nouveaux comptes clients doivent être passés en revue avant d'être approuvés. La politique détermine également le montant maximum de crédit à accorder à chacun des clients. La solvabilité et la santé financière du client font l'objet d'un suivi continu.

Pour les créances clients, la Société applique la méthode simplifiée selon IFRS 9, qui consiste à évaluer la correction de valeur pour pertes de crédit attendues en fonction des pertes de crédit attendues pour la durée de vie. Le taux de pertes attendues de la Société est estimé à la lumière des pertes de crédit subies au cours des trois exercices précédant la fin de la période. Les taux de pertes historiques sont alors ajustés en fonction des informations actuelles et prospectives sur les facteurs macroéconomiques ayant des répercussions sur les clients de la Société. Dans le passé, la Société n'a pas subi de pertes importantes relativement à ses créances clients. Par conséquent, la correction de valeur pour pertes à la fin de chaque période et la variation comptabilisée pour chaque période sont négligeables.

Aux 31 décembre 2022 et 2021, la Société avait comptabilisé une correction de valeur pour pertes de 0,1 M\$. La correction de valeur pour pertes est incluse dans les frais de vente, frais généraux et frais d'administration à l'état du résultat net consolidé, et est présentée nette des montants repris au titre de corrections de valeur de périodes antérieures.

Liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que la Société ne puisse respecter ses obligations financières à leur échéance. La Société gère le risque de liquidité auquel elle est exposée par la gestion de sa structure de capital. Elle gère également le risque de liquidité en surveillant continuellement les flux de trésorerie réels et projetés, en prenant en considération les ventes et les encaissements de la Société et en faisant correspondre les échéances des passifs financiers avec celles des actifs financiers. Le conseil d'administration passe en revue et approuve les budgets d'exploitation et d'immobilisations annuels de la Société, ainsi que les opérations significatives hors du cadre de l'activité ordinaire, y compris les projets d'acquisition et les autres investissements importants. En vertu des modalités de sa facilité de crédit, la Société doit respecter certaines clauses restrictives. Afin de se conformer à ces clauses restrictives, la Société devra respecter ses estimations du BAIIA¹ et des flux de trésorerie. La direction est d'avis que les hypothèses utilisées par la Société pour la préparation de ses estimations sont raisonnables. Le risque, toutefois, demeure. L'atteinte des résultats attendus dépend de la stabilité du prix des métaux et des autres matières premières, de la réduction de la dette grâce à l'optimisation du fonds de roulement de la Société et de la viabilité et du soutien continus des banques de la Société.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Risques et incertitudes

Dans le cours normal des activités, la Société est assujettie à un certain nombre de facteurs de risque qui peuvent nuire à sa capacité à mettre en œuvre sa stratégie et à atteindre ses objectifs de croissance à long terme. Nous identifions ces risques et mettons en place des stratégies afin d'en réduire l'incidence sur la performance de la Société. Deux fois par année, le comité d'audit, le service d'audit interne du siège social et les équipes de direction des sites ont le mandat de passer en revue tous les risques d'entreprise. Les risques et les mesures d'atténuation des risques sont présentés au comité d'audit et au conseil d'administration périodiquement. La concrétisation de tous les risques décrits ci-après pourrait avoir une incidence défavorable significative sur les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société.

Les risques et les incertitudes qui ne sont actuellement pas connus de la Société ou que la Société ne considère actuellement pas comme significatifs pourraient devenir significatifs dans le futur, nuire à ses activités commerciales ou entraîner un recul du cours de son action.

Conjoncture économique mondiale

Un niveau de volatilité plus élevé associé à la conjoncture économique mondiale pourrait avoir une incidence sur la capacité de la Société à accéder à des sources de financement public et à obtenir du financement par emprunts ou par capitaux propres selon des modalités favorables. La Société exerce ses activités dans un contexte économique volatil. Des fluctuations considérables ou une augmentation importante des taux de chômage, des taux d'intérêt ou des taux d'inflation pourraient donc avoir une incidence sur les activités d'exploitation, la situation financière et la rentabilité de la Société. De plus, la Société est exposée au risque de marché découlant de la situation inflationniste mondiale actuelle, divers facteurs environnementaux, sociaux, politiques, économiques et sanitaires ayant eu des répercussions importantes sur l'économie mondiale. Pour réduire l'inflation, de nombreuses banques centrales procèdent actuellement au resserrement de leur politique monétaire, ce qui pèse sur les taux d'intérêt, les taux de change et le développement économique. Les risques de récession dans un ou plusieurs pays où la Société exerce ses activités augmentent et pourraient avoir des effets négatifs sur le résultat net, la situation financière ou les flux de trésorerie de la Société.

Gestion de crises et des risques liés aux changements climatiques

Des événements inattendus, incluant des crises géopolitiques, des pandémies, des épidémies, des catastrophes naturelles, telles que des catastrophes de plus en plus fréquentes provoquées par des phénomènes météorologiques extrêmes liés aux changements climatiques, pourraient avoir des effets négatifs sur la capacité de la Société ou de ses fournisseurs à poursuivre leurs activités.

Activités internationales

La Société exerce ses activités dans plusieurs pays, y compris la Chine et le Laos et, par conséquent, elle court des risques liés à l'exercice de ses activités à l'échelle internationale. Nous pourrions subir les contrecoups importants de ces risques, qui comprennent, sans s'y restreindre, l'intégration des activités internationales, les défis liés à l'assujettissement à plusieurs ordres juridiques et fiscaux, l'éventualité d'un climat volatil sur le plan de l'économie et des relations de travail, l'instabilité politique, les taux de change, l'expropriation et les modifications relatives aux taxes et impôts et aux autres frais imposés par les autorités de réglementation. Bien que la Société exerce ses activités principalement dans des pays relativement stables sur les plans économique et politique, rien ne garantit qu'elle ne subisse pas les contrecoups néfastes des risques inhérents aux activités qu'elle exerce sur le plan international.

Parmi les conditions ou événements qui pourraient perturber notre chaîne d’approvisionnement, interrompre la production dans nos installations ou celles de nos fournisseurs ou de nos clients, augmenter le coût des ventes et des autres charges d’exploitation, entraîner d’importantes pertes d’actifs ou nécessiter d’autres dépenses en immobilisations, mentionnons les suivants :

- les incendies, les pandémies (y compris les maladies infectieuses à l’échelle régionale et mondiale), les conditions climatiques exceptionnelles ou les catastrophes naturelles telles que les ouragans, les tornades, les inondations, les tsunamis, les typhons et les séismes;
- l’instabilité politique, l’agitation sociale, les conflits de travail, les guerres ou le terrorisme;
- la perturbation des activités portuaires, des services d’expédition et des services transitaires;
- les interruptions de services et d’infrastructures de base, y compris les pannes de courant et les pénuries d’eau;
- les changements dans la conjoncture économique d’une région ou d’un pays en particulier, tels qu’une récession;
- les nouvelles exigences d’homologation; les fluctuations importantes des taux de change;
- l’invasion de l’Ukraine par la Russie;
- les nouvelles barrières commerciales;
- les modifications apportées aux exigences légales, politiques, sociales, culturelles, fiscales ou toute autre exigence réglementaire.

Nos programmes d’assurance ne couvrent pas toutes les pertes possibles ayant trait à nos activités, notamment les dommages potentiels aux actifs, les pertes de profits et la responsabilité susceptible de découler des conditions ou des événements susmentionnés. De plus, notre assurance pourrait ne pas couvrir entièrement les conséquences résultant d’une perte en raison des limites de couverture, des sous-limites de couverture ou des exclusions. Toute situation non couverte entièrement par notre assurance pourrait nuire à nos activités.

Risques liés à la Chine

Le système juridique de la Chine continentale est un régime de droit civil reposant sur des statuts écrits. Contrairement au système de *common law*, il s’agit d’un système où les décisions rendues dans des causes de droit n’ont pratiquement pas de valeur de précédent. Le système juridique de la Chine continentale évoluant rapidement, l’interprétation de bien des lois, règlements et règles peut comporter des incohérences, et leur interprétation ainsi que leur application comportent une part d’incertitude. Ces incertitudes pourraient limiter la protection juridique dont nous jouissons. De plus, la Société ne peut prédire l’incidence des faits nouveaux touchant le système juridique de la Chine continentale, notamment l’adoption de nouvelles lois, les changements aux lois existantes ou leur interprétation et leur application, ou les droits de préemption des règlements locaux par les lois nationales. Une telle incertitude à l’égard des droits contractuels, des droits de propriété (incluant la propriété intellectuelle) et des droits procéduraux pourrait avoir une incidence négative sur les activités de la Société et compromettre sa capacité à poursuivre ses activités. En outre, des litiges en Chine continentale pourraient s’éterniser, ce qui occasionnerait des frais importants et détournerait les ressources de la Société et l’attention de la direction.

Le gouvernement de la Chine continentale exerce un contrôle important sur la croissance économique du territoire par son emprise sur l’attribution stratégique des ressources, le remboursement des obligations libellées en devises, la fixation de la politique monétaire et l’attribution d’un traitement préférentiel à certaines industries ou à certaines sociétés. La croissance de l’économie chinoise peut ne pas se poursuivre et tout ralentissement peut avoir un effet défavorable sur nos activités. Tout changement négatif dans la conjoncture économique de la Chine continentale, dans les politiques de son gouvernement ou dans ses lois et règlements pourrait nuire de façon importante à la croissance économique globale du territoire. De tels faits nouveaux pourraient avoir une incidence néfaste sur les activités de la Société, entraîner une baisse de la demande pour ses produits et porter atteinte à sa position concurrentielle.

Réglementation environnementale

Nos activités supposent l'utilisation, la manutention, la production, le traitement, le stockage, le transport, le recyclage et l'élimination de matières dangereuses et sont assujetties à un ensemble de lois et de règlements nationaux, provinciaux, locaux et internationaux en matière de protection de l'environnement. Ces lois et règlements en matière de protection de l'environnement incluent ceux régissant les déversements ou les émanations de matières polluantes dans l'air et l'eau, l'utilisation, la gestion et l'élimination des matières et des déchets dangereux, le nettoyage des sites contaminés, et la santé et sécurité au travail. Le non-respect de ces lois, règlements et permis applicables peut avoir de sérieuses conséquences, y compris nuire à notre réputation; mettre un frein à nos activités d'exploitation à l'une de nos installations; nous exposer à des amendes substantielles, à des pénalités et à des poursuites judiciaires devant les tribunaux pénaux, à des demandes d'indemnisation pour dommages aux biens ou pour blessures, à des frais de nettoyage ou à d'autres frais; augmenter les coûts de développement ou de production ainsi que le nombre de litiges ou d'instances réglementaires contre nous et nuire grandement à nos activités, à nos résultats d'exploitation ou à notre situation financière. Des modifications à venir aux lois et aux règlements applicables en matière d'environnement, de santé et de sécurité pourraient entraîner une hausse considérable des frais et des contraintes liés au respect de la conformité ou autrement avoir une incidence défavorable sur nos activités, nos résultats d'exploitation ou notre situation financière.

Nous avons engagé et continuerons d'engager des dépenses en immobilisations afin de respecter les lois et règlements en matière d'environnement. En ce qui a trait aux eaux usées et aux émissions atmosphériques, des dépassements des limites permises selon les lois et règlements applicables ont été relevés par le passé dans certaines installations de la Société. Pour ces installations, la Société travaille en étroite collaboration avec les autorités gouvernementales et met en œuvre diverses mesures, comme la mise à niveau des équipements, en vue de respecter les limites. La direction est d'avis que la gestion des difficultés sur le plan de la conformité à la réglementation environnementale n'aura pas d'incidence significative sur les résultats ou le positionnement concurrentiel de la Société pour l'exercice 2023. De nouvelles circonstances, comme la mise en place de politiques de mise en application plus coercitives, l'adoption de nouvelles lois et de nouveaux règlements plus stricts ou la découverte de nouvelles conditions environnementales, pourraient nécessiter des dépenses pouvant avoir une incidence négative significative sur les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société.

Facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG)

La Société pourrait faire l'objet d'attentes grandissantes de la part de ses parties prenantes en ce qui concerne les facteurs ESG, y compris de la part des investisseurs, qui accordent de plus en plus d'importance à ces facteurs lorsqu'ils évaluent leurs possibilités d'investissement. Les investissements futurs dans la Société ainsi que les partenariats futurs ou les relations commerciales futures avec la Société pourraient dépendre de divers critères ESG.

Santé et sécurité

La Société dispose de systèmes, de processus et de politiques en matière de santé, de sécurité et de bien-être qui visent à réduire les risques pour les employés, les sous-traitants et tout autre intervenant. Toutefois, sur les lieux de travail, les employés et les autres intervenants pourraient se retrouver à proximité de machinerie lourde ou de véhicules en mouvement, participer à des processus dangereux ou manipuler des matériaux très réglementés dans des endroits problématiques ou éloignés, ce qui pourrait accroître les risques pour leur santé et leur sécurité. L'incapacité de la Société ou des autres intervenants de mettre en place ou de suivre des procédures de sécurité appropriées pourrait entraîner des blessures, des maladies ou des pertes humaines ou causer des dommages à l'environnement ou aux biens de la Société ou des autres intervenants.

Prolongation du conflit armé en Ukraine

En février 2022, les forces militaires russes ont lancé une invasion en Ukraine, à laquelle le personnel militaire et le peuple ukrainiens opposent une résistance acharnée. L'issue du conflit est incertaine à l'heure actuelle. Même si AZUR a déjà réalisé des ventes en Russie par le passé, le montant de ces ventes n'est pas significatif par rapport aux ventes de la Société dans leur ensemble. La prolongation du conflit armé en Ukraine ou son extension à d'autres pays d'Europe pourrait nuire aux économies européenne et mondiale, qui pourraient également subir les contrecoups de l'interruption éventuelle de l'approvisionnement en pétrole et en gaz naturel provenant de la Russie, qui est un grand exportateur de ces combustibles. Tous les facteurs précités pourraient avoir une incidence négative sur les ventes et les résultats d'exploitation de la Société.

COVID-19

La propagation à l'échelle mondiale d'une maladie, d'un virus, dont la COVID-19, ou de toute autre maladie contagieuse pourrait avoir une incidence négative sur les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société. Leurs effets sur les cycles économiques, bien que soudains, peuvent perturber temporairement les marchés où la Société exerce ses activités ainsi que la structure interne de la Société, et causer notamment des fermetures d'usines ou des pénuries de matières premières ou de main-d'œuvre, de même que les chaînes d'approvisionnement et les canaux de distribution.

Disponibilité et maintien en poste d'employés qualifiés

Nous comptons sur l'expertise et le savoir-faire des membres de notre personnel pour la poursuite de nos activités. Le départ de tout membre de notre équipe pourrait avoir une incidence négative significative sur la Société. Notre réussite future dépend aussi de notre capacité à exécuter nos plans de relève, à attirer et à garder à notre service nos employés clés et à former, garder à notre service et intégrer avec succès de nouveaux membres compétents dans notre équipe de direction et notre équipe technique. Le recrutement et la rétention de membres du personnel compétents, particulièrement ceux qui ont une expertise du secteur des métaux spéciaux et de la technologie d'affinage, sont essentiels à notre réussite et pourraient se révéler difficiles. Nous ne pouvons pas garantir que nous serons en mesure d'attirer et de garder à notre service le personnel qualifié au besoin, tout particulièrement dans le contexte actuel de pénurie de main-d'œuvre qui touche plusieurs des marchés dans lesquels nous exerçons nos activités. L'incapacité de la Société à recruter et à garder à son service d'autres employés compétents dans l'avenir pourrait avoir une incidence négative sur ses activités, sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

Conventions collectives

Une partie du personnel de la Société est syndiqué et nous avons des conventions collectives qui viennent à échéance à différentes dates. Si nous ne sommes pas en mesure de renouveler ces conventions collectives à des conditions similaires lorsque celles-ci doivent être renégociées, cela pourrait donner lieu à des arrêts ou conflits de travail, comme des grèves, des débrayages ou des lock-out, et nuire à notre performance.

Risques de litiges

Nous sommes susceptibles de faire l'objet de poursuites au civil ou autres, qu'elles soient fondées ou non. Bien que la Société constitue des provisions en prévision de tels litiges, rien ne garantit que les provisions constituées pour l'ensemble des réclamations correspondront au montant à payer pour leur règlement. Un jugement important contre la Société ou l'imposition d'une amende ou d'une pénalité élevée pourrait avoir une incidence négative considérable sur ses activités, sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

Risques associés à notre stratégie de croissance

Le plan stratégique de 5N Plus vise à nous permettre d'améliorer la rentabilité tout en réduisant la volatilité des résultats et en assurant une croissance continue de la qualité grâce aux initiatives de croissance en cours et aux possibilités de fusion et d'acquisition futures. Certains des avantages attendus pourraient ne pas se matérialiser ou pourraient ne pas se concrétiser dans les délais prévus par la direction. Un certain nombre de facteurs, dont beaucoup sont indépendants de notre volonté, pourraient avoir une incidence sur la réalisation de ces avantages.

Concurrence

Nous sommes un chef de file de la production de semiconducteurs spécialisés et de métaux de haute performance et nous avons peu de concurrents. Parmi ceux-ci, peu sont entièrement intégrés comme nous le sommes ou offrent une gamme de produits semblable. Par conséquent, nos concurrents ne sont pas en pleine mesure d'offrir une gamme de services et de produits aussi complète que la nôtre. Cependant, rien ne garantit que cette situation perdurera, et la concurrence pourrait venir d'affineurs de métaux à bas prix ou de certains de nos clients qui décideraient de s'intégrer verticalement. Une plus forte concurrence pourrait avoir une incidence négative sur notre chiffre d'affaires et nos marges d'exploitation si nos concurrents accaparent une part du marché et que nous ne sommes pas en mesure de compenser la perte de volume en faveur de la concurrence.

Prix des produits de base

Le coût et la disponibilité de certains intrants varient en fonction d'un certain nombre de facteurs sur lesquels nous n'avons aucune prise, notamment la conjoncture politique et économique, les taux de change, l'inflation ou la déflation, l'offre et la demande de métaux à l'échelle mondiale, les fluctuations de la valeur du dollar américain et des monnaies étrangères, les opérations spéculatives, les sanctions commerciales, les tarifs, les coûts de main-d'œuvre, la concurrence, la surcapacité des producteurs et la majoration des tarifs. Toute variation de la disponibilité et des coûts des intrants pourrait avoir une incidence significative sur les activités, la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de la Société. Ces variations peuvent être imprévisibles et se produire sur de courtes périodes. L'incapacité de la Société à récupérer les hausses de coût pourrait nuire considérablement à ses activités, sa situation financière, ses résultats d'exploitation et ses flux de trésorerie.

Sources d'approvisionnement

Nous pourrions être incapables de trouver des stocks essentiels de matières premières dont nous dépendons pour exercer nos activités. Nous nous procurons actuellement nos matières premières auprès de plusieurs fournisseurs avec qui nous avons des relations commerciales de longue date. La perte de l'un de ces fournisseurs ou une baisse des niveaux de livraison pourrait réduire notre capacité de production et avoir une incidence sur nos livraisons aux clients, ce qui, par le fait même, aurait une incidence négative sur nos ventes et nos marges bénéficiaires nettes et pourrait entraîner des frais liés au non-respect de certains de nos contrats d'approvisionnement.

De plus, des difficultés d'approvisionnement supplémentaires découlant de la conjoncture économique engendrée par la pandémie de COVID-19, telles que des retards dans le transport ou la hausse des prix des fournitures, pourraient avoir une incidence négative sur l'approvisionnement général de la Société, ainsi que sur ses activités, sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

Protection des droits de propriété intellectuelle

La protection de la propriété de nos procédés, méthodes et autres technologies exclusives est essentielle à notre entreprise. Nous comptons sur les brevets internationaux ainsi que sur les secrets commerciaux et les ententes de confidentialité signées avec nos employés pour protéger nos droits de propriété intellectuelle. Nous avons délibérément choisi de limiter le nombre de nos brevets dans certains cas de propriété intellectuelle afin d'éviter la divulgation de renseignements précieux. L'omission de protéger et de surveiller l'utilisation de nos droits de propriété intellectuelle existants pourrait entraîner la perte de certains procédés et technologies de grande valeur. Rien ne garantit que nos ententes de confidentialité procureront une protection utile de nos droits de propriété intellectuelle ou d'autres renseignements exclusifs en cas d'utilisation ou de divulgation non autorisée ou que nous pourrions protéger efficacement nos secrets commerciaux.

Valorisation des stocks

Nous surveillons notre risque associé à la valeur de nos stocks par rapport au prix du marché. En raison de la nature très peu liquide d'une grande partie de nos stocks, nous comptons sur une combinaison de techniques d'évaluation du risque normalisées, telles que la valeur à risque, ainsi que sur une appréciation plus empirique des conditions du marché. Les décisions concernant les niveaux appropriés de stocks sont prises compte tenu des calculs de la valeur à risque et des conditions du marché.

Interruptions des activités

Nous pourrions subir des pertes si nos activités devaient être interrompues. Dans bien des cas, plus particulièrement dans le cas de nos contrats à long terme, nous avons des obligations contractuelles de livrer des produits dans des délais prescrits. Toute perturbation de nos activités qui pourrait mener à une interruption des activités risquerait de nuire à la confiance que nous portent les clients, d'entraîner l'annulation de nos contrats et de donner lieu à des poursuites judiciaires. Bien que nous croyions avoir pris les mesures nécessaires pour éviter les interruptions d'activités et que nous ayons contracté une assurance contre celles-ci, il est possible que nous ayons néanmoins à subir des interruptions, qui pourraient avoir une incidence négative sur nos résultats financiers.

Variations du carnet de commandes

La Société ne peut pas garantir que les prévisions relatives aux produits générés par son carnet de commandes se réaliseront. De plus, les contrats peuvent faire l'objet de retards, de suspensions, de résiliations, d'annulations, de révisions ou de tout autre ajustement découlant de facteurs sur lesquels la Société n'a aucune prise et qui pourraient avoir une incidence sur la valeur du carnet de commandes présentée et se répercuter défavorablement sur les produits et la rentabilité futurs.

Risques liés aux acquisitions

La Société a conclu l'acquisition d'AZUR en novembre 2021 et peut à l'occasion faire l'acquisition ou proposer de faire l'acquisition d'autres sociétés. L'incapacité de la Société d'intégrer correctement les sociétés acquises, les coûts, les retards et les obligations imprévus associés aux acquisitions, le départ possible d'employés clés à la suite d'une acquisition, les difficultés d'intégration des nouvelles activités et des nouveaux employés, le fait que le temps et l'attention de la direction soient détournés de leurs autres préoccupations d'affaires, les occasions et les questions de nature opérationnelle associées aux acquisitions ou à l'intégration d'acquisitions, la perte de vitesse des activités continues et la perturbation des activités, les incohérences possibles dans les procédures et les politiques des sociétés regroupées et la nécessité d'établir de nouveaux systèmes administratifs, notamment de comptabilité, de technologie de l'information et de ressources humaines; tous ces facteurs, pris individuellement, pourraient avoir une incidence défavorable importante sur les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société.

Défaillance, interruption ou atteinte à la sécurité des systèmes, des réseaux et des données informatiques Nous comptons sur les systèmes d'information, les technologies de communication, les applications commerciales et d'autres applications technologiques, notamment des réseaux mondiaux et régionaux, des infrastructures de serveurs et des systèmes d'exploitation complexes, pour assurer le fonctionnement adéquat de la Société. Si nous n'étions pas en mesure d'effectuer continuellement la maintenance de nos logiciels et de notre matériel informatique, de mettre à niveau comme il se doit nos systèmes et notre infrastructure de réseau, et de prendre d'autres mesures pour améliorer l'efficacité des systèmes et les protéger, cela pourrait interrompre ou ralentir l'ensemble des activités de la Société. Ce serait également le cas si notre réseau, nos systèmes informatiques et nos systèmes de communication étaient endommagés ou si leur fonctionnement était interrompu en raison de catastrophes naturelles, de pannes de télécommunication, d'actes de guerre ou de terrorisme, de virus informatiques, d'actes de sabotage, d'erreurs humaines, d'atteintes à la sécurité physique ou électronique ou d'événements ou de perturbations similaires. La Société fait également face à des menaces d'accès non autorisés aux systèmes, de piratage informatique, de programmes malveillants et de cyberattaques organisées. Le fait qu'un nombre important d'employés travaillent à distance en raison du contexte imposé par la pandémie de COVID-19 contribue à accroître les tentatives de cyberattaque.

Des consultations avec l'équipe de haute direction ont lieu régulièrement pour surveiller l'avancement des divers projets en matière de cybersécurité ainsi que passer en revue les incidents importants et les différents indicateurs de performance liés à la sécurité. L'équipe de direction rend compte de son travail aux membres du conseil d'administration deux fois par année. La fonction informatique du siège social s'occupe de la mise en œuvre et de la coordination des mesures de prévention, de détection et de correction en matière de cybersécurité. Ces mesures consistent, entre autres, en la mise en œuvre de contrôles rigoureux d'accès aux systèmes, la mise en place de programmes de sensibilisation en matière de sécurité de l'information et le recrutement d'entreprises spécialisées pour la réalisation occasionnelle de tests d'intrusion.

Bien que la Société n'ait subi aucune perte importante découlant de cyberattaques ou d'autres atteintes à la sécurité de l'information par le passé, rien ne garantit qu'elle ne subira pas de telles pertes dans l'avenir étant donné le caractère évolutif de ces menaces.

Valeur de marché des actions ordinaires

Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto sous le symbole « VNP ». La valeur de marché des titres de nombreuses entreprises connaît de temps à autre d'importantes fluctuations qui ne sont pas nécessairement liées à la performance opérationnelle, à la valeur des actifs sous-jacents ou aux perspectives de croissance future de ces entreprises. Rien ne garantit qu'il n'y aura pas de fluctuation du prix des actions ordinaires de la Société.

Mesures non conformes aux IFRS

Certaines mesures non conformes aux IFRS sont utilisées dans le présent rapport de gestion. La direction de la Société estime que ces mesures non conformes aux IFRS fournissent une information utile aux investisseurs sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société, car elles constituent des indicateurs clés supplémentaires de sa performance. Ces mesures non conformes aux IFRS ne sont pas des mesures reconnues en vertu des IFRS et n'ont pas de définition normalisée prescrite selon les IFRS; elles pourraient donc ne pas être comparables à des mesures portant des noms semblables présentées par d'autres émetteurs. Ces mesures ne doivent pas être considérées comme des données remplaçant l'information financière préparée selon les IFRS.

Le carnet de commandes représente les commandes attendues que la Société a reçues, mais qui n'ont pas encore été exécutées, et qui devraient se transformer en ventes au cours des douze prochains mois, et est exprimé en nombre de jours. Les nouvelles commandes représentent le nombre de commandes reçues durant la période considérée, exprimé en nombre de jours, et sont calculées en additionnant aux produits des activités ordinaires l'augmentation ou la diminution du carnet de commandes pour la période considérée, divisé par les produits annualisés. Le carnet de commandes est un indicateur des produits futurs attendus en jours, et les nouvelles commandes permettent d'évaluer la capacité de 5N Plus à maintenir et à accroître ses produits.

Le BAIIA désigne le résultat net avant les charges d'intérêts, l'impôt sur le résultat et l'amortissement. 5N Plus a recours au BAIIA, car elle croit qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle de ses activités poursuivies avant la prise en compte de l'incidence de certaines charges. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Voici un rapprochement du BAIIA avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable :

(en milliers de dollars américains)	T4 2022	T4 2021	E 2022	E 2021
	\$	\$	\$	\$
Résultat net	(8 146)	980	(22 999)	3 110
Intérêt sur la dette à long terme, intérêts théoriques et autres charges d'intérêts	716	1 164	5 192	3 713
(Recouvrement) charge d'impôt	(292)	1 314	4 711	5 630
Amortissement	4 051	4 364	17 732	12 535
BAIIA	(3 671)	7 822	4 636	24 988

La marge du BAIIA correspond au BAIIA divisé par les produits.

Le BAIIA ajusté correspond au résultat d'exploitation tel qu'il est défini avant l'incidence de la dépréciation des stocks, de la charge (du recouvrement) au titre de la rémunération à base d'actions, des coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration, de la dépréciation des actifs non courants, de la perte sur le dessaisissement d'une filiale, de la perte sur la sortie d'actifs détenus en vue de la vente et de l'amortissement. 5N Plus a recours au BAIIA ajusté, car elle croit qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle de ses activités poursuivies compte non tenu de l'incidence de certaines charges. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

La marge du BAIIA ajusté correspond au BAIIA ajusté divisé par les produits.

Voici un rapprochement du BAIIA ajusté et de la marge du BAIIA ajusté avec les mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables :

(en milliers de dollars américains)	T4 2022	T4 2021	E 2022	E 2021
	\$	\$	\$	\$
Produits	61 042	64 556	264 223	209 990
Charges d'exploitation	(69 261)	(60 018)	(277 277)	(197 119)
Résultat d'exploitation	(8 219)	4 538	(13 054)	12 871
(Recouvrement) charge au titre de la rémunération à base d'actions	(171)	(460)	999	689
Coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration	3 210	1 644	3 823	2 144
Dépréciation des actifs non courants	-	-	12 478	-
Perte sur le dessaisissement d'une filiale	7 834	-	7 834	-
Perte sur la sortie d'actifs détenus en vue de la vente	-	-	216	-
Amortissement	4 051	4 364	17 732	12 535
BAIIA ajusté	6 705	10 086	30 028	28 239
Marge du BAIIA ajusté	11,0 %	15,6 %	11,4 %	13,4 %

Les charges d'exploitation ajustées correspondent aux charges d'exploitation compte non tenu de la dépréciation des stocks, de la charge (du recouvrement) au titre de la rémunération à base d'actions, des coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration, de la dépréciation des actifs non courants, de la perte sur le dessaisissement d'une filiale, de la perte sur la sortie d'actifs détenus en vue de la vente et de l'amortissement. 5N Plus a recours aux charges d'exploitation ajustées pour calculer le BAIIA ajusté. 5N Plus croit qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle de ses activités poursuivies. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Voici un rapprochement des charges d'exploitation ajustées avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable :

(en milliers de dollars américains)	T4 2022	T4 2021	E 2022	E 2021
	\$	\$	\$	\$
Charges d'exploitation	69 261	60 018	277 277	197 119
Recouvrement (charge) au titre de la rémunération à base d'actions	171	460	(999)	(689)
Coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration	(3 210)	(1 644)	(3 823)	(2 144)
Dépréciation des actifs non courants	-	-	(12 478)	-
Perte sur le dessaisissement d'une filiale	(7 834)	-	(7 834)	-
Perte sur la sortie d'actifs détenus en vue de la vente	-	-	(216)	-
Amortissement	(4 051)	(4 364)	(17 732)	(12 535)
Charges d'exploitation ajustées	54 337	54 470	234 195	181 751

Le résultat net ajusté correspond au résultat net avant l'incidence de la dépréciation des stocks, de la charge (du recouvrement) au titre de la rémunération à base d'actions, des coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration, de la dépréciation des actifs non courants, de la perte sur le dessaisissement d'une filiale et de la perte sur la sortie d'actifs détenus en vue de la vente après déduction de l'impôt sur le résultat s'y rapportant. 5N Plus a recours au résultat net ajusté, car elle croit qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle de ses activités poursuivies compte non tenu de l'incidence de charges ou de produits qui sont inhabituels. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Le résultat net de base ajusté par action correspond au résultat net ajusté divisé par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation. 5N Plus a recours au résultat net de base ajusté par action, car elle croit qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle de ses activités poursuivies compte non tenu de l'incidence de charges ou de produits qui sont inhabituels. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Rapport de gestion

Voici un rapprochement du résultat net ajusté et du résultat net de base ajusté avec les mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables :

(en milliers de dollars américains, sauf les montants par action et le nombre d'actions)	T4 2022	T4 2021	E 2022	E 2021
Résultat net	\$ (8 146)	\$ 980	\$ (22 999)	\$ 3 110
Résultat de base par action	(0,09) \$	0,01 \$	(0,26) \$	0,04 \$
Éléments de rapprochement :				
(Recouvrement) charge au titre de la rémunération à base d'actions	(171)	(460)	999	689
Coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration	3 210	1 644	3 823	2 144
Dépréciation des actifs non courants	-	-	12 478	-
Perte sur le dessaisissement d'une filiale	7 834	-	7 834	-
Perte sur la sortie d'actifs détenus en vue de la vente	-	-	216	-
Recouvrement d'impôt sur les éléments imposables ci-dessus	(595)	(285)	(2 618)	(589)
Résultat net ajusté	2 132	1 879	(267)	5 354
Nombre moyen pondéré d'actions – de base	88 330 236	88 330 236	88 330 236	88 330 236
Résultat net de base ajusté par action	0,02 \$	0,02 \$	- \$	0,06 \$

La marge brute ajustée est une mesure servant à déterminer ce que rapportent les ventes en déduisant le coût des ventes, à l'exclusion de l'amortissement et de la charge de dépréciation des stocks. Cette mesure est également exprimée en pourcentage des produits, en divisant le montant de la marge brute par le total des produits.

Voici un rapprochement de la marge brute ajustée avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable :

(en milliers de dollars américains)	T4 2022	T4 2021	E 2022	E 2021
Total des produits	61 042	64 556	264 223	209 990
Coût des ventes	(47 909)	(53 090)	(215 715)	(171 214)
Marge brute	13 133	11 466	48 508	38 776
Amortissement inclus dans le coût des ventes	3 155	3 515	14 208	10 539
Marge brute ajustée	16 288	14 981	62 716	49 315
Pourcentage de marge brute ajusté	26,7 %	23,2 %	23,7 %	23,5 %

La dette nette correspond au montant total de la dette moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Toute mesure financière présentée par suite de l'adoption de la norme IFRS 16 relativement aux obligations locatives est exclue du calcul. La dette nette constitue un indicateur de la situation financière globale de 5N Plus.

Voici un rapprochement du total de la dette et de la dette nette avec les mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables :

(en milliers de dollars américains)	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2021
Dette bancaire	\$ -	\$ -
Dette à long terme, y compris la partie courante	121 000	116 000
Obligation locative, y compris la partie courante	30 402	32 640
Sous-total de la dette	151 402	148 640
Obligation locative, y compris la partie courante	(30 402)	(32 640)
Total de la dette	121 000	116 000
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(42 691)	(35 940)
Dette nette	78 309	80 060

Le fonds de roulement est une mesure des liquidités. Il correspond à la différence entre l'actif courant et le passif courant. Étant donné que la Société est actuellement endettée, elle se sert de cette mesure comme d'un indicateur de son efficacité financière et elle s'efforce de le garder le plus bas possible.

Le ratio du fonds de roulement est obtenu en divisant l'actif courant par le passif courant.

Voici un rapprochement du fonds de roulement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable :

(en milliers de dollars américains)	Au 31 décembre 2022	Au 31 décembre 2021
	\$	\$
Stocks	86 254	95 526
Autres actifs courants, à l'exclusion des stocks	100 908	99 996
Actif courant	187 162	195 522
Passif courant	(62 846)	(65 059)
Fonds de roulement	124 316	130 463
Ratio du fonds de roulement	2,98	3,01

Renseignements supplémentaires

Les actions ordinaires de 5N Plus sont inscrites à la Bourse de Toronto (TSX) sous le symbole « VNP ». Pour obtenir des renseignements supplémentaires sur la Société, y compris sa notice annuelle, se reporter au profil de la Société sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

Principales informations financières trimestrielles

(en milliers de dollars américains, sauf les montants par action)	31 déc. 2022	30 sept. 2022	30 juin 2022	31 mars 2022	31 déc. 2021	30 sept. 2021	30 juin 2021	31 mars 2021
			\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits	61 042	66 372	72 388	64 421	64 556	50 839	47 719	46 876
BAlIA ¹	(3 671)	1 751	6 739	(183)	7 822	5 105	6 318	5 743
BAlIA ajusté ¹	6 705	9 114	8 583	5 626	10 086	5 537	6 336	6 280
Résultat net	(8 146)	(6 968)	(2 130)	(5 755)	980	(792)	2 159	763
Résultat de base par action	(0,09) \$	(0,08) \$	(0,02) \$	(0,07) \$	0,01 \$	(0,01) \$	0,03 \$	0,01 \$
Résultat dilué par action	(0,09) \$	(0,08) \$	(0,02) \$	(0,07) \$	0,01 \$	(0,01) \$	0,03 \$	0,01 \$
Résultat net ajusté ¹	2 132	520	(997)	(1 922)	1 879	(246)	1 932	1 789
Résultat net de base ajusté par action ¹	0,02 \$	- \$	(0,01) \$	(0,02) \$	0,02 \$	- \$	0,02 \$	0,02 \$
Fonds provenant de l'exploitation	5 478	2 055	3 165	2 800	5 604	2 394	3 656	4 899
Carnet de commandes ¹	253 jours	192 jours	140 jours	196 jours	221 jours	174 jours	199 jours	195 jours

Le résultat net est entièrement attribuable aux actionnaires de 5N Plus inc.

Principales informations financières annuelles

Aux 31 décembre et pour les exercices clos les 31 décembre (en milliers de dollars américains, sauf les montants par action)	2022	2021	2020
	\$	\$	\$
Produits	264 223	209 990	177 192
BAlIA	4 636	24 988	22 424
BAlIA ajusté	30 028	28 239	28 791
Résultat net	(22 999)	3 110	2 186
Résultat de base par action	(0,26) \$	0,04 \$	0,03 \$
Résultat dilué par action	(0,26) \$	0,04 \$	0,03 \$
Résultat net ajusté	(267)	5 354	4 980
Résultat net de base ajusté par action	- \$	0,06 \$	0,06 \$
Fonds provenant de l'exploitation	13 498	16 553	25 830
Carnet de commandes	253 jours	221 jours	189 jours
Données du bilan			
Total de l'actif	347 985	373 590	226 678
Total du passif non courant	172 363	172 284	71 752
Dettes nettes ¹	78 309	80 060	10 159
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	112 776	136 247	118 376

Le résultat net est entièrement attribuable aux actionnaires de 5N Plus inc.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Les états financiers consolidés et les notes complémentaires ont été préparés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, qui intègrent les Normes internationales d'information financière publiées par l'IASB (IFRS). Il incombe à la direction de choisir les méthodes comptables et d'établir les jugements et les estimations comptables importants.

La direction est également responsable de toutes les autres informations incluses dans le rapport de gestion et il lui appartient de s'assurer que ces informations concordent avec l'information contenue dans les états financiers consolidés.

Il incombe à la direction d'établir et de maintenir un contrôle interne à l'égard de l'information financière adéquat, qui comprend les politiques et les procédures qui fournissent une assurance raisonnable à l'égard de la protection des actifs ainsi que de l'exhaustivité, le caractère fidèle et l'exactitude des états financiers consolidés.

Le Comité d'audit et de gestion des risques, composé entièrement d'administrateurs indépendants, examine la qualité et l'intégrité de l'information financière de la Société et fait ses recommandations au conseil d'administration au sujet de l'approbation des états financiers, surveille la façon dont la direction s'acquitte de ses responsabilités quant au caractère adéquat des systèmes de contrôle interne appropriés, s'assure de l'indépendance, des compétences et de la nomination des auditeurs externes et examine les honoraires des services d'audit, des services liés à l'audit et des services autres que d'audit ainsi que les frais connexes. Le conseil d'administration approuve les états financiers consolidés de la Société et le rapport de gestion avant leur publication. Le Comité d'audit et de gestion des risques rencontre la direction, l'auditeur interne et les auditeurs externes au moins quatre fois par année pour examiner l'information financière, les obligations d'information, les questions liées à l'audit et d'autres points.

Les auditeurs externes, à savoir PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l., effectuent un audit indépendant des états financiers consolidés conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada et expriment leur opinion à leur égard. Ces normes exigent que l'audit soit planifié et réalisé de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Les auditeurs externes ont un accès illimité au Comité d'audit et de gestion des risques et rencontrent celui-ci régulièrement.

(signé) Gervais Jacques

Gervais Jacques
Président et chef de la direction

(signé) Richard Perron

Richard Perron
Chef de la direction financière

Montréal, Canada
Le 21 février 2023



Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de 5N Plus Inc.

Notre opinion

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de 5N Plus Inc. et de ses filiales (collectivement, la « Société ») aux 31 décembre 2022 et 2021, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (IFRS).

Notre audit

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Société, qui comprennent :

- les états de la situation financière consolidés aux 31 décembre 2022 et 2021;
- les états du résultat net consolidés pour les exercices clos à ces dates;
- les états du résultat global consolidés pour les exercices clos à ces dates;
- les états des variations des capitaux propres consolidés pour les exercices clos à ces dates;
- les tableaux des flux de trésorerie consolidés pour les exercices clos à ces dates;
- les notes, qui comprennent les principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux Normes internationales d'audit. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section *Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés* de notre rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Indépendance

Nous sommes indépendants de la Société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada. Nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.
1250, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2500, Montréal (Québec) Canada H3B 4Y1
Tél. : +1 514 205-5000, Téléc. : +1 514 876-1502

« PwC » s'entend de PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l., une société à responsabilité limitée de l'Ontario.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2022. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Question clé de l'audit

Traitement de la question clé de l'audit dans le cadre de notre audit

Évaluation des stocks

Voir la note 2, Résumé des principales méthodes comptables, et la note 6, Stocks, aux états financiers consolidés.

La valeur comptable des stocks aux états financiers consolidés de la Société s'établissait à 86 millions de dollars au 31 décembre 2022. Les stocks sont comptabilisés au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Pour estimer la valeur nette de réalisation, la direction tient compte des éléments probants les plus fiables disponibles à la date à laquelle les estimations sont faites. Les activités de base de la Société sont vulnérables aux changements des politiques étrangères et aux variations des prix des métaux reconnus sur la scène internationale, qui peuvent entraîner des fluctuations rapides des prix de vente futurs. La direction a exercé son jugement pour estimer la valeur nette de réalisation des stocks, ce qui a impliqué l'utilisation d'hypothèses importantes, y compris la prise en compte des prix de produits similaires sur le marché au moment où les estimations sont faites et des prix de vente futurs prévus.

Nous avons considéré cette question comme étant une question clé de l'audit en raison de l'importance du solde des stocks, des divers types d'éléments de stocks et du jugement utilisés par la direction dans la détermination de la valeur nette de réalisation des stocks, ce qui a nécessité un effort d'audit accru dans la mise en œuvre des procédures d'audit.

Notre approche pour traiter cette question a notamment compris les procédures suivantes :

- Tester la façon dont la direction a estimé la valeur nette de réalisation des stocks, notamment :
 - Tester les données utilisées par la direction pour déterminer la valeur nette de réalisation.
 - Évaluer si la méthode d'estimation de la valeur nette de réalisation est appropriée.
 - Évaluer le caractère raisonnable des hypothèses importantes utilisées par la direction pour calculer la valeur nette de réalisation des stocks, en les comparant à ce qui suit :
 - Prix de produits similaires sur le marché au moment où les estimations sont faites;
 - Prix de vente futurs prévus.
- Pour un échantillon d'éléments de stocks, comparer les estimations des prix de stocks de l'exercice antérieur par rapport aux prix de vente réels au cours de l'exercice.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent du rapport de gestion, que nous avons obtenu avant la date du présent rapport, et des informations, autres que les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états financiers consolidés, incluses dans le rapport annuel, qui est censé être mis à notre disposition après cette date.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons ni n'exprimerons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations désignées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués à l'égard des autres informations que nous avons obtenues avant la date du présent rapport, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard. Si, à la lecture des informations, autres que les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états financiers consolidés, incluses dans le rapport annuel, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous serons tenus de signaler ce fait aux responsables de la gouvernance.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Société ou de cesser ses activités, ou si elle n'a aucune autre solution réaliste que de le faire.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés, pris dans leur ensemble, sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux Normes internationales d'audit permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux Normes internationales d'audit, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long du processus. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Société à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;



- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la Société pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance, entre autres informations, l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les mesures prises pour éliminer les menaces, ou les sauvegardes mises en place, s'il y a lieu.

Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport de l'auditeur, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

L'associé responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport de l'auditeur indépendant est délivré est Marc-Stéphane Pennee.

/s/PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

Montréal (Québec) Canada
Le 21 février 2023

¹ CPA auditeur, permis de comptabilité publique n° A123642

États de la situation financière consolidés

(en milliers de dollars américains)

	Notes	31 décembre 2022	31 décembre 2021
		\$	\$
Actif			
Actif courant			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		42 691	35 940
Créances	5	32 872	42 098
Stocks	6	86 254	95 526
Impôt sur le résultat à recevoir	18	5 488	5 054
Autres actifs courants	7	19 857	16 904
Total de l'actif courant		187 162	195 522
Immobilisations corporelles	8	77 951	81 526
Actifs au titre de droits d'utilisation	9	30 082	32 198
Immobilisations incorporelles	10	31 563	40 474
Goodwill	11	11 825	13 841
Actifs d'impôt différé	18	6 002	7 007
Autres actifs	12	3 400	3 022
Total de l'actif non courant		160 823	178 068
Total de l'actif		347 985	373 590
Passif			
Passif courant			
Dettes fournisseurs et charges à payer	13	40 200	46 454
Impôt sur le résultat à payer	18	8 780	5 615
Passifs financiers dérivés	19	-	109
Partie courante des produits différés	16	11 730	10 394
Partie courante des obligations locatives	9	2 136	2 487
Total du passif courant		62 846	65 059
Dettes à long terme	14	121 000	116 000
Passifs d'impôt différé	18	6 959	7 645
Obligations au titre des régimes d'avantages du personnel	15	11 643	17 231
Obligations locatives	9	28 266	30 153
Produits différés	16	2 354	-
Autres passifs	17	2 141	1 255
Total du passif non courant		172 363	172 284
Total du passif		235 209	237 343
Capitaux propres		112 776	136 247
Total du passif et des capitaux propres		347 985	373 590

Engagements et éventualités (note 25)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

États du résultat net consolidés

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, sauf les informations par action)

	Notes	2022	2021
		\$	\$
Produits		264 223	209 990
Coût des ventes	29	215 715	171 214
Frais généraux, frais de vente et frais d'administration	29	28 565	21 883
Autres charges (produits), montant net	29	32 997	4 022
		277 277	197 119
Résultat d'exploitation		(13 054)	12 871
Charges financières			
Intérêt sur la dette à long terme	14	5 466	2 865
Intérêts théoriques et autres (produits) charges d'intérêts		(274)	848
Pertes de change et au titre de dérivés		42	418
		5 234	4 131
Résultat avant impôt sur le résultat		(18 288)	8 740
Charge (recouvrement) d'impôt			
Exigible	18	6 865	5 580
Différé	18	(2 154)	50
		4 711	5 630
Résultat net		(22 999)	3 110
Résultat par action	23	(0,26)	0,04
Résultat de base par action	23	(0,26)	0,04
Résultat dilué par action	23	(0,26)	0,04

Le résultat net est entièrement attribuable aux actionnaires de 5N Plus inc.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

États du résultat global consolidés

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains)

	Notes	2022	2021
Résultat net		\$ (22 999)	\$ 3 110
Autres éléments du résultat global			
Éléments qui pourraient être reclassés en résultat net ultérieurement			
Écart de change		(3 657)	(31)
		(3 657)	(31)
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net ultérieurement			
Réévaluation des obligations au titre des régimes d'avantages du personnel	15	4 159	814
Impôt sur le résultat		(1 300)	(256)
		2 859	558
Autres éléments du résultat global		(798)	527
Résultat global		(23 797)	3 637

Le résultat global est entièrement attribuable aux actionnaires de 5N Plus inc.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

États des variations des capitaux propres consolidés

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, sauf les informations par action)

2022	Nombre d'actions	Capital- actions	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Déficit	Total des capitaux propres
		\$	\$	\$	\$	\$
Soldes au début de l'exercice	88 330 236	21 004	342 659	(5 189)	(222 227)	136 247
Résultat net pour l'exercice	-	-	-	-	(22 999)	(22 999)
Autres éléments du résultat global	-	-	-	(798)	-	(798)
Résultat global	-	-	-	(798)	(22 999)	(23 797)
Rémunération à base d'actions (note 24)	-	-	326	-	-	326
Soldes à la fin de l'exercice	88 330 236	21 004	342 985	(5 987)	(245 226)	112 776

2021	Nombre d'actions	Capital- actions	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Déficit	Total des capitaux propres
		\$	\$	\$	\$	\$
Soldes au début de l'exercice	81 651 130	5 835	342 802	(5 716)	(224 545)	118 376
Résultat net pour l'exercice	-	-	-	-	3 110	3 110
Autres éléments du résultat global	-	-	-	527	-	527
Résultat global	-	-	-	527	3 110	3 637
Émission d'actions (notes 21 et 22)	6 500 000	14 249	-	-	-	14 249
Actions ordinaires rachetées et annulées (note 22)	(249 572)	(17)	-	-	(792)	(809)
Exercice d'options sur actions	428 678	937	(291)	-	-	646
Rémunération à base d'actions (note 24)	-	-	148	-	-	148
Soldes à la fin de l'exercice	88 330 236	21 004	342 659	(5 189)	(222 227)	136 247

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Tableaux des flux de trésorerie consolidés

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains)

	Notes	2022	2021
		\$	\$
Activités d'exploitation			
Résultat net		(22 999)	3 110
Ajustements de rapprochement du résultat net aux flux de trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles	8	11 717	8 969
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	9	2 702	1 764
Amortissement des immobilisations incorporelles	10	3 313	1 802
Amortissement des autres actifs	12	260	253
Dépréciation des actifs non courants	4, 8, 10, 29	12 478	-
Augmentation de la correction de valeur pour pertes	5, 27	3	3
Perte sur le dessaisissement d'une filiale	4	7 834	-
Charge (recouvrement) au titre de la rémunération à base d'actions	24	1 893	(623)
Impôt sur le résultat différé	18	(2 154)	50
Intérêts théoriques	9	605	336
Obligations au titre des régimes d'avantages du personnel	15	(403)	(481)
Perte sur la sortie d'actifs détenus en vue de la vente	29	216	-
(Profit) perte sur la sortie d'immobilisations corporelles		(13)	171
(Profit) perte latent(e) sur les instruments financiers détenus à des fins autres que de couverture		(1 003)	982
(Profit) perte de change latent(e) sur les actifs et passifs		(951)	217
Fonds provenant de l'exploitation avant ce qui suit :		13 498	16 553
Variation nette des soldes du fonds de roulement hors trésorerie	21	10 243	(6 283)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		23 741	10 270
Activités d'investissement			
Acquisition d'une filiale, déduction faite de la trésorerie acquise	4	-	(33 284)
Dessaisissement d'une filiale, déduction faite de la trésorerie cédée	4	(2 652)	-
Sorties de trésorerie liées à la trésorerie détenue en mains tierces	4	(2 123)	(9 004)
Ajouts d'immobilisations corporelles	8, 21	(16 062)	(5 385)
Ajouts d'immobilisations incorporelles	10	(993)	(541)
Acquisition d'un placement en instruments de capitaux propres	12	-	(2 000)
Produit de la sortie d'actifs détenus en vue de la vente	29	2 816	-
Produit de la sortie d'immobilisations corporelles	8	20	285
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(18 994)	(49 929)
Activités de financement			
Remboursement de la dette à long terme	4, 14	(5 000)	(32 505)
Produit tiré de l'émission de dette à long terme	14	10 000	71 000
Coûts différés relatifs à la dette à long terme	12	(732)	(260)
Actions ordinaires rachetées	22	-	(809)
Émission d'actions ordinaires	22	-	646
Portions des paiements de loyers se rapportant au principal	21	(2 999)	(1 872)
Augmentation des autres passifs	17	1 140	19
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		2 409	36 219
Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		(405)	(570)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		6 751	(4 010)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice		35 940	39 950
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice		42 691	35 940
Informations supplémentaires¹			
Impôt sur le résultat payé		3 745	2 493
Intérêts payés		5 360	2 790

¹⁾ Les montants payés au titre de l'impôt sur le résultat et des intérêts ont été pris en compte dans les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation dans les tableaux des flux de trésorerie consolidés.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

1. Nature des activités

Société internationale établie au Canada, 5N Plus inc. (« 5N Plus » ou la « Société ») est un chef de file mondial dans la production de semi-conducteurs spécialisés et de matériaux de haute performance. Ces matériaux ultrapurs constituent souvent la partie critique des produits de ses clients, qui comptent sur la fiabilité d'approvisionnement de 5N Plus pour assurer la performance et la durabilité de leurs propres produits. La Société déploie un éventail de technologies exclusives et éprouvées pour mettre au point et fabriquer ses produits spécialisés, lesquels donnent lieu à de nombreuses utilisations dans différents secteurs de pointe, notamment les énergies renouvelables, la sécurité, la filière spatiale, l'industrie pharmaceutique, l'imagerie médicale et la production industrielle. Le siège social de la Société est situé au 4385, rue Garand, Montréal (Québec) H4R 2B4. La Société gère des centres de recherche-développement, de production et de vente stratégiquement situés dans plusieurs pays, notamment en Europe, en Amérique du Nord et en Asie. La Société a pour mission d'être essentielle à ses clients, d'offrir une culture prisée par ses employés et d'inspirer confiance à ses actionnaires. Ses valeurs fondamentales sont l'intégrité, l'engagement, l'orientation client, le développement durable, l'amélioration continue, la santé et la sécurité. Les actions de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (TSX). Dans les présents états financiers consolidés, la « Société » s'entend de 5N Plus et de ses filiales. Deux secteurs opérationnels sont présentés par la Société, soit le secteur Semi-conducteurs spécialisés et le secteur Matériaux de haute performance.

Le conseil d'administration de la Société a approuvé, le 21 février 2023, la publication des présents états financiers consolidés.

En février 2022, les forces militaires russes ont lancé une invasion en Ukraine, à laquelle le personnel militaire et le peuple ukrainiens opposent une résistance acharnée. L'issue du conflit demeure incertaine à l'heure actuelle. Même si AZUR SPACE Solar Power GmbH (AZUR), une filiale de la Société, a déjà réalisé des ventes en Russie par le passé, le montant de ces ventes n'est pas significatif par rapport aux ventes de la Société dans leur ensemble. La prolongation du conflit armé ou son extension à d'autres pays d'Europe pourrait nuire aux économies européenne et mondiale, qui pourraient également subir les contrecoups de l'interruption éventuelle de l'approvisionnement en pétrole et en gaz naturel provenant de la Russie, qui est un grand exportateur de ces combustibles. Tous les facteurs précités pourraient avoir une incidence négative sur les ventes et les résultats d'exploitation de la Société.

2. Résumé des principales méthodes comptables

Les principales méthodes comptables appliquées pour l'établissement des présents états financiers consolidés sont énoncées ci-après. Ces méthodes ont été appliquées de la même manière pour toutes les périodes présentées, à moins d'indication contraire.

Base d'établissement

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'IASB (IFRS). Ils ont été dressés selon le principe du coût historique, sauf pour les instruments financiers dérivés, qui sont comptabilisés à leur juste valeur.

La préparation d'états financiers consolidés conformes aux IFRS repose sur l'utilisation de certaines estimations comptables cruciales. Elle exige aussi que la direction pose des jugements dans l'application des méthodes comptables de la Société. Les éléments d'une grande complexité ou nécessitant beaucoup de jugement, ou ceux qui sous-tendent des hypothèses et des estimations importantes par rapport aux états financiers consolidés, sont abordés dans la présente note, à la section intitulée « Estimations et jugements importants de la direction concernant l'application des méthodes comptables ».

Notes des états financiers consolidés

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

Filiales

Les filiales sont toutes des entités (y compris les entités structurées) sur lesquelles la Société exerce un contrôle. La Société contrôle une filiale lorsqu'elle est exposée ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient sur celle-ci.

Les filiales sont entièrement consolidées à compter de la date à laquelle la Société en obtient le contrôle. Elles sont déconsolidées à compter de la date à laquelle elles ne sont plus contrôlées par la Société.

Le tableau qui suit présente les principales entités ayant une incidence importante sur les résultats ou sur les actifs de la Société :

	Pays où la société a été constituée	Participation (%)	
		2022	2021
5N Plus inc.	Canada	100 %	100 %
5N PV GmbH	Allemagne	100 %	100 %
AZUR SPACE Solar Power GmbH (note 4)	Allemagne	100 %	100 %
5N Plus Lübeck GmbH	Allemagne	100 %	100 %
5N Plus Belgium SA ¹	Belgique	-	100 %
5N Plus Asia Limited	Hong Kong	100 %	100 %
5N Plus Wisconsin Inc.	États-Unis	100 %	100 %

¹⁾ Le 19 décembre 2022, la Société s'est départie de sa participation dans 5N Plus Belgium SA. Les produits et les charges découlant de cette participation pour la période allant du 1^{er} janvier 2022 à la date de la cession ont été intégrés à l'état du résultat net consolidé de la Société. Se reporter à la note 4 pour plus de détails.

Les transactions et soldes intragroupe, notamment les produits et charges liés à des transactions effectuées entre différentes sociétés du groupe, sont éliminés. Les profits et pertes découlant de transactions intragroupe qui sont comptabilisés dans les actifs sont aussi éliminés. Les méthodes comptables des filiales ont été modifiées au besoin afin d'assurer leur cohérence avec celles adoptées par la Société.

Conversion des devises

a) Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

La monnaie fonctionnelle et la monnaie de présentation de la Société sont le dollar américain. Une monnaie fonctionnelle est déterminée pour chacune des entités de la Société, et les éléments présentés dans les états financiers de chaque entité sont évalués au moyen de cette monnaie fonctionnelle.

b) Transactions et soldes

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours du change en vigueur à la date de clôture. Les actifs et passifs non monétaires et les éléments des produits et des charges libellés en monnaie étrangère sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au cours du change en vigueur à la date des transactions respectives. Les profits et pertes de change découlant du règlement de ces transactions sont comptabilisés à l'état du résultat net consolidé.

Les profits et pertes de change sont présentés dans le poste « Pertes de change et au titre de dérivés » à l'état du résultat net consolidé.

c) Établissements à l'étranger

Les actifs et passifs de filiales dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar américain sont convertis en dollars américains aux cours du change en vigueur à la date de clôture. Les écarts de change découlant de cette conversion sont inclus dans le poste « Écart de change » dans les autres éléments du résultat global. Les produits et les charges sont convertis aux cours du change moyens de la période.

Regroupement d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, les actifs identifiables acquis et les passifs repris, y compris les passifs éventuels, sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition. La date d'acquisition est la date à laquelle la Société obtient le contrôle de l'entreprise acquise, soit généralement, la date à laquelle la contrepartie est transférée et à laquelle la Société acquiert les actifs et reprend les passifs de l'entreprise acquise.

La contrepartie transférée dans le cadre d'un regroupement d'entreprises est évaluée à la juste valeur, qui est calculée comme étant la somme des justes valeurs, à la date d'acquisition, des actifs transférés par la Société, des passifs contractés ou repris, y compris les passifs éventuels, et des instruments de capitaux propres émis par la Société en échange du contrôle de l'entreprise acquise. L'excédent de la contrepartie transférée sur la juste valeur des actifs nets identifiables acquis est comptabilisé à titre de goodwill. Un goodwill négatif est directement comptabilisé à l'état du résultat net consolidé. Les coûts liés à l'acquisition sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés dans l'état du résultat net consolidé.

Information sectorielle

À la suite de l'acquisition d'AZUR et de l'intégration subséquente de ses activités à celles de la Société, cette dernière a procédé à un repositionnement de certains produits et de certaines applications entre les deux secteurs qu'elle présente, en vigueur depuis le quatrième trimestre de 2021. Ainsi, les deux nouveaux principaux secteurs sont le secteur Semiconducteurs spécialisés et le secteur Matériaux de haute performance. Les opérations et les activités qui s'y rapportent sont gérées dans ce sens par les principaux décideurs de la Société. Des données financières et opérationnelles sectorielles et des indicateurs clés de performance définis sont utilisés pour gérer ces secteurs opérationnels, pour analyser la performance et pour affecter les ressources.

Les activités du secteur Semiconducteurs spécialisés sont exercées en Amérique du Nord et en Europe, et s'apparentent à celles de l'ancien secteur Matériaux électroniques. Depuis le 5 novembre 2021, elles comprennent également les produits et les activités d'AZUR. Ce secteur fabrique et vend des produits utilisés dans plusieurs applications destinées aux secteurs de l'énergie renouvelable, des satellites spatiaux ainsi que de l'imagerie. Les marchés essentiellement concernés sont ceux des produits photovoltaïques (énergie solaire terrestre et spatiale), de l'imagerie médicale, de l'imagerie infrarouge, de l'optoélectronique et des applications avancées dans les secteurs de l'électronique. Ces produits entrent dans la composition de composés semiconducteurs, de substrats semiconducteurs, de métaux de très grande pureté, de substrats semiconducteurs fabriqués par épitaxie et de cellules solaires. Les produits et les résultats associés aux services et aux activités de recyclage fournis aux clients du secteur Semiconducteurs spécialisés sont inclus dans ce secteur.

Notes des états financiers consolidés

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

Les activités du secteur Matériaux de haute performance sont exercées en Amérique du Nord, en Europe et en Asie, et s'apparentent à celles de l'ancien secteur Matériaux écologiques. Ce secteur fabrique et vend des produits qui sont utilisés dans plusieurs applications destinées aux secteurs des produits pharmaceutiques, des soins de santé, de la production industrielle ainsi que des matériaux de catalyse et d'extraction. Les principaux produits sont vendus sous forme d'ingrédients pharmaceutiques actifs, d'additifs alimentaires pour animaux, de produits chimiques spécialisés, de métaux de qualité commerciale, d'alliages et de poudres spécialisées. Toutes les ventes de métaux de qualité commerciale et de poudres spécialisées ont été regroupées dans les ventes du secteur Matériaux de haute performance. Les produits et les résultats associés aux services et aux activités de recyclage fournis aux clients du secteur Matériaux de haute performance sont inclus dans ce secteur.

Les charges du siège social et les frais généraux, frais de vente et frais d'administration non affectés ainsi que les charges financières ont été regroupés sous la rubrique « Siège social et montants non affectés ».

Chaque secteur opérationnel est géré séparément, car chaque gamme de produits exige des technologies, des ressources et des stratégies de marketing différentes. L'information financière relative au recyclage et à la négociation de matières complexes est répartie entre les deux principaux secteurs. Toutes les transactions entre le secteur Semiconducteurs spécialisés et le secteur Matériaux de haute performance ont été éliminées à la consolidation.

Comptabilisation des produits

Les produits proviennent de la vente de produits manufacturés et de la prestation de services et sont évalués aux montants stipulés dans les contrats conclus avec les clients.

La vente de produits manufacturés est comptabilisée lorsque les produits sont livrés au client, ce qui correspond également au moment où le contrôle des produits est transféré, et lorsqu'il n'existe plus aucune obligation non remplie susceptible d'avoir une incidence sur l'acceptation des produits par le client. La livraison a lieu lorsque les produits ont été expédiés à l'emplacement convenu, que le risque de perte a été transféré au client et que ce dernier a accepté les produits conformément au contrat de vente. Les produits tirés des activités d'affinage en sous-traitance (ou « à façon ») sont comptabilisés une fois que les services ont été rendus, à un moment précis.

Les créances sont comptabilisées une fois que les produits ont été livrés ou que les services ont été rendus, car c'est à ce moment précis que la contrepartie est inconditionnelle, seul l'écoulement du temps permettant de déterminer que le paiement est exigible. La Société ne s'attend pas à conclure des contrats pour lesquels la période entre la fourniture des produits ou services promis à un client et le paiement par le client excède un an. Par conséquent, la Société ne procède à aucun ajustement des prix de transaction pour refléter la valeur temps de l'argent.

La Société comptabilise des produits différés à titre de passifs non courants pour les contrats générateurs de produits à long terme conclus avec des clients dont les obligations de prestation sont remplies progressivement plutôt qu'à un moment précis. La partie de ce montant qui devrait être réalisée dans un délai d'un an est comptabilisée au poste « Partie courante des produits différés ». Les paiements en trésorerie reçus ou les avances à recevoir aux termes d'accords contractuels en lien avec la vente de biens sont également comptabilisés dans les produits différés jusqu'au moment où toutes les conditions de comptabilisation des produits énoncées précédemment sont respectées. La Société ne s'attend pas à conclure d'accords contractuels aux termes desquels des paiements en trésorerie ou des avances seront reçus plus d'un an avant la livraison des biens sous-jacents. Par conséquent, ces avances sont également présentées au poste « Partie courante des produits différés ».

Subventions publiques

Les subventions publiques sont comptabilisées à leur juste valeur lorsqu'il existe une assurance raisonnable que la subvention sera reçue et que la Société se conformera à toutes les conditions qui y sont attachées.

Les subventions qui compensent une dépense spécifique engagée par la Société sont comptabilisées en réduction des charges connexes à l'état du résultat net consolidé.

Les subventions liées à des actifs sont portées en diminution de la valeur comptable des actifs auxquels elles sont liées. Ces subventions sont comptabilisées à l'état du résultat net consolidé sur la durée d'utilité de l'actif amortissable à titre de réduction de la dotation aux amortissements.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, déduction faite du cumul des amortissements, du cumul des pertes de valeur et des reprises ultérieures, le cas échéant. Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode linéaire sur leur durée d'utilité estimative en tenant compte des valeurs résiduelles. Les durées d'utilité sont comme suit :

	Période
Terrains	Non amortis
Bâtiments	25 ans
Matériel de production	Jusqu'à 15 ans
Mobilier	3 à 10 ans
Matériel de bureau	3 à 10 ans
Matériel roulant	3 à 10 ans
Améliorations locatives	Sur la durée du contrat de location

Les coûts des révisions majeures et des remplacements sont incorporés au coût de l'actif à l'état de la situation financière consolidé à titre de composante distincte, et la pièce remplacée ou la révision précédente est décomptabilisée. Les frais d'entretien et de réparation sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés.

L'amortissement des travaux en cours ne commence que lorsque les actifs visés sont prêts à être utilisés. Les coûts ne sont inscrits à l'actif que s'ils sont directement attribuables à la construction ou au développement des actifs.

Les valeurs résiduelles, la méthode d'amortissement et la durée d'utilité des actifs sont revues annuellement et ajustées au besoin.

Contrats de location

La Société rend compte de ses contrats de location en comptabilisant un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation correspondante à la date à laquelle le bien loué est à la disposition de la Société. Les actifs et les passifs découlant d'un contrat de location sont évalués initialement en fonction de la valeur actualisée.

Actifs au titre de droits d'utilisation

Les actifs au titre de droits d'utilisation sont évalués au coût, qui se compose de ce qui suit :

- le montant correspondant à l'évaluation initiale de l'obligation locative;
- les paiements de loyers versés à la date de début ou avant cette date, déduction faite des avantages incitatifs à la location reçus;
- les coûts directs initiaux; et
- les coûts de remise en état estimés.

L'actif au titre du droit d'utilisation est amorti sur une base linéaire sur la durée d'utilité du bien, ou sur la durée du contrat de location si elle est plus courte.

Notes des états financiers consolidés

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

Obligations locatives

Les obligations locatives comprennent la valeur actualisée nette des paiements de loyers suivants :

- les paiements fixes (y compris en substance), déduction faite des avantages incitatifs à la location à recevoir;
- les paiements de loyers variables qui sont fonction d'un indice ou d'un taux;
- les sommes que le preneur s'attend à devoir payer au bailleur au titre de garanties de valeur résiduelle;
- le prix d'exercice de l'option d'achat que le preneur a la certitude raisonnable d'exercer; et
- les pénalités exigées en cas de résiliation du contrat de location, si la durée du contrat de location reflète l'exercice de cette option par le preneur.

La valeur actualisée des paiements de loyers est calculée à l'aide du taux d'intérêt implicite du contrat de location. Si ce taux ne peut pas être déterminé, le taux d'emprunt marginal du preneur est utilisé. Il s'agit du taux que le preneur aurait à payer pour emprunter, selon des modalités similaires, les fonds nécessaires pour se procurer un bien de valeur similaire dans un environnement économique similaire.

Chaque paiement de loyer est réparti entre l'obligation locative et la charge financière. La charge financière est comptabilisée à l'état du résultat net consolidé sur la durée du contrat de location de manière à ce que soit appliqué au solde de l'obligation locative un taux d'intérêt constant pour chaque période.

Les paiements associés aux contrats de location à court terme et aux contrats de location de biens de faible valeur sont comptabilisés en charges à l'état du résultat net consolidé selon la méthode linéaire. Les contrats de location à court terme sont des contrats de location d'une durée de 12 mois ou moins. Les biens de faible valeur comprennent de l'équipement informatique et des petits meubles de bureau.

Des options de prolongation sont incluses dans un certain nombre de contrats de location d'immobilisations corporelles de la Société. Ces modalités sont utilisées en vue de maximiser la flexibilité opérationnelle aux fins de la gestion des contrats. La majorité des options de prolongation détenues ne peuvent être exercées que par la Société et ne peuvent pas l'être par les bailleurs respectifs.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont comptabilisées au coût, déduction faite du cumul des amortissements, du cumul des pertes de valeur et des reprises, le cas échéant. Les immobilisations incorporelles acquises par voie de regroupement d'entreprises sont comptabilisées à la juste valeur à la date d'acquisition. Les immobilisations incorporelles sont amorties sur une base linéaire sur leur durée d'utilité suivante en années :

	Période
Relations clients	15 ans
Technologie	Au plus 15 ans
Nom commercial	10 ans
Logiciels	5 ans
Frais de développement	Au plus 10 ans
Carnet de commandes	3 ans

Goodwill

Le goodwill représente l'excédent de la contrepartie transférée sur la juste valeur des actifs nets identifiables acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises et est initialement évalué à la date d'acquisition. Par la suite, le goodwill est comptabilisé au coût diminué du cumul des pertes de valeur.

À la date de l'acquisition, le goodwill est affecté à l'unité génératrice de trésorerie (UGT) ou au groupe d'UGT qui devrait bénéficier des synergies du regroupement. Aux fins du test de dépréciation, le goodwill est affecté aux secteurs

opérationnels de la Société, soit le niveau auquel le principal décideur opérationnel de la Société en assure le suivi. L'UGT est soumise annuellement à un test de dépréciation, ou plus fréquemment s'il y a une indication que l'UGT pourrait s'être dépréciée. Si la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable, la perte de valeur est d'abord portée en réduction de la valeur comptable du goodwill affecté à l'UGT, puis à la valeur comptable des autres actifs de l'UGT au prorata. Les pertes de valeur sont comptabilisées à l'état du résultat net consolidé. Les pertes de valeur du goodwill ne sont pas reprises au cours de périodes ultérieures.

Dépréciation des actifs non financiers

La valeur comptable des actifs non financiers de la Société qui ont une durée d'utilité indéterminée et qui ne sont pas amortissables, tels que le goodwill, est soumise à un test de dépréciation chaque année ou lorsqu'il existe un indice de dépréciation. Les actifs amortissables sont soumis à un test de dépréciation chaque fois que des événements ou des changements dans les circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Les actifs qui ne sont pas encore prêts à être utilisés sont soumis à un test de dépréciation chaque année ou à tout moment dans l'année lorsqu'il existe un indice de dépréciation.

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT est la valeur la plus élevée entre la valeur d'utilité et la juste valeur diminuée du coût de sortie. La valeur recouvrable est déterminée pour un actif pris individuellement, sauf si l'actif ne génère pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie d'autres actifs ou groupes d'actifs, auquel cas l'UGT à laquelle l'actif appartient est utilisée pour déterminer la valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont comptabilisées à l'état du résultat net consolidé.

À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, la Société évalue la possibilité que des pertes de valeur comptabilisées antérieurement puissent faire l'objet d'une reprise. Une perte de valeur est reprise s'il existe des indices que la perte a diminué ou n'existe plus en raison de modifications apportées aux estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable. La valeur comptable d'un actif, augmentée à la suite d'une reprise de perte de valeur, ne doit cependant pas excéder la valeur comptable qui aurait été déterminée, nette des amortissements, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée. Les reprises sont comptabilisées à l'état du résultat net consolidé.

Instruments financiers

Les actifs financiers et passifs financiers sont comptabilisés lorsque la Société devient une partie aux dispositions contractuelles de l'instrument. Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits de recevoir des flux de trésorerie liés aux actifs sont arrivés à expiration ou ont été transférés et que la Société a transféré la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété.

Les actifs financiers et passifs financiers sont compensés et le solde net est présenté à l'état de la situation financière consolidé si la Société a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et a l'intention soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Évaluation

Lors de la comptabilisation initiale, la Société évalue un actif financier ou un passif financier à sa juste valeur majorée ou minorée, dans le cas d'un actif financier ou d'un passif financier qui n'est pas à la juste valeur par le biais du résultat net, des coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition ou à l'émission de cet actif financier ou de ce passif financier. Les coûts de transaction des actifs financiers ou des passifs financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net sont comptabilisés en charges à l'état du résultat net consolidé.

Les actifs financiers comprenant des dérivés incorporés sont considérés dans leur intégralité pour établir si leurs flux de trésorerie correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts.

Notes des états financiers consolidés

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

L'évaluation au cours des périodes ultérieures dépend du classement de l'instrument financier. La Société a classé ses instruments financiers dans les catégories suivantes en se basant sur la raison pour laquelle ils ont été acquis et sur leurs caractéristiques.

Actifs financiers

Titres de créance

Lors des évaluations ultérieures, la Société classe ses titres de créances selon deux catégories d'évaluation, soit :

- Coût amorti : Les actifs détenus aux fins de la perception des flux de trésorerie contractuels, lorsque ces derniers représentent uniquement des remboursements de principal et des versements d'intérêts, sont évalués au coût amorti. Les produits d'intérêts tirés de ces actifs financiers sont inclus dans les produits financiers selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Tout profit ou toute perte découlant de la décomptabilisation est directement comptabilisé à l'état du résultat net consolidé et présenté dans les autres profits et pertes, avec les profits et pertes de change. Les pertes de valeur sont présentées dans un poste distinct à l'état du résultat net consolidé.
- Juste valeur par le biais du résultat net (JVRN) : Les actifs ne respectant pas les critères de comptabilisation au coût amorti ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVAERG) sont évalués à la JVRN. Un profit ou une perte sur un titre de créance qui est ultérieurement évalué à la JVRN est comptabilisé à l'état du résultat net consolidé et présenté dans les autres profits et pertes, dans la période au cours de laquelle il survient.

Placement en instruments de capitaux propres

Pour l'évaluation ultérieure, les placements en instruments de capitaux propres que la Société n'a pas fait le choix irrévocable de présenter à la JVAERG sont évalués à la JVRN. Le profit ou la perte sur un placement en instruments de capitaux propres qui est ultérieurement évalué à la JVRN est comptabilisé à l'état du résultat net consolidé et présenté dans les autres charges (produits), montant net dans la période au cours de laquelle il survient.

Passifs financiers

Les passifs financiers sont ultérieurement évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, à l'exception des passifs financiers qui sont évalués à la JVRN. Ces passifs, y compris les dérivés qui sont des passifs, sont ultérieurement évalués à la juste valeur.

La Société a classé ses instruments financiers comme suit :

Catégorie	Instruments financiers
Actifs financiers et passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	Convention de dépôt indexé (note 7) Actifs financiers dérivés Placement en instruments de capitaux propres (note 12) Placement affecté (note 12) Passifs financiers dérivés
Actifs financiers et passifs financiers au coût amorti	Trésorerie et équivalents de trésorerie Créances Trésorerie détenue en mains tierces (note 7) Dettes fournisseurs et charges à payer Dettes à long terme

Dépréciation

À chaque date de clôture, la Société évalue de manière prospective les pertes de crédit attendues découlant de ses titres de créance comptabilisés au coût amorti. La méthode de dépréciation appliquée nécessite de déterminer s'il y a eu une importante augmentation du risque de crédit.

Pour les créances clients, la Société applique la méthode simplifiée comme l'autorise la norme IFRS 9, laquelle exige que les pertes attendues pour la durée de vie soient comptabilisées au moment de la comptabilisation initiale des créances (note 27). La Société suppose qu'il n'y a aucune augmentation importante du risque de crédit pour les instruments dont le risque de crédit est faible.

Instruments financiers dérivés et activités de couverture

Les dérivés sont initialement comptabilisés à la juste valeur à la date de conclusion d'un contrat dérivé et sont ultérieurement réévalués à leur juste valeur. La méthode de comptabilisation du profit ou de la perte qui en résulte dépend de la désignation ou non du dérivé à titre d'instrument de couverture et, le cas échéant, de la nature de l'élément couvert. La Société désigne certains dérivés comme des couvertures d'un risque particulier associé à un actif ou passif comptabilisé ou d'une transaction prévue hautement probable (couverture de flux de trésorerie).

La Société appliquera la comptabilité de couverture de flux de trésorerie à certains contrats de change à terme conclus pour couvrir des opérations prévues. Dans une relation de couverture de flux de trésorerie, la partie des profits ou des pertes sur l'élément de couverture qui constitue une couverture efficace est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, tandis que la partie inefficace est comptabilisée à l'état du résultat net consolidé. Les montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global sont reclassés à l'état du résultat net consolidé à titre d'ajustements de reclassement lorsque l'élément couvert a une incidence sur le résultat net.

Pour les exercices clos les 31 décembre 2022 et 2021, la Société n'a désigné aucun instrument financier dérivé comme instrument de couverture.

Passifs financiers dérivés incorporés

Les dérivés incorporés sont comptabilisés à la juste valeur séparément du contrat hôte lorsque leurs caractéristiques économiques et leurs risques ne sont pas clairement ni étroitement liés à ceux du contrat hôte. Les variations ultérieures de la juste valeur sont comptabilisées dans les charges financières à l'état du résultat net consolidé. Pour les exercices clos les 31 décembre 2022 et 2021, la Société n'a comptabilisé aucun dérivé incorporé.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse.

Trésorerie détenue en mains tierces

La trésorerie détenue en mains tierces correspond à la trésorerie soumise à des restrictions aux termes d'un accord contractuel, et elle est détenue dans un compte bancaire séparé. La trésorerie détenue en mains tierces est présentée dans les autres actifs courants.

Notes des états financiers consolidés

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

Stocks

Les stocks sont comptabilisés au coût ou à la valeur nette de réalisation, si celle-ci est inférieure. Le coût comprend toutes les dépenses directement attribuables au procédé de fabrication ainsi que les parties acceptables des frais généraux fixes de production compte tenu de la capacité de production normale. Les coûts des éléments qui sont habituellement fongibles sont affectés en utilisant la méthode du coût moyen pondéré. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des frais de vente applicables. Lorsque les circonstances qui justifiaient précédemment de déprécier les stocks en deçà du coût n'existent plus ou lorsqu'il y a des indications claires d'une augmentation de la valeur nette de réalisation en raison d'un changement de la situation économique, le montant de la dépréciation fait l'objet d'une reprise (c'est-à-dire que la reprise est limitée au montant de la dépréciation initiale), de sorte que la nouvelle valeur comptable correspond au coût ou à la valeur nette de réalisation révisée si celle-ci est inférieure.

À l'occasion, lorsque la quasi-totalité des matières premières nécessaires est en stock, la Société peut choisir de conclure des contrats de vente à prix fixe à long terme. Les quantités requises de matières premières pour honorer ces contrats sont spécifiquement affectées, et le coût moyen des matières premières est comptabilisé séparément pendant toute la durée des contrats.

Impôt sur le résultat

La charge d'impôt de l'exercice, qui comprend la charge d'impôt exigible et la charge d'impôt différé, est comptabilisée à l'état du résultat net consolidé, sauf si elle est liée à des éléments comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ou directement dans les capitaux propres, auquel cas la charge d'impôt est aussi comptabilisée respectivement dans les autres éléments du résultat global ou directement dans les capitaux propres.

a) Impôt exigible

La charge d'impôt exigible est établie d'après les lois fiscales adoptées ou quasi adoptées à la date de l'état de la situation financière consolidé dans les pays où la Société et ses filiales exercent leurs activités et où le bénéfice imposable est généré. La direction revoit périodiquement les positions prises dans les déclarations de revenus à l'égard des situations pour lesquelles les règlements fiscaux applicables prêtent à interprétation. Au besoin, elle inscrit des charges en fonction des montants qu'elle s'attend à devoir payer à l'administration fiscale.

b) Impôt différé

L'impôt différé est comptabilisé selon la méthode du report variable au titre des différences temporaires survenant entre les bases fiscales des actifs et des passifs et leurs valeurs comptables dans les états financiers consolidés. Cependant, les passifs d'impôt différé ne sont pas comptabilisés s'ils découlent de la comptabilisation initiale du goodwill. La comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui, au moment de la transaction, n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable (la perte fiscale) ne donne lieu à aucun impôt différé. L'impôt différé est calculé selon les taux d'impôt et les lois fiscales qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de l'état de la situation financière consolidé et dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle les actifs d'impôt différé correspondants seront réalisés ou les passifs d'impôt différé correspondants seront réglés.

Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés seulement dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur, auquel les différences temporaires pourront être imputées, sera disponible.

Un impôt différé est présenté pour rendre compte de l'incidence des différences temporaires liées à des participations dans des filiales, sauf dans le cas des passifs d'impôt différé lorsque la Société est en mesure de contrôler la date à laquelle la différence temporaire se résorbera et qu'il est probable que cette différence temporaire ne se résorbera pas dans un avenir prévisible.

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont compensés lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et les passifs d'impôt exigible et lorsque les actifs et les passifs d'impôt différé concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même administration fiscale sur la même entité imposable, ou sur des entités imposables différentes qui ont l'intention de régler les soldes sur la base de leur montant net.

Provisions

Une provision est comptabilisée lorsque la Société a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation, et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Les provisions pour restructuration se composent principalement des indemnités de fin de contrat de travail. Aucune provision n'est comptabilisée au titre des pertes d'exploitation futures.

Lorsqu'il existe un grand nombre d'obligations similaires, la probabilité qu'une sortie de ressources soit nécessaire à l'extinction de ces obligations est déterminée en considérant la catégorie d'obligations comme un tout. Une provision est comptabilisée même si la probabilité qu'une sortie de ressources à l'égard d'un élément compris dans la même catégorie d'obligations est faible.

Les provisions sont évaluées à la valeur actualisée des sorties de trésorerie attendues nécessaires au règlement de l'obligation, au moyen d'un taux avant impôt reflétant l'appréciation actuelle par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à cette obligation. L'augmentation de la provision en raison de l'écoulement du temps est comptabilisée à titre de charge d'intérêts.

Des provisions pour restructuration, composées d'indemnités de départ et d'autres coûts liés à la fermeture de sites, sont comptabilisées lorsqu'un plan de restructuration établi et détaillé précise l'activité ou la partie de l'activité concernée, la localisation et le nombre de membres du personnel visés, une estimation détaillée des coûts liés à la restructuration et un calendrier approprié qui a été communiqué aux personnes visées.

Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche sont inscrits dans les autres charges (produits), montant net à l'état du résultat net consolidé pour la période au cours de laquelle ils sont engagés. Les frais de développement qui sont des frais directement attribuables, internes ou externes, sont passés en charges à l'état du résultat net consolidé, sauf si la Société peut démontrer tout ce qui suit (auquel cas, ils sont comptabilisés dans les frais de développement compris dans les immobilisations incorporelles) :

- la faisabilité technique de l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente;
- son intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de la mettre en service ou de la vendre;
- sa capacité à mettre en service ou à vendre l'immobilisation incorporelle;
- la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables. La Société doit démontrer, entre autres choses, l'existence d'un marché pour la production issue de l'immobilisation incorporelle ou pour l'immobilisation incorporelle elle-même ou, si celle-ci doit être utilisée en interne, son utilité;
- la disponibilité de ressources techniques, financières et autres, appropriées pour achever le développement et mettre en service ou vendre l'immobilisation incorporelle; et
- sa capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Notes des états financiers consolidés

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

Avantages futurs du personnel

La Société cotise à deux régimes de retraite à prestations définies. Les principales méthodes comptables s'appliquant aux avantages futurs du personnel sont les suivantes :

- le coût au titre des prestations de retraite et des avantages complémentaires de retraite obtenus par les membres du personnel est établi par calcul actuariel selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service, les taux d'intérêt du marché ainsi que les meilleures estimations de la direction à l'égard du rendement prévu des actifs du régime, de l'âge de la retraite des salariés et des coûts prévus des soins de santé;
- aux fins du calcul du rendement prévu des actifs du régime, ces derniers sont évalués à la juste valeur; et
- les écarts actuariels découlant d'ajustements liés à l'expérience et de la modification des hypothèses actuarielles sont comptabilisés dans les capitaux propres, dans les autres éléments du résultat global, au cours de la période pendant laquelle ils se produisent.

Paievements fondés sur des actions

La juste valeur du régime de paiements fondés sur des actions qui sont réglés en instruments de capitaux propres est déterminée en appliquant le modèle de Black et Scholes à la date d'attribution. Les données utilisées pour l'évaluation comprennent le cours de l'action à la date d'évaluation, le prix d'exercice de l'instrument, la volatilité attendue, la durée de vie moyenne pondérée prévue de l'instrument, les dividendes attendus, le taux de renonciation attendu et le taux d'intérêt sans risque. L'incidence des conditions de service et des conditions d'acquisition des droits autres que des conditions de marché n'est pas prise en considération lors de la détermination de la juste valeur. La charge de rémunération des droits réglés en instruments de capitaux propres est comptabilisée à l'état du résultat net consolidé sur la période d'acquisition selon la méthode de l'amortissement dégressif, selon laquelle la juste valeur de chaque tranche est comptabilisée sur sa propre période d'acquisition.

Pour les paiements fondés sur des actions qui sont réglés en trésorerie, la charge de rémunération est déterminée en fonction de la juste valeur du passif contracté à chaque date de clôture jusqu'au moment du règlement des droits attribués. La juste valeur de la charge de rémunération est calculée en multipliant le nombre d'unités dont les droits seront vraisemblablement acquis par la juste valeur d'une unité à la date d'attribution selon la valeur de marché des actions ordinaires de la Société. Jusqu'à ce que le passif soit réglé, la Société réévalue la juste valeur du passif à la fin de chaque période de présentation de l'information financière et à la date du règlement, les variations de la juste valeur étant comptabilisées à l'état du résultat net consolidé.

Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action ne reflète les hypothèses de conversion, d'exercice ou d'émission éventuelle de titres que si ces hypothèses ont un effet dilutif sur le résultat par action. La méthode du rachat d'actions est utilisée pour déterminer l'effet dilutif des options sur actions.

Estimations et jugements importants de la direction concernant l'application des méthodes comptables

Les paragraphes qui suivent présentent les jugements importants de la direction concernant l'application des méthodes comptables de la Société qui ont l'effet le plus important sur les états financiers consolidés.

Incertitude relative aux estimations

Lorsqu'elle prépare les états financiers consolidés, la direction porte un certain nombre de jugements, établit des estimations et formule des hypothèses concernant la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges. Ces estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées périodiquement. Les changements dans les estimations comptables sont comptabilisés dans la période au cours de laquelle ils ont lieu et dans toutes les périodes ultérieures concernées.

L'information relative aux jugements importants et aux principales estimations et hypothèses qui ont l'effet le plus important sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges est présentée ci-dessous.

Dépréciation des actifs non financiers

Les actifs non financiers font l'objet d'un test de dépréciation à chaque date de clôture lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable de ces actifs pourrait ne pas être recouvrable, ce qui fait largement appel au jugement.

La Société comptabilise une perte de valeur correspondant à l'excédent de la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT sur sa valeur recouvrable, qui est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de sortie et la valeur d'utilité.

Les immobilisations incorporelles et le matériel connexe qui ne sont pas encore prêts à être utilisés et les UGT auxquelles le goodwill est affecté sont soumis à un test de dépréciation au moins une fois par année, ce qui fait également largement appel au jugement. Pour déterminer la valeur recouvrable (valeur d'utilité ou juste valeur diminuée des coûts de sortie), la direction estime les flux de trésorerie futurs attendus de l'actif ou de l'UGT et elle détermine un taux d'intérêt acceptable en vue de calculer la valeur actualisée de ces flux de trésorerie. Pour évaluer les flux de trésorerie futurs attendus pour les immobilisations incorporelles et corporelles qui ne sont pas encore prêtes à être utilisées et les UGT auxquelles le goodwill est affecté, la direction pose des hypothèses sur les résultats d'exploitation futurs à partir des prévisions et des estimations de prix obtenues de diverses sources de marché. Ces hypothèses clés ont trait à des événements et à des circonstances futurs. Les résultats réels seront différents et pourraient donner lieu à des ajustements des actifs de la Société dans des périodes futures. Dans la plupart des cas, la détermination du taux d'actualisation applicable suppose l'estimation de l'ajustement approprié au risque de marché et aux facteurs de risque propres aux actifs.

Stocks

Les stocks sont comptabilisés au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant établi selon la méthode du coût moyen. Pour estimer les valeurs nettes de réalisation, la direction tient compte des éléments probants les plus fiables disponibles à la date à laquelle les estimations sont faites. Les activités de base de la Société sont vulnérables aux changements des politiques étrangères et aux variations des prix des métaux reconnus sur la scène internationale, qui peuvent entraîner des fluctuations rapides des prix de vente futurs. La Société évalue ses stocks en fonction d'un groupe d'éléments similaires et en tenant compte des prix futurs prévus ainsi que des événements qui sont survenus entre la date de clôture et la date d'achèvement des états financiers consolidés. La valeur nette de réalisation des stocks pour satisfaire aux modalités d'un contrat de vente particulier est mesurée selon le prix du contrat.

Regroupement d'entreprises

La Société doit formuler des hypothèses et des estimations pour déterminer la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs repris. Ces estimations sont fondées sur des événements futurs, des prévisions de flux de trésorerie, de charges d'exploitation et de dépenses en immobilisations attendus, ainsi que sur les taux d'actualisation estimés. L'évaluation initiale des actifs acquis et des passifs repris peut être ajustée de manière rétrospective afin de refléter les nouvelles informations obtenues, jusqu'à la finalisation de l'évaluation, qui doit être effectuée dans un délai de un an après la date d'acquisition.

Impôt sur le résultat

La Société est assujettie à l'impôt de nombreux pays. Pour établir sa charge d'impôt dans tous les pays où elle exerce des activités, elle doit poser des jugements importants. L'incidence fiscale définitive de bon nombre de transactions et de calculs est incertaine. La Société comptabilise un passif lorsqu'elle estime que des questions soulevées par des vérifications fiscales pourraient entraîner le versement d'impôts supplémentaires. Lorsque le règlement définitif d'une question fiscale donne lieu à un montant d'impôt différent du montant comptabilisé initialement, l'écart est comptabilisé dans les actifs et les passifs d'impôt exigible et différé de la période du règlement définitif.

Notes des états financiers consolidés

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

La Société compte des actifs d'impôt différé, dont le caractère recouvrable fait l'objet d'appréciations régulières. La réalisation des actifs d'impôt différé de la Société dépend en grande partie de l'atteinte des bénéfices imposables futurs projetés et du bien-fondé des stratégies de planification fiscale actuelles. Les jugements de la Société relativement à la rentabilité future peuvent varier en fonction des conditions futures du marché, des modifications de la législation fiscale et d'autres facteurs qui pourraient avoir une incidence négative sur la valeur actuelle des actifs d'impôt différé. Ces changements pourraient entraîner, le cas échéant, un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs d'impôt différé dans le futur. Cet ajustement, qui serait comptabilisé pendant la période au cours de laquelle il a été déterminé, ramènerait les actifs d'impôt différé au montant dont la réalisation serait considérée comme plus probable qu'improbable (note 18).

3. Adoption de nouvelles normes comptables et changements futurs de méthodes comptables

Adoption de nouvelles normes comptables

IFRS 3 – Regroupement d'entreprises

Le 1^{er} janvier 2022, la Société a adopté les modifications d'IFRS 3 visant à mettre à jour une référence au *Cadre Conceptuel*. À la suite de ces modifications, IFRS 3 fera référence à la version actuelle du *Cadre conceptuel* plutôt qu'à celle en vigueur au moment de l'élaboration d'IFRS 3. Ces modifications indiquent également que, dans le but de déterminer certains passifs dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, la définition d'un passif telle qu'elle est énoncée dans IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*, doit remplacer la définition énoncée dans le *Cadre conceptuel*. Les modifications sont entrées en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2022, et l'adoption anticipée était permise. L'application des modifications n'a eu aucune incidence importante sur les états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2022.

IAS 16 – Immobilisations corporelles

Le 1^{er} janvier 2022, la Société a adopté les modifications d'IAS 16 portant sur la comptabilisation des produits antérieurs à l'utilisation prévue. Le produit de la vente d'éléments produits pendant la préparation d'une immobilisation corporelle en vue de son utilisation prévue ne peut pas être déduit du coût de l'immobilisation corporelle. Il doit plutôt être immédiatement comptabilisé à l'état du résultat net consolidé. Les modifications sont entrées en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2022, et l'adoption anticipée était permise. L'application des modifications n'a eu aucune incidence importante sur les états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2022.

IFRS 9 – Instruments financiers

Le 1^{er} janvier 2022, la Société a adopté la modification d'IFRS 9 qui précise quels honoraires doivent être pris en compte lors de l'application du critère relatif à la décomptabilisation à un passif financier modifié. L'IASB a précisé que seuls les honoraires payés ou reçus entre l'emprunteur et le prêteur doivent être pris en compte. La modification est entrée en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2022, et l'adoption anticipée était permise. L'application des modifications n'a eu aucune incidence importante sur les états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Changements futurs de méthodes comptables

Les normes suivantes ont été publiées, mais ne sont pas encore en vigueur :

IAS 1 – Présentation des états financiers

En janvier 2020, l'IASB a publié des modifications à apporter à IAS 1 afin de clarifier les exigences en matière de classement des passifs dans l'état de la situation financière. Les modifications entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2024. La Société évalue actuellement l'incidence des modifications sur ses états financiers consolidés.

4. Regroupement d'entreprises et dessaisissement d'une filiale

Regroupement d'entreprises

Le 5 novembre 2021, la Société a acquis toutes les actions émises et en circulation d'AZUR SPACE Solar Power GmbH (AZUR) pour un prix d'acquisition de 50,1 millions d'euros, sous réserve d'ajustements postérieurs à la clôture, en contrepartie de 6,5 millions d'actions de 5N Plus, émises à même le capital et d'une valeur de 12,4 millions d'euros, et d'un paiement en trésorerie de 37,7 millions d'euros. Par ailleurs, la Société a financé le fonds de roulement et des emprunts relatifs à de l'équipement pour un montant de 23,8 millions d'euros. La tranche en trésorerie de la transaction ainsi que le fonds de roulement ont été financés au moyen des liquidités de la Société et d'une facilité de crédit de premier rang. Les coûts de transaction de 266 \$ pour l'exercice 2022 (666 \$ pour 2021 et 490 \$ pour 2020) ont été passés en charges à l'état du résultat net consolidé au moment où ils ont été engagés.

Située à Heilbronn en Allemagne, AZUR conçoit et fabrique des cellules solaires multijonctions à partir de composés semiconducteurs III-V. L'intégration d'AZUR a permis à la Société non seulement de renforcer sa position dans le secteur des énergies renouvelables, mais aussi de consolider sa réputation à titre de fournisseur au sein des programmes spatiaux des États-Unis et de l'Europe, notamment en tirant parti de l'adhésion du Canada à l'Agence spatiale européenne (ESA).

Afin d'estimer la juste valeur des immobilisations incorporelles, la direction a utilisé la méthode des bénéfices excédentaires pour évaluer les relations clients et la méthode de l'exonération de redevances pour évaluer la technologie et les noms commerciaux, en s'appuyant sur des modèles de flux de trésorerie actualisés. La direction a formulé des hypothèses importantes quant aux prévisions relatives aux produits et à la marge brute, aux taux de rétention des clients, aux taux de redevances et aux taux d'actualisation.

Les tableaux qui suivent présentent la contrepartie payée et l'évaluation finale de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris. À l'issue de cette évaluation finale, la Société n'a pas retraité l'état de la situation financière consolidé au 31 décembre 2021, les ajustements apportés n'étant pas jugés significatifs. Elle a également déterminé que l'incidence nette de ces ajustements sur le résultat net n'était pas significative pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, et les a donc comptabilisés à l'état du résultat net consolidé pour l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Contrepartie transférée

	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	34 301
Contrepartie à payer ¹	9 158
Actions ordinaires émises	14 249
	57 708

¹⁾ Cette somme de 7 950 euros, détenue en mains tierces et comptabilisée dans les autres actifs courants, devrait être libérée dans les 12 mois conformément aux modalités de la convention d'achat d'actions (notes 7 et 13).

Notes des états financiers consolidés

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

Actifs acquis identifiés et passifs repris	Montants provisoires	Ajustements	Montants définitifs
	\$	\$	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 017	-	1 017
Créances	8 342	1 057	9 399
Stocks	21 394	(1 057)	20 337
Autres actifs courants	256	-	256
Immobilisations corporelles	31 128	4 993	36 121
Actifs au titre de droits d'utilisation	21 626	(938)	20 688
Immobilisations incorporelles	32 144	(973)	31 171
Autres actifs	5	-	5
Goodwill	13 841	(2 016)	11 825
Total des actifs acquis	129 753	1 066	130 819
Dettes fournisseurs et charges à payer	7 291	-	7 291
Partie courante des produits différés	4 906	(1 294)	3 612
Dettes à long terme ¹	27 396	-	27 396
Obligations au titre des régimes d'avantages du personnel	2 673	-	2 673
Obligations locatives	21 626	(938)	20 688
Produits différés	-	2 011	2 011
Autres passifs	1 059	216	1 275
Passifs d'impôt différé	7 094	1 071	8 165
Total des passifs repris	72 045	1 066	73 111
Total des actifs nets	57 708	-	57 708

¹⁾ La dette à long terme reprise a été entièrement remboursée le 5 novembre 2021.

Pour la période de 57 jours close le 31 décembre 2021, AZUR a contribué à hauteur de 17 034 \$ aux produits et de 2 342 \$ au résultat net inclus à l'état du résultat net consolidé de la Société selon les opérations enregistrées après la date d'acquisition. Si l'acquisition d'AZUR avait été conclue le 1^{er} janvier 2021, la Société estime que ses produits et son résultat net consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 se seraient élevés respectivement à 260 990 \$ et néant, compte tenu de la somme additionnelle comptabilisée au titre de la dotation aux amortissements en lien avec la répartition préliminaire du prix d'acquisition. AZUR fournit des produits à ses clients sur la base des projets conclus, ce qui donne lieu à une répartition inégale des produits et à une rentabilité variable d'une période à l'autre.

Le montant comptabilisé au titre du goodwill n'est pas déductible fiscalement. Les créances sont présentées déduction faite d'une correction de valeur pour perte de 28 \$.

Dessaisissement d'une filiale

Le 19 décembre 2022, la Société s'est départie de sa participation de 100 % dans 5N Plus Belgium SA, dont les résultats étaient auparavant présentés dans le secteur Matériaux de haute performance, et a comptabilisé une perte sur dessaisissement de 7 834 \$. La décision de cesser la production des produits à faible marge utilisés dans les applications de catalyse et d'extraction fait suite à la revue stratégique menée par la Société à l'égard de ses activités traditionnelles. Dans le cadre de la transaction, une provision de 2 594 \$ a été comptabilisée dans les coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration afin de permettre aux nouveaux propriétaires d'assurer la conformité du site aux plus récentes normes environnementales et de couvrir d'autres coûts connexes. De ce montant, une somme de 2,0 millions d'euros, ou 2 133 \$, est détenue en mains tierces. Avant le dessaisissement, la Société avait comptabilisé une charge de dépréciation de 7 092 \$ à l'égard de ses immobilisations corporelles (note 7) alors qu'elle avait annoncé son intention de mettre fin aux activités de production de son installation de Tilly, en Belgique.

Ces charges sont comptabilisées dans les autres charges (produits), montant net à l'état du résultat net consolidé.

5. Créances

	2022	2021
	\$	\$
Créances clients, montant brut	26 255	35 014
Correction de valeur pour pertes (note 27)	(152)	(149)
Créances clients	26 103	34 865
Taxes de vente à recouvrer	3 265	3 508
Autres créances	3 504	3 725
Total des créances	32 872	42 098

Toutes les créances de la Société sont à court terme. La valeur comptable nette des créances correspond à une estimation raisonnable de la juste valeur.

Les facteurs de risque de crédit auxquels est exposée la Société ainsi que le calcul de la correction de valeur pour pertes sont présentés à la note 27.

La plupart des créances sont données en nantissement de la facilité de crédit renouvelable (note 14).

6. Stocks

	2022	2021
	\$	\$
Matières premières	28 436	30 845
Produits finis	57 818	64 681
Total des stocks	86 254	95 526

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, des stocks d'un montant total de 118 643 \$ ont été passés en charges dans le coût des ventes (94 881 \$ pour 2021).

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, un montant total de 1 464 \$ au titre des dépréciations antérieurement comptabilisées a été repris et porté en réduction des charges dans le coût des ventes au moment où les stocks connexes ont été vendus (22 \$ pour le secteur Semiconducteurs spécialisés et 1 442 \$ pour le secteur Matériaux de haute performance). Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, un montant de 815 \$ au titre des dépréciations antérieurement comptabilisées a été repris et porté en réduction des charges dans le coût des ventes au moment où les stocks connexes ont été vendus (169 \$ pour le secteur Semiconducteurs spécialisés et 646 \$ pour le secteur Matériaux de haute performance).

La majorité des stocks sont donnés en nantissement de la facilité de crédit renouvelable (note 14).

7. Autres actifs courants

	2022	2021
	\$	\$
Trésorerie détenue en mains tierces (note 4)	10 613	9 004
Convention de dépôt indexé	5 517	4 819
Charges payées d'avance et créances diverses	3 727	3 081
Total des autres actifs courants	19 857	16 904

En juin 2017, la Société a conclu, avec une grande institution financière canadienne, une convention de dépôt indexé en vue de réduire l'exposition de ses bénéficiaires aux fluctuations du cours de son action pour ses régimes d'unités d'actions différées, d'unités d'actions liées au rendement, d'unités d'actions restreintes et de droits à l'appréciation d'actions. Aux termes de ce swap, la Société obtient les avantages économiques de l'appréciation du cours de l'action, tout en effectuant des paiements à l'institution financière au titre des coûts de financement engagés par l'institution et de toute moins-value

Notes des états financiers consolidés

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

du cours de l'action. La convention de dépôt indexé permet de contrebalancer en partie les fluctuations du cours de l'action de la Société se répercutant sur le coût des régimes d'unités d'actions différées, d'unités d'actions liées au rendement, d'unités d'actions restreintes et de droits à l'appréciation d'actions. Au 31 décembre 2022, la convention de dépôt indexé visait 2 571 569 actions ordinaires de la Société.

8. Immobilisations corporelles

	Terrains et bâtiments	Travaux en cours et matériel de production	Mobilier, matériel de bureau et matériel roulant	Améliorations locatives	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Valeur comptable nette au 31 décembre 2020	16 203	33 261	2 518	1 209	53 191
Regroupement d'entreprises (note 4)	-	28 874	472	1 782	31 128
Ajouts	290	6 971	429	15	7 705
Sorties	-	(456)	-	-	(456)
Amortissement	(951)	(6 334)	(1 263)	(421)	(8 969)
Transfert entre catégories	-	(402)	376	26	-
Incidence des variations du taux de change	43	(1 058)	(26)	(32)	(1 073)
Valeur comptable nette au 31 décembre 2021	15 585	60 856	2 506	2 579	81 526
Regroupement d'entreprises (note 4)	-	4 638	-	355	4 993
Ajouts	86	14 818	378	14	15 296
Sorties	(4)	(3)	-	-	(7)
Reclassement en actifs détenus en vue de la vente (note 29)	(3 032)	-	-	-	(3 032)
Amortissement	(764)	(8 940)	(1 304)	(709)	(11 717)
Dépréciation	(2 374)	(4 599)	(119)	-	(7 092)
Transfert entre catégories	1 597	(2 363)	10	756	-
Incidence des variations du taux de change	(150)	(1 735)	(52)	(79)	(2 016)
Valeur comptable nette au 31 décembre 2022	10 944	62 672	1 419	2 916	77 951
Au 31 décembre 2021					
Coût	23 916	100 973	5 116	5 244	135 249
Cumul des amortissements	(8 331)	(40 117)	(2 610)	(2 665)	(53 723)
Valeur comptable nette	15 585	60 856	2 506	2 579	81 526
Au 31 décembre 2022					
Coût	18 823	110 068	5 135	6 275	140 301
Cumul des amortissements	(7 879)	(47 396)	(3 716)	(3 359)	(62 350)
Valeur comptable nette	10 944	62 672	1 419	2 916	77 951

Au cours du troisième trimestre de 2022, la Société a comptabilisé, pour le secteur Matériaux de haute performance, un montant de 7 092 \$ au titre de la dépréciation de ses actifs non courants afin de refléter l'évaluation de la valeur comptable des immobilisations corporelles découlant de son intention de mettre fin aux activités de production à son installation de Tilly, en Belgique. Par conséquent, les projections de la Société quant aux flux de trésorerie futurs provenant des immobilisations corporelles de Tilly étaient négligeables. Les charges de dépréciation sont comptabilisées dans les autres charges à l'état du résultat net consolidé (note 4).

Au 31 décembre 2022, les immobilisations corporelles non encore amorties du fait qu'elles n'étaient pas encore prêtes en vue de leur utilisation prévue s'élevaient à 19 911 \$ (14 418 \$ en 2021) (principalement du matériel de production).

La plupart des immobilisations corporelles sont données en nantissement de la facilité de crédit renouvelable (note 14).

9. Contrats de location

Actifs au titre de droits d'utilisation

	Bâtiments	Matériel de production	Matériel de bureau et matériel roulant	Total
	\$	\$	\$	\$
Valeur comptable nette au 31 décembre 2020	4 356	356	335	5 047
Regroupement d'entreprises (note 4)	21 559	-	67	21 626
Ajouts	-	27	217	244
Modifications apportées à des contrats de location	7 402	-	5	7 407
Amortissement	(1 413)	(145)	(206)	(1 764)
Incidence des variations du taux de change et autres	(361)	-	(1)	(362)
Valeur comptable nette au 31 décembre 2021	31 543	238	417	32 198
Regroupement d'entreprises (note 4)	(938)	-	-	(938)
Ajouts	2 300	107	290	2 697
Modifications apportées à des contrats de location	198	-	-	198
Dessaisissement d'une filiale (note 4)	-	(55)	(140)	(195)
Amortissement	(2 364)	(128)	(210)	(2 702)
Incidence des variations du taux de change et autres	(1 167)	(4)	(5)	(1 176)
Valeur comptable nette au 31 décembre 2022	29 572	158	352	30 082

Au 31 décembre 2021

Coût	34 923	619	790	36 332
Cumul des amortissements	(3 380)	(381)	(373)	(4 134)
Valeur comptable nette	31 543	238	417	32 198

Au 31 décembre 2022

Coût	35 319	305	509	36 133
Cumul des amortissements	(5 747)	(147)	(157)	(6 051)
Valeur comptable nette	29 572	158	352	30 082

Obligations locatives

	2022	2021
	\$	\$
Partie courante	2 136	2 487
Partie non courante	28 266	30 153
Total des obligations locatives	30 402	32 640

Montants comptabilisés à l'état du résultat net consolidé :

	2022	2021
	\$	\$
Intérêts théoriques ¹	605	336
Produits tirés de la sous-location d'actifs au titre de droits d'utilisation ²	(123)	(33)
Charges relatives à des contrats de location à court terme ³	188	251
Charges relatives à des contrats de location de biens de faible valeur, à l'exclusion des contrats de location de biens de faible valeur à court terme ³	312	284

¹ Inclus dans les charges financières.² Inclus dans les autres charges (produits), montant net.³ Inclues dans le coût des ventes et les frais généraux, frais de vente et frais d'administration.

Notes des états financiers consolidés

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

10. Immobilisations incorporelles

	Relations clients	Technologie	Nom commercial, logiciels, frais de développement et autres	Total
	\$	\$	\$	\$
Valeur comptable nette au 31 décembre 2020	-	1 532	8 136	9 668
Regroupement d'entreprises (note 4)	15 971	9 899	6 274	32 144
Ajouts	-	-	541	541
Amortissement	(166)	(348)	(1 288)	(1 802)
Incidence des variations du taux de change	-	(11)	(66)	(77)
Valeur comptable nette au 31 décembre 2021	15 805	11 072	13 597	40 474
Regroupement d'entreprises (note 4)	(423)	2 984	(3 534)	(973)
Ajouts	-	-	993	993
Dessaisissement d'une filiale (note 4)	-	-	(66)	(66)
Amortissement	(742)	(1 251)	(1 320)	(3 313)
Dépréciation	(5 123)	-	(263)	(5 386)
Incidence des variations du taux de change	-	(37)	(129)	(166)
Valeur comptable nette au 31 décembre 2022	9 517	12 768	9 278	31 563
Au 31 décembre 2021				
Coût	15 971	12 077	19 799	47 847
Cumul des amortissements	(166)	(1 005)	(6 202)	(7 373)
Valeur comptable nette	15 805	11 072	13 597	40 474
Au 31 décembre 2022				
Coût	10 425	15 023	15 465	40 913
Cumul des amortissements	(908)	(2 255)	(6 187)	(9 350)
Valeur comptable nette	9 517	12 768	9 278	31 563

En 2022, la Société a comptabilisé, pour le secteur Semiconducteurs spécialisés, un montant de 5 386 \$ au titre de la dépréciation de ses actifs non courants afin de refléter l'évaluation de la valeur comptable des immobilisations incorporelles touchées par l'invasion de l'Ukraine par la Russie, plus précisément en ce qui a trait aux clients établis en Russie. Les hypothèses initiales de la Société relatives à l'échéancier des flux de trésorerie futurs provenant de ces clients ne peuvent plus être justifiées, compte tenu de l'incertitude liée aux récentes sanctions internationales contre la Russie et de la durée indéterminée du conflit. Les charges de dépréciation sont comptabilisées dans les autres charges à l'état du résultat net consolidé.

Au 31 décembre 2022, les immobilisations incorporelles non encore amorties du fait qu'elles n'étaient pas encore prêtes en vue de leur utilisation prévue s'élevaient à 812 \$ (1 963 \$ en 2021). Les frais de développement, qui comprennent des coûts inscrits à l'actif de 10 798 \$ (14 367 \$ en 2021), ont trait essentiellement aux immobilisations incorporelles générées en interne.

11. Goodwill

	2022	2021
	\$	\$
Valeur comptable nette au 31 décembre 2021	13 841	-
Regroupement d'entreprises (note 4)	(2 016)	13 841
Valeur comptable nette au 31 décembre 2022	11 825	13 841

Le goodwill comptabilisé dans le cadre de l'acquisition d'AZUR le 5 novembre 2021 est affecté au secteur Semiconducteurs spécialisés. Aux fins du test de dépréciation annuel du goodwill de la Société, AZUR est considérée comme une UGT à part entière. À la lumière des résultats obtenus, il a été déterminé qu'il n'était pas nécessaire de comptabiliser de perte de valeur. La valeur recouvrable a été établie à partir de la valeur d'utilité de l'UGT, calculée au moyen de la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie.

Les principales hypothèses utilisées pour cette méthode sont décrites ci-après :

- Flux de trésorerie : Les flux de trésorerie estimatifs ont été projetés d'après les résultats d'exploitation réels de sources internes, en tenant compte des tendances du secteur et du marché. Pour les trois premières années de la période de projection de cinq ans, les prévisions ont été établies par la direction. Pour la période de deux ans restante, les flux de trésorerie ont été calculés au moyen du taux de croissance annuel composé des produits de 2017 à 2022.
- Taux de croissance final : Un taux de croissance final de 5,0 %, établi d'après les attentes du secteur et les tendances du marché, a été utilisé pour extrapoler les projections de la Société.
- Taux d'actualisation : Les flux de trésorerie sont actualisés au moyen d'un taux d'actualisation avant impôt estimé en fonction du coût moyen pondéré du capital historique pour le secteur. Le taux d'actualisation utilisé était de 9,9 %.

12. Autres actifs

	2022	2021
	\$	\$
Coûts différés	777	305
Placement en instruments de capitaux propres	2 000	2 000
Placement affecté et autres	623	717
Total des autres actifs	3 400	3 022

En janvier 2021, la Société a acquis une participation minoritaire dans Microbion Corporation (Microbion) en contrepartie d'un montant de 2 000 \$.

La Société détient également un placement affecté de 620 \$ (713 \$ en 2021), qui est évalué à la juste valeur par le biais du résultat net.

13. Dettes fournisseurs et charges à payer

	2022	2021
	\$	\$
Dettes fournisseurs	14 281	22 116
Charges à payer ¹⁾	17 440	15 334
Contrepartie à payer (note 4)	8 479	9 004
Total des dettes fournisseurs et charges à payer	40 200	46 454

¹⁾ Au 31 décembre 2022, il n'y avait plus rien à payer sur le montant de 258 \$ comptabilisé au titre des charges à payer au 31 décembre 2021. Des charges à payer de 2 869 \$ ont été comptabilisées en 2022, et il restait 2 675 \$ de ce montant à payer au 31 décembre 2022.

Notes des états financiers consolidés

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

14. Dette à long terme

	2022	2021
	\$	\$
Facilité renouvelable garantie de premier rang de 124 000 \$ auprès d'un syndicat bancaire, échéant en avril 2026	96 000	91 000
Prêt subordonné à terme, échéant en mars 2024	25 000	25 000
	121 000	116 000
Moins la partie courante de la dette à long terme	-	-
	121 000	116 000

Facilité renouvelable garantie de premier rang

En juin 2022, la Société a conclu une facilité de crédit multidevise renouvelable garantie de premier rang de 124 000 \$ échéant en avril 2026 pour remplacer sa facilité renouvelable garantie de premier rang de 124 000 \$ échéant en avril 2023. En tout temps, la Société peut demander que la facilité de crédit soit augmentée en vertu d'une clause accordéon prévoyant un montant additionnel de 30 000 \$, sous réserve de l'examen et de l'approbation des prêteurs. Des emprunts en dollars américains, en dollars canadiens ou en dollars de Hong Kong (à hauteur de 4 000 \$) peuvent être effectués aux termes de cette facilité de crédit renouvelable. Les emprunts portent intérêt au taux préférentiel du Canada, au taux de base des États-Unis, au taux de base de Hong Kong ou au taux SOFR majoré d'une marge fondée sur le ratio dette nette de premier rang/BAIIA consolidé de la Société. En vertu des modalités de sa facilité de crédit, la Société doit respecter certaines clauses restrictives ayant trait aux ratios financiers. Au 31 décembre 2022, la Société respectait toutes les clauses restrictives.

Prêt subordonné à terme

En février 2019, un prêt subordonné à terme d'une durée de cinq ans a été consenti à la Société par Investissement Québec. Le prêt a été déboursé en deux tranches, soit 5 000 \$ le 6 février 2019 et 20 000 \$ le 22 mars 2019. Les deux tranches du prêt à terme portent intérêt à un taux correspondant au taux de swap sur cinq ans, libellé en dollars américains, majoré d'une marge de 4,19 %, soit respectivement 6,82 % et 6,64 %. En vertu des modalités du prêt, la Société doit respecter certaines clauses restrictives ayant trait aux ratios financiers. Au 31 décembre 2022, la Société respectait toutes les clauses restrictives.

15. Obligations au titre des régimes d'avantages du personnel

La Société a établi deux régimes de retraite à prestations définies en Allemagne, fondés sur le salaire ouvrant droit à pension et le nombre d'années de service.

Régime à prestations définies non capitalisé

Un engagement d'avantages directs a été donné aux anciens directeurs généraux et directeurs principaux. Un engagement d'avantages indirects a été donné aux membres du personnel par l'entremise d'Unterstützungseinrichtung der HEK GmbH e.V. Les engagements ont été donnés aux membres du personnel entrés en fonction le 31 décembre 1993 ou avant cette date.

Régime à prestations définies capitalisé

Les obligations au titre des prestations de retraite sont associées à un fonds de pension en vertu duquel un engagement en ce qui a trait à la pension de vieillesse, d'invalidité et de survivants a été donné aux directeurs et aux membres du personnel entrés en fonction le 31 décembre 2007 ou avant cette date. Les droits à prestations sont déterminés par la loi sur les régimes de retraite des employeurs (*Gesetz über die Verbesserung der betrieblichen Altersversorgung*). Le régime de retraite est entièrement capitalisé par l'entremise de deux fonds de stratégies à rendement absolu détenus auprès de Generali Pensionsfond AG. Ces fonds de placement sont cotés sur des marchés actifs.

	2022	2021
	\$	\$
Juste valeur des actifs des régimes	2 363	3 069
Valeur actualisée de l'obligation capitalisée	3 425	5 575
Valeur actualisée de l'obligation capitalisée, montant net	1 062	2 506
Valeur actualisée de l'obligation non capitalisée	10 581	14 725
Valeur actualisée des obligations, montant net	11 643	17 231

Les variations des obligations au titre des prestations définies se présentent comme suit :

	2022			2021		
	Non capitalisées	Capitalisées	Total	Non capitalisées	Capitalisées	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Début de l'exercice	14 725	5 575	20 300	17 202	-	17 202
Regroupement d'entreprises (note 4)	-	-	-	-	5 782	5 782
Coût des services rendus au cours de l'exercice	58	-	58	89	-	89
Coût financier	165	63	228	147	10	157
Incidence des variations du taux de change	(862)	(350)	(1 212)	(1 308)	(93)	(1 401)
Prestations versées	(655)	(177)	(832)	(722)	(34)	(756)
Écarts actuariels	(2 850)	(1 686)	(4 536)	(683)	(90)	(773)
Fin de l'exercice	10 581	3 425	14 006	14 725	5 575	20 300

Les variations des actifs des régimes se présentent comme suit :

	2022	2021
	\$	\$
Début de l'exercice	3 069	-
Regroupement d'entreprises (note 4)	-	3 109
Produits d'intérêts	34	5
Rendement des actifs des régimes, à l'exclusion des montants inclus dans les produits d'intérêts	(377)	41
Prestations de retraite versées	(177)	(34)
Incidence des variations du taux de change	(186)	(52)
Fin de l'exercice	2 363	3 069

Notes des états financiers consolidés

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

Les principales hypothèses actuarielles aux 31 décembre 2022 et 2021 se présentent comme suit :

	2022		2021	
	Non capitalisées	Capitalisées	Non capitalisées	Capitalisées
Taux d'actualisation	4,2 %	4,2 %	1,2 %	1,2 %
Taux de croissance des salaires	2,5 %	2,5 %	2,0 %	2,0 %
Taux de croissance des retraites	2,3 %	2,0 %	1,8 %	2,0 %

Les hypothèses relatives à la mortalité reposent sur les tables de mortalité intitulées « Richttafeln 2018 G » du professeur Klaus Heubeck, qui sont utilisées comme données biométriques de base selon l'âge anticipé de la retraite conformément à la loi *RV-Altersgrenzenanpassungsgesetz* datée du 20 avril 2007 pour le régime à prestations définies non capitalisé et selon l'âge anticipé de la retraite établi à 65 ans pour le régime à prestations définies capitalisé.

La sensibilité des obligations au titre des prestations définies aux variations des hypothèses est présentée ci-dessous. L'incidence sur chaque régime de la variation d'une hypothèse est pondérée proportionnellement au total des obligations de retraite pour établir l'incidence totale de chaque hypothèse présentée.

Incidence sur les obligations au titre des prestations définies

	Variation de l'hypothèse		Augmentation de l'hypothèse		Diminution de l'hypothèse	
	Non capitalisées	Capitalisées	Non capitalisées	Capitalisées	Non capitalisées	Capitalisées
	Taux d'actualisation	0,50 %	0,50 %	(4,93) %	(5,77) %	5,40 %
Taux de croissance des salaires	0,50 %	0,50 %	0,26 %	- %	(0,26) %	- %
Taux de croissance des retraites	0,50 %	0,50 %	4,38 %	5,12 %	(4,07) %	(4,74) %

	Augmentation de l'hypothèse de 1 an		Diminution de l'hypothèse de 1 an	
	Non capitalisées	Capitalisées	Non capitalisées	Capitalisées
	Espérance de vie	3,77 %	3,21 %	(3,35) %

La durée moyenne pondérée des obligations au titre des prestations définies capitalisées et non capitalisées est respectivement de 10,29 ans et 12,10 ans (13,03 ans et 16,13 ans en 2021).

Du fait de ses régimes de retraite à prestations définies, la Société est exposée à un certain nombre de risques, dont les plus importants sont décrits ci-après.

La Société est principalement exposée aux risques liés à l'économie et à la démographie, tels que l'inflation des salaires et les variations de l'espérance de vie, tout particulièrement en ce qui a trait à ses obligations au titre des régimes d'avantages du personnel. Ces obligations consistent à fournir des avantages pour la durée de vie des bénéficiaires. Par conséquent, si l'espérance de vie augmente, les passifs de ces régimes augmenteront aussi. Ces obligations dépendent aussi du taux d'actualisation.

Les actifs du régime de retraite à prestations définies sont investis pour pouvoir satisfaire aux obligations au titre des régimes de retraite capitalisées. La capacité de la Société à acquitter les obligations des régimes d'avantages du personnel au moyen des actifs des régimes est tributaire du risque de marché, comme le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. Le risque de crédit a également une incidence sur les actifs des régimes, car ils sont en partie composés de placements dans des obligations. Un défaut de la part de l'émetteur d'une obligation aurait pour effet de diminuer les actifs des régimes et la Société aurait, de ce fait, plus de difficulté à respecter les obligations des régimes d'avantages du personnel.

L'analyse des échéances prévues du passif au titre des prestations définies non actualisé se présente comme suit :

	2022			2021		
	Non capitalisées	Capitalisées	Total	Non capitalisées	Capitalisées	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Moins de 1 an	676	186	862	693	189	882
De 1 an à 5 ans	2 796	786	3 582	2 794	806	3 600
Plus de 5 ans	14 140	5 378	19 518	13 954	5 887	19 841
Total	17 612	6 350	23 962	17 441	6 882	24 323

Les cotisations qui devraient être versées aux régimes de retraite pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2023 s'élèvent à 862 \$.

16. Produits différés

	2022	2021
	\$	\$
Partie courante des produits différés	11 730	10 394
Partie non courante des produits différés	2 354	-
Total des produits différés	14 084	10 394

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, les produits réalisés en lien avec le solde des produits différés au début de l'exercice se sont élevés à 5 605 \$ (2 016 \$ en 2021).

17. Autres passifs

	2022	2021
	\$	\$
Au début de l'exercice	1 255	195
Regroupement d'entreprises (note 4)	-	1 059
Dessaisissement d'une filiale (note 4)	(195)	-
Augmentation des passifs	1 140	19
Incidence des variations du taux de change	(59)	(18)
À la fin de l'exercice	2 141	1 255

Notes des états financiers consolidés

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

18. Impôt sur le résultat

	2022	2021
	\$	\$
Impôt exigible :		
Impôt exigible pour l'exercice	7 213	5 309
Ajustement au titre des estimations des exercices antérieurs	(348)	271
Total de l'impôt exigible	6 865	5 580
Impôt différé :		
Comptabilisation et résorption des différences temporaires	(2 446)	826
Ajustement au titre des estimations des exercices antérieurs	292	(776)
Total de l'impôt différé	(2 154)	50
Charge d'impôt	4 711	5 630

Le tableau qui suit présente un rapprochement de l'impôt sur le résultat, calculé selon les taux d'impôt prévus par la loi au Canada, et de l'impôt sur le résultat comme présenté :

	2022	2021
	\$	\$
Résultat avant impôt sur le résultat	(18 288)	8 740
Taux d'impôt prévu par la loi au Canada	26,5 %	26,5 %
Impôt sur le résultat au taux prévu par la loi au Canada	(4 846)	2 316
Augmentation (diminution) découlant des éléments suivants :		
Pertes non comptabilisées reportées en avant	3 268	553
Charge non déductible (profit non imposable) à des fins fiscales	3 670	622
Écart de change non déductible (non imposable)	1 868	1 599
Effet de l'écart entre les taux d'impôt étrangers et les taux d'impôt au Canada	299	1 048
Retenues d'impôt sur les dividendes de groupe	522	-
Ajustement au titre des estimations des exercices antérieurs	(56)	(505)
Autre	(14)	(3)
Charge d'impôt	4 711	5 630

Pour la Société, le taux d'impôt applicable prévu par la loi au Canada correspond aux taux combinés canadiens applicables à la compétence fiscale dont dépend la Société dans l'exercice de ses activités.

Les variations des montants d'impôt différé se présentent comme suit :

	2022	2021
	\$	\$
Début de l'exercice	(638)	6 789
Regroupement d'entreprises	(1 071)	(7 094)
Impôt lié à des composantes des autres éléments du résultat global	(1 300)	(256)
Recouvrement (charge) comptabilisé dans l'état du résultat net consolidé	2 154	(50)
Incidence des variations du taux de change	(102)	(27)
Fin de l'exercice	(957)	(638)

Les variations des actifs et des passifs d'impôt différé au cours de l'exercice, compte non tenu de la compensation des soldes au sein d'une même compétence fiscale, se présentent comme suit :

Actifs d'impôt différé	Immobilisations corporelles		Immobilisations incorporelles		Perte reportée en avant	Obligation au titre des prestations de retraite		Divers	Total	Compensation par compétence fiscale	
	\$		\$			\$				\$	
Au 31 décembre 2020	1 675	1 058	307	35	4 360	1 105	8 540	1 105	8 540	(1 751)	6 789
Regroupement d'entreprises (note 4)	-	-	-	1 660	816	-	2 476	-	2 476	-	-
(Charge) recouvrement comptabilisé dans l'état du résultat net consolidé	(767)	(634)	-	2 181	(461)	(245)	74	(245)	74	-	-
Recouvrement comptabilisé dans le résultat global	-	-	-	-	(256)	-	(256)	-	(256)	-	-
Incidence des variations du taux de change	-	-	-	-	-	(27)	(27)	-	(27)	-	-
Au 31 décembre 2021	908	424	307	3 876	4 459	833	10 807	833	10 807	(3 800)	7 007
Dessalement d'une filiale (note 4)	-	-	-	(274)	-	(49)	(323)	(49)	(323)	-	-
(Charge) recouvrement comptabilisé dans l'état du résultat net consolidé	(120)	969	-	(789)	(379)	264	(55)	264	(55)	-	-
Recouvrement comptabilisé dans le résultat global	-	-	-	-	(1 300)	-	(1 300)	-	(1 300)	-	-
Incidence des variations du taux de change	-	-	-	-	-	(102)	(102)	(102)	(102)	-	-
Au 31 décembre 2022	788	1 393	307	2 813	2 780	946	9 027	946	9 027	(3 025)	6 002

Passifs d'impôt différé	Immobilisations corporelles		Immobilisations incorporelles		Stocks	Immobilisations incorporelles		Divers	Total	Compensation par compétence fiscale	
	\$		\$			\$				\$	
Au 31 décembre 2020	1 145	-	566	40	1 751	-	1 751	40	1 751	(1 751)	-
Regroupement d'entreprises (note 4)	-	-	9 570	-	9 570	-	9 570	-	9 570	-	-
Charge (recouvrement) comptabilisé dans l'état du résultat net consolidé	(260)	-	(68)	26	124	426	(68)	26	124	-	-
Au 31 décembre 2021	885	426	10 068	66	11 445	426	10 068	66	11 445	(3 800)	7 645
Regroupement d'entreprises (note 4)	-	-	1 071	-	1 071	-	1 071	-	1 071	-	-
Dessalement d'une filiale (note 4)	(257)	(66)	-	-	(323)	(66)	-	-	(323)	-	-
Charge (recouvrement) comptabilisé dans l'état du résultat net consolidé	198	(347)	(2 155)	95	(2 209)	(347)	(2 155)	95	(2 209)	-	-
Au 31 décembre 2022	826	13	8 984	161	9 984	13	8 984	161	9 984	(3 025)	6 959

Notes des états financiers consolidés

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

Des actifs d'impôt différé de néant (3 161 \$ en 2021), inclus à l'état de la situation financière consolidé, reposent sur les bénéfiques imposables futurs projetés pour les entités qui ont subi une perte au cours de la période considérée.

Aucun passif d'impôt différé relatif aux retenues d'impôt et aux impôts qui seraient payables sur le résultat non distribué de certaines filiales n'a été comptabilisé. Ces montants sont toujours réinvestis. Le résultat non distribué s'élevait au total à 43 260 \$ au 31 décembre 2022 (41 329 \$ en 2021).

Au 31 décembre 2022, les pertes fiscales d'exploitation de la Société pouvant être reportées en avant et pour lesquelles aucune économie d'impôt différé n'a été comptabilisée sont les suivantes :

	\$	Échéance
Belgique	14 956	Aucune limite
États-Unis	35 193	Aucune limite
Hong Kong	8 992	Aucune limite
Chine	713	2023-2027

Au 31 décembre 2022, la Société comptait d'autres différences temporaires déductibles de 440 \$ à l'égard desquelles aucune économie d'impôt différé n'a été comptabilisée (375 \$ en 2021).

19. Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur d'un instrument financier est établie en fonction des informations disponibles sur le marché à la date de clôture. Lorsqu'il n'existe aucun marché actif pour un instrument financier, la Société a recours aux méthodes d'évaluation décrites ci-après pour déterminer la juste valeur de l'instrument. Pour formuler les hypothèses qu'exige un modèle d'évaluation, la Société s'appuie principalement sur des facteurs de marché externes faciles à observer. Les hypothèses ou les facteurs qui ne sont pas fondés sur des données de marché observables intègrent les meilleures estimations faites par la Société des hypothèses posées par les intervenants du marché, et ils sont utilisés en l'absence de données externes. Le risque de crédit de l'autre partie et le risque de crédit propre à la Société ont été pris en compte dans l'estimation de la juste valeur de tous les actifs financiers et passifs financiers.

Les hypothèses et méthodes d'évaluation ci-après ont été utilisées pour estimer la juste valeur des instruments financiers :

- la juste valeur de ses actifs financiers et de ses passifs financiers à court terme, notamment la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les créances, la trésorerie détenue en mains tierces ainsi que les dettes fournisseurs et charges à payer, se rapprochait de leur valeur comptable en raison de l'échéance à court terme de ces instruments;
- la juste valeur de son placement en instruments de capitaux propres est calculée en utilisant des données d'entrée non observables importantes, qui représentent la meilleure information disponible;
- la juste valeur de son placement affecté est calculée en utilisant l'espérance de vie prévue, la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés et les taux d'actualisation estimés. Les hypothèses sont fondées sur les conditions du marché en vigueur à chaque date de clôture;
- la juste valeur des instruments dérivés, qui comprennent la convention de dépôt indexé et le swap de taux d'intérêt, est calculée à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs prévus selon une courbe de rendement des taux d'intérêt appropriée, le taux de change et le cours de l'action. Les hypothèses sont fondées sur les conditions du marché en vigueur à chaque date de clôture. Les instruments dérivés tiennent compte du montant estimé que la Société recevra ou aura à payer pour régler les contrats à la date de clôture; et
- la juste valeur de la dette à long terme est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés et calculée au moyen du taux d'intérêt en vigueur pour des instruments assortis de modalités et de durées résiduelles similaires.

Le tableau suivant présente la valeur comptable des instruments financiers, qui se rapproche de leur juste valeur, par catégorie, aux 31 décembre 2022 et 2021 :

Au 31 décembre 2022	Valeur comptable			
	À la juste valeur par le biais du résultat net	Au coût amorti	Passifs financiers au coût amorti	Total
	\$	\$	\$	\$
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	42 691	-	42 691
Créances	-	32 872	-	32 872
Autres actifs courants	5 517	10 613	-	16 130
Autres actifs non courants	2 620	-	-	2 620
Total	8 137	86 176	-	94 313
Passifs financiers				
Dettes fournisseurs et charges à payer	-	-	40 200	40 200
Dettes à long terme	-	-	121 000	121 000
Total	-	-	161 200	161 200
Au 31 décembre 2021	Valeur comptable			
	À la juste valeur par le biais du résultat net	Au coût amorti	Passifs financiers au coût amorti	Total
	\$	\$	\$	\$
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	35 940	-	35 940
Créances	-	42 098	-	42 098
Autres actifs courants	4 819	9 004	-	13 823
Autres actifs non courants	2 713	-	-	2 713
Total	7 532	87 042	-	94 574
Passifs financiers				
Dettes fournisseurs et charges à payer	-	-	46 454	46 454
Dettes à long terme	-	-	116 000	116 000
Passifs financiers dérivés	109	-	-	109
Total	109	-	162 454	162 563

Hiérarchie de la juste valeur

La hiérarchie de la juste valeur reflète l'importance des données utilisées pour les évaluations, et ses niveaux se présentent comme suit :

- Niveau 1 : prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;
- Niveau 2 : données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou pour le passif concerné, soit directement (sous forme de prix), soit indirectement (déterminées à partir de prix); et
- Niveau 3 : données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas basées sur des données observables de marché (données non observables).

Notes des états financiers consolidés

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

Le tableau qui suit présente les instruments financiers, par niveau, évalués à la juste valeur dans l'état de la situation financière consolidé :

Au 31 décembre 2022	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
	\$	\$	\$
Actifs financiers			
À la juste valeur par le biais du résultat net			
Convention de dépôt indexé (note 7)	-	5 517	-
Placement en instruments de capitaux propres (note 12)	-	-	2 000
Placement affecté (note 12)	-	-	620
Total	-	5 517	2 620

Au 31 décembre 2021	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
	\$	\$	\$
Actifs (passifs) financiers			
À la juste valeur par le biais du résultat net			
Convention de dépôt indexé (note 7)	-	4 819	-
Placement en instruments de capitaux propres (note 12)	-	-	2 000
Placement affecté (note 12)	-	-	713
Swap de taux d'intérêt (note 14) ¹	-	(109)	-
Total	-	4 710	2 713

¹ En février 2020, la Société a conclu, avec une grande institution financière canadienne, un swap de taux d'intérêt, qui est venu à échéance en avril 2022, en vue de réduire l'exposition de ses charges financières aux fluctuations du taux LIBOR sur une tranche de sa facilité de crédit (note 14). Aux termes de ce swap de taux d'intérêt, la Société a échangé des paiements d'intérêts. Selon les modalités du swap, à chaque date de paiement de l'intérêt, la Société recevait ou payait un montant net correspondant à la différence entre le taux fixe de 1,435 % et son taux LIBOR appliquée à un montant nominal de 25 000 \$.

20. Secteurs opérationnels

Les tableaux qui suivent présentent les informations examinées par le principal décideur opérationnel de la Société pour l'évaluation de la performance :

	2022	2021
	\$	\$
Semiconducteurs spécialisés	121 918	70 655
Matériaux de haute performance	142 305	139 335
Total des produits	264 223	209 990
Semiconducteurs spécialisés	24 318	18 817
Matériaux de haute performance	17 277	18 957
Siège social et montants non affectés	(11 567)	(9 535)
BAIIA ajusté¹	30 028	28 239
Intérêt sur la dette à long terme, intérêts théoriques et autres charges d'intérêts	5 192	3 713
Charge de rémunération à base d'actions	999	689
Coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration (note 29)	3 823	2 144
Pertes de change et au titre de dérivés	42	418
Dépréciation des actifs non courants (note 29)	12 478	-
Perte sur le dessaisissement d'une filiale (notes 4 et 29)	7 834	-
Perte sur la sortie d'actifs détenus en vue de la vente (note 8)	216	-
Amortissement	17 732	12 535
Résultat avant impôt sur le résultat	(18 288)	8 740

¹ Résultat avant impôt sur le résultat, amortissement, dépréciation des actifs non courants, charge de rémunération à base d'actions, perte sur la sortie d'actifs détenus en vue de la vente, perte sur le dessaisissement d'une filiale, coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration et charges financières.

Dépenses en immobilisations	2022	2021
	\$	\$
Semiconducteurs spécialisés	10 038	595
Matériaux de haute performance	5 944	4 790
Siège social et montants non affectés	80	-
Total	16 062	5 385

Actifs excluant les actifs d'impôt différé	2022	2021
	\$	\$
Semiconducteurs spécialisés	180 473	189 022
Matériaux de haute performance	129 901	146 111
Siège social et montants non affectés	31 609	31 450
Total	341 983	366 583

La répartition géographique des produits de la Société en fonction de l'emplacement des clients de cette dernière pour les exercices clos les 31 décembre 2022 et 2021 ainsi que les actifs non courants identifiables aux 31 décembre 2022 et 2021 sont résumés dans les tableaux suivants :

Produits	2022	2021
	\$	\$
Asie		
Chine	10 815	10 531
Japon	4 453	4 545
Autres ¹	27 139	24 056
Amériques		
États-Unis	95 517	66 077
Autres	19 911	19 206
Europe		
Allemagne	41 314	29 738
Belgique	7 276	11 229
Pays-Bas	9 604	9 945
France	13 831	6 285
Autres ¹	29 587	23 931
Autre	4 776	4 447
Total	264 223	209 990

¹⁾ Aucun n'excédant 10 %.

Actifs non courants (excluant les actifs d'impôt différé)	2022	2021
	\$	\$
Asie	3 411	7 850
États-Unis	13 590	12 836
Canada	29 156	25 176
Europe		
Belgique	-	8 631
Allemagne	108 664	116 568
Total	154 821	171 061

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, un client représentait environ 17 % (19 % en 2021) des produits, dont 14 % (13 % en 2021) étaient inclus dans le secteur Semiconducteurs spécialisés et 3 % (6 % en 2021), dans le secteur Matériaux de haute performance.

Notes des états financiers consolidés

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

21. Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie

a) La ventilation de la variation nette des éléments du fonds de roulement hors trésorerie liés à l'exploitation est la suivante :

	2022	2021
	\$	\$
Diminution (augmentation) des actifs :		
Créances	5 364	(3 649)
Stocks	2 435	(6 993)
Impôt sur le résultat à recevoir	(437)	386
Autres actifs courants	(427)	(9 560)
(Diminution) augmentation des passifs :		
Dettes fournisseurs et charges à payer	(1 691)	6 604
Impôt sur le résultat à payer	3 169	2 287
Produits différés	1 830	4 642
Variation nette	10 243	(6 283)

b) Le rapprochement des actifs/passifs découlant des activités de financement se présente comme suit :

	Variations hors trésorerie						31 décembre 2022
	31 décembre 2021	Flux de trésorerie	Intérêts théoriques	Fluctuation du taux de change	Variations de la juste valeur	Fonds de roulement hors trésorerie	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Dettes à long terme	116 000	5 000	-	-	-	-	121 000
Swap de taux d'intérêt	109	-	-	-	(109)	-	-
Obligations locatives	32 640	(2 999)	605	(1 617)	-	1 773 ¹	30 402
Total du passif net découlant des activités de financement	148 749	2 001	605	(1 617)	(109)	1 773	151 402

	Variations hors trésorerie						31 décembre 2021
	31 décembre 2020	Flux de trésorerie	Intérêts théoriques	Fluctuation du taux de change	Variations de la juste valeur	Fonds de roulement hors trésorerie	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Dettes à long terme	50 109	38 495 ¹	-	-	-	27 396 ²	116 000
Swap de taux d'intérêt	439	-	-	-	(330)	-	109
Obligations locatives	5 358	(1 872)	336	(459)	-	29 277 ¹	32 640
Total du passif net découlant des activités de financement	55 906	36 623	336	(459)	(330)	56 673	148 749

¹⁾ Comprend un montant de (938 \$) en 2022 et un montant de 21 626 \$ en 2021 faisant suite à l'acquisition d'AZUR (note 4).

²⁾ Comprend un montant de 27 396 \$ faisant suite à l'acquisition d'AZUR et qui a été remboursé en totalité le 5 novembre 2021 (note 4).

c) Les opérations suivantes sont soit exclues des tableaux des flux de trésorerie consolidés, soit incluses dans ceux-ci :

	2022	2021
	\$	\$
Exclusion des ajouts impayés à la fin de l'exercice :		
Ajouts d'immobilisations corporelles	2 329	3 095
Inclusion des ajouts impayés au début de l'exercice :		
Ajouts d'immobilisations corporelles	3 095	775
Exclusion de l'émission d'actions en lien avec l'acquisition d'AZUR (note 4)	-	14 249

22. Capital-actions

Autorisé :

- un nombre illimité d'actions ordinaires, participantes et sans valeur nominale, comportant un droit de vote par action; et
- un nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises en une ou plusieurs séries, dont les conditions, les restrictions et les privilèges particuliers doivent être déterminés, pour chaque catégorie d'actions, par le conseil d'administration. Aux 31 décembre 2022 et 2021, aucune action privilégiée n'avait été émise.

Le 5 novembre 2021, dans le cadre de l'acquisition d'AZUR (note 4), la Société a émis 6 500 000 actions ordinaires à un prix moyen de 1,90 \$ pour financer l'acquisition.

Le 5 mars 2020, la TSX a approuvé l'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités de la Société, dans le cadre de laquelle la Société avait le droit de racheter aux fins d'annulation jusqu'à 2 000 000 d'actions ordinaires du 9 mars 2020 au 8 mars 2021.

Au cours de l'exercice 2021, la Société a racheté et annulé 249 572 actions ordinaires à un prix moyen de 3,24 \$ pour un montant total de 809 \$. Un montant de 17 \$ a été comptabilisé en diminution du capital-actions, et le solde de 792 \$ a été inscrit dans le compte de déficit.

23. Résultat par action

Le tableau qui suit présente le rapprochement des numérateurs et des dénominateurs utilisés pour le calcul du résultat de base et dilué par action :

Numérateurs	2022	2021
	\$	\$
Résultat net pour l'exercice	(22 999)	3 110
Dénominateurs	2022	2021
Nombre moyen pondéré d'actions – de base	88 330 236	82 636 023
Effet dilutif :		
Options sur actions	-	151 297
Nombre moyen pondéré d'actions – dilué	88 330 236	82 787 320

Au 31 décembre 2022, 1 598 938 options sur actions au total étaient exclues du nombre moyen pondéré d'actions – dilué, à cause de leur effet antidilutif en raison de la perte nette pour l'exercice.

Au 31 décembre 2021, 79 152 options sur actions au total étaient exclues du nombre moyen pondéré d'actions – dilué, à cause de leur effet antidilutif en raison du cours de l'action de la Société.

Notes des états financiers consolidés

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

24. Rémunération à base d'actions

Régime d'unités d'actions restreintes et d'unités d'actions liées au rendement

Le 4 novembre 2015, la Société a adopté un nouveau régime d'unités d'actions restreintes et d'unités d'actions liées au rendement (le « régime ») pour remplacer le régime d'unités d'actions restreintes précédent, afin d'améliorer la capacité de la Société à attirer et à maintenir en poste les personnes les plus compétentes pour agir à titre d'employés, d'administrateurs ou de dirigeants de la Société et de ses entreprises liées et de promouvoir un meilleur alignement des intérêts entre ces employés, ces administrateurs, ces dirigeants et les actionnaires de la Société. Le régime permet à la Société d'attribuer aux participants admissibles : i) des unités d'actions restreintes fictives qui s'acquiescent au plus tard trois ans après la date d'attribution; et ii) des unités d'actions liées au rendement fictives qui s'acquiescent au terme de certaines périodes, d'au plus trois ans, et en fonction de l'atteinte de certains critères de rendement déterminés par le conseil d'administration. Ce type de régime prévoit le règlement des unités d'actions restreintes et des unités d'actions liées au rendement au comptant ou en actions ordinaires émises à même le capital autorisé de la Société, d'un montant équivalent au cours moyen pondéré en fonction du volume des actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto au cours des cinq jours de Bourse qui précèdent immédiatement la date d'acquisition des droits rattachés aux unités d'actions restreintes et aux unités d'actions liées au rendement.

Dans le cas d'un licenciement motivé par la Société ou d'une démission volontaire du participant avant la fin d'un cycle de rendement, toutes les unités d'actions restreintes et les unités d'actions liées au rendement seront immédiatement annulées par déchéance, à la date à laquelle le participant est informé de son licenciement ou démissionne.

Dans le cas d'une cessation d'emploi non motivée par la Société, par exemple, si le participant est considéré comme étant en congé d'invalidité à long terme ou si le participant prend sa retraite avant la fin d'un cycle de rendement, le nombre d'unités d'actions restreintes qui seront acquies à la date de la cessation d'emploi sera calculé au prorata en fonction du nombre de mois travaillés jusqu'à la fin du cycle de rendement et toutes les unités d'actions liées au rendement seront immédiatement annulées par déchéance.

Dans le cas du décès du participant avant la fin d'un cycle de rendement, le nombre d'unités d'actions restreintes qui seront acquies sera calculé au prorata en fonction du nombre de mois travaillés jusqu'à la fin de l'exercice précédant le décès du participant et toutes les unités d'actions liées au rendement seront immédiatement annulées par déchéance.

Le nombre maximum d'actions ordinaires pouvant être émises selon le régime s'élève à 5 000 000. Les actions ordinaires relatives aux unités d'actions restreintes et aux unités d'actions liées au rendement devant être réglées au moyen de l'émission d'actions ordinaires, mais qui ont fait l'objet d'une renonciation ou qui ont été annulées ou réglées au comptant, doivent être disponibles pour les unités d'actions restreintes et les unités d'actions liées au rendement pouvant être attribuées par la suite aux termes de ce régime. Aucune unité d'actions restreinte ou unité d'actions liée au rendement devant être réglée au moyen de l'émission d'actions ordinaires ne peut être attribuée à un participant sauf si le nombre d'actions ordinaires : a) émises à des « initiés » au cours d'une période de un an donnée; et b) pouvant être émises à des « initiés » en tout temps aux termes du régime, ou en combinaison avec d'autres régimes de rémunération fondés sur des actions de la Société, ne peut dépasser 10 % du nombre total des actions ordinaires émises et en circulation.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, dans le cadre du régime, la Société a attribué 95 881 unités d'actions restreintes (164 412 pour 2021), elle en a réglé 146 549 (413 710 pour 2021) et 13 110 unités d'actions restreintes ont été annulées par déchéance (143 851 pour 2021). Au 31 décembre 2022, 278 481 unités d'actions restreintes étaient en cours (342 259 pour 2021) dans le cadre du régime.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, la Société n'a attribué aucune unité d'action liée au rendement (aucune pour 2021), elle n'en a réglé aucune (166 700 pour 2021) et 200 000 unités d'actions liées au rendement ont été annulées (230 000 en 2021). Au 31 décembre 2022, aucune unité d'action liée au rendement n'était en cours (200 000 pour 2021).

Régime de droits à l'appréciation d'actions

Le 7 juin 2010, la Société a adopté un régime d'unités d'actions restreintes à l'intention des employés étrangers, qui a été légèrement modifié le 7 novembre 2012 par la Société et est devenu un régime de droits à l'appréciation d'actions qui permet à la Société d'attribuer aux administrateurs, aux membres de la direction et aux employés étrangers qui y sont admissibles des options sur actions fictives. Les droits à l'appréciation d'actions ont généralement une durée de six ans et s'acquièrent de façon égale sur une période de quatre ans à raison de 25 % par année à compter de l'exercice suivant la date d'attribution des droits à l'appréciation d'actions. Le montant versé en trésorerie est égal à la somme des différences positives entre le cours moyen pondéré selon le volume des actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto au cours des vingt (20) jours de Bourse qui précèdent immédiatement la date d'exercice et le prix d'attribution de chaque droit à l'appréciation d'actions racheté.

Les variations des obligations de paiement de la Société découlant des variations de la valeur de marché des actions ordinaires à la Bourse de Toronto sont passées en charges à la fin de chaque période. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, la Société a attribué 171 025 droits à l'appréciation d'actions (1 116 244 pour 2021), elle en a réglé 200 000 (364 499 pour 2021), et 377 500 ont été annulés par déchéance (678 813 pour 2021). Au 31 décembre 2022, 924 157 droits à l'appréciation d'actions étaient en cours (1 330 632 en 2021).

Régime d'unités d'actions différées

Le 7 mai 2014, la Société a adopté un régime d'unités d'actions différées, qui permet à la Société d'attribuer des unités d'actions fictives à des administrateurs et à des membres de la direction et employés clés désignés par le conseil, afin d'améliorer la capacité de la Société à attirer et à garder des personnes possédant la meilleure combinaison de compétences et d'expérience pour siéger au conseil d'administration de la Société ou pour intégrer l'équipe de direction. À moins que le conseil d'administration juge approprié d'en décider autrement, les unités d'actions différées s'acquièrent en totalité à leur date d'attribution et sont payables au comptant à la date à laquelle l'administrateur cesse d'occuper ses fonctions ou à la date de cessation d'emploi du dirigeant ou de l'employé. Le montant versé au comptant est égal au cours moyen pondéré selon le volume des actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto au cours des vingt (20) jours de Bourse qui précèdent immédiatement la date de paiement des unités d'actions différées.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, la Société a attribué 476 152 unités d'actions différées (220 073 pour 2021) et elle en a réglé 348 277 (650 000 pour 2021). Au 31 décembre 2022, 1 702 843 unités d'actions différées étaient en cours (1 574 968 en 2021).

Régime d'options d'achat d'actions

Le 11 avril 2011, la Société a adopté un nouveau régime d'options d'achat d'actions en remplacement de l'ancien régime (l'« ancien régime ») qui avait été adopté en octobre 2007. Les conditions des deux régimes sont les mêmes, sauf que le nombre maximum d'options attribuées ne peut dépasser 5 000 000 dans le nouveau régime. Le nombre total d'actions pouvant être émises à l'exercice des options attribuées en vertu de l'ancien régime ne pouvait dépasser 10 % de l'ensemble des actions émises de la Société au moment de l'attribution des options. Les options attribuées en vertu du régime d'options d'achat d'actions peuvent être exercées pendant une période d'au plus dix ans à compter de la date d'attribution. Les options sur actions en cours au 31 décembre 2022 peuvent être exercées pendant une période d'au plus six ans à compter de la date d'attribution. À moins que le conseil d'administration juge approprié d'en décider autrement, les droits aux options s'acquièrent à un taux annuel de 25 % (100 % pour les administrateurs), à compter du premier anniversaire de leur attribution. Les options qui ne sont pas exercées expirent un mois après la date à laquelle le bénéficiaire cesse d'être employé, administrateur ou dirigeant de la Société, et après un an pour les administrateurs retraités.

Notes des états financiers consolidés

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

Le tableau suivant présente de l'information concernant toutes les options sur actions en cours :

	2022		2021	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
		\$ CA		\$ CA
En cours au début de l'exercice	825 968	2,46	672 600	2,09
Attribuées	772 970	1,33	648 212	2,49
Exercées	-	-	(428 678)	1,88
Annulées par déchéance	-	-	(66 166)	2,78
En cours à la fin de l'exercice	1 598 938	1,91	825 968	2,46
Exerçables à la fin de l'exercice	457 749	2,41	267 007	2,33

Le tableau suivant présente les options sur actions en cours au 31 décembre 2022 :

	Prix d'exercice		Nombre d'options	
	Bas	Élevé	Exerçables	En cours
	\$ CA	\$ CA		
Février 2023	1,75	1,75	63 000	63 000
Février 2024	2,71	2,71	35 165	35 165
Mars 2025	3,43	3,43	23 205	30 940
Mars 2026	2,10	2,10	24 326	48 651
Mai 2027	3,38	3,38	12 053	48 212
Décembre 2027	2,42	2,42	300 000	600 000
Mars 2028	2,27	2,27	-	72 970
Mai 2028	1,23	1,23	-	700 000
			457 749	1 598 938

La juste valeur des options sur actions à la date d'attribution a été évaluée au moyen du modèle de Black et Scholes. Le cours historique des actions ordinaires de la Société sert à estimer la volatilité prévue, et les taux des obligations d'État servent à estimer le taux d'intérêt sans risque.

Le tableau qui suit présente les données utilisées pour évaluer les justes valeurs moyennes à la date d'attribution des options sur actions attribuées pendant les exercices clos les 31 décembre 2022 et 2021 :

	2022	2021
Volatilité prévue du cours de l'action	53 %	48 %
Dividende	Aucun	Aucun
Taux d'intérêt sans risque	2,59 %	1,24 %
Durée de vie prévue de l'option	4 ans	4 ans
Juste valeur – moyenne pondérée des options émises	0,57 \$ CA	0,96 \$ CA

Le tableau qui suit présente la charge de rémunération à base d'actions comptabilisée à l'état du résultat net consolidé pour les exercices clos les 31 décembre 2022 et 2021 :

Charge	2022	2021
	\$	\$
Unités d'actions restreintes	202	432
Unités d'actions liées au rendement	-	(552)
Droits à l'appréciation d'actions	244	(331)
Unités d'actions différées	1 121	(320)
Options sur actions	326	148
Convention de dépôt indexé (note 7)	(894)	1 312
Total	999	689

Les montants suivants ont été comptabilisés :

Passif	2022	2021
	\$	\$
Unités d'actions restreintes	375	433
Droits à l'appréciation d'actions	562	455
Unités d'actions différées	3 906	2 957
Total	4 843	3 845
Valeur intrinsèque des unités dont les droits étaient acquis	4 015	4 469

25. Engagements et éventualités

Engagements

Au 31 décembre 2022, dans le cours normal des activités, la Société avait conclu des lettres de crédit d'un montant de 883 \$ (953 \$ en 2021).

Éventualités

Dans le cours normal des activités, la Société est exposée à des événements pouvant donner lieu à des passifs éventuels ou à des actifs éventuels. À la date de publication des états financiers consolidés, la Société n'avait connaissance d'aucun événement important susceptible d'avoir une incidence significative sur ses états financiers consolidés.

26. Transactions entre parties liées

Les parties liées à la Société sont des administrateurs et des membres de la direction.

Sauf indication contraire, aucune des transactions avec ces parties liées n'est assortie de conditions particulières et aucune garantie n'a été donnée ou reçue. Les soldes impayés sont réglés en trésorerie.

Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants comprennent les administrateurs (dirigeants ou non) et certains cadres supérieurs. Les charges liées à la rémunération des principaux dirigeants pour des services à titre de membres du personnel sont présentées ci-après :

	2022	2021
	\$	\$
Salaires	1 995	3 597
Rémunération à base d'actions et autres (note 24)	1 677	(914)
Total	3 672	2 683

Notes des états financiers consolidés

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

27. Gestion du risque financier

Dans le cours normal de ses activités, la Société est exposée à différents risques financiers, notamment le risque de marché (risque de change, risque de taux d'intérêt et autre risque de prix), le risque de crédit et le risque de liquidité.

Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que le résultat net ou la valeur des instruments financiers de la Société fluctuent par suite de variations des prix du marché, comme les taux de change, les cours des actions et les taux d'intérêt.

La gestion du risque de marché vise à ramener à des niveaux acceptables l'exposition de la Société à de telles variations tout en maximisant le rendement.

a) Risque de change

Le risque de change représente l'exposition de la Société à une augmentation ou à une baisse de la valeur de ses instruments financiers en raison de la variation des taux de change. La Société est principalement exposée au risque de change en raison de certains engagements de vente, d'acquisitions prévues, de certaines charges d'exploitation et de dettes locales libellées en monnaie étrangère. En outre, ces activités sont exposées au risque de change surtout du fait de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et d'autres comptes du fonds de roulement libellés dans d'autres monnaies que leurs monnaies fonctionnelles.

Le tableau qui suit résume en équivalents de dollars américains les principales expositions de la Société au risque de change au 31 décembre 2022 :

	2022					
	\$ CA	Euro	Livre sterling	HKD	MYR	Autre
Trésorerie et équivalents de trésorerie	\$ 686	\$ 4 164	\$ 14	\$ 21	\$ 156	\$ 9
Créances	513	4 707	-	-	1	128
Autres actifs courants	5 517	10 613	-	-	-	-
Autres actifs non courants	-	620	-	-	-	-
Dettes fournisseurs et charges à payer	(10 834)	(16 175)	(317)	(199)	(219)	(149)
Obligations locatives	(6 033)	(339)	-	(171)	-	-
Actifs (passifs) financiers nets	(10 151)	3 590	(303)	(349)	(62)	(12)

Pour les filiales de la Société dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar américain, l'exposition des actifs financiers et des passifs financiers libellés en dollars américains est de respectivement 6 848 \$ et 597 \$, pour une position nette de 6 251 \$. Un raffermissement ou un affaiblissement de cinq points de pourcentage du taux de change entre les monnaies fonctionnelles de ces filiales et le dollar américain entraînerait une diminution ou une augmentation de 313 \$ du résultat avant impôt sur le résultat.

Le tableau qui suit montre l'incidence sur le résultat avant impôt d'un raffermissement ou d'un affaiblissement de cinq points de pourcentage des monnaies étrangères par rapport au dollar américain au 31 décembre 2022 pour les instruments financiers de la Société libellés dans d'autres monnaies que la monnaie fonctionnelle :

	\$ CA	Euro	Livre sterling	HKD	MYR	Autre
		\$	\$	\$	\$	\$
Raffermissement de 5 %	(508)	179	(15)	(17)	(3)	(1)
Affaiblissement de 5 %	508	(179)	15	17	3	1

À l'occasion, la Société peut conclure des contrats de change à terme pour vendre des dollars américains en échange de dollars canadiens et d'euros. Ces contrats visent à couvrir une partie du risque de change continu auquel sont exposés les flux de trésorerie de la Société puisqu'une grande partie de ses charges libellées en monnaies autres que le dollar américain est engagée en dollars canadiens et en euros. La Société pourrait également conclure des contrats de change en vue de vendre des euros en échange de dollars américains. Au 31 décembre 2022, la Société n'avait aucun contrat de change en cours.

b) Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les flux de trésorerie futurs fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. La politique de la Société est de limiter son exposition à la fluctuation des taux d'intérêt en veillant à ce qu'une tranche raisonnable de sa dette à long terme soit constituée de créances subordonnées à taux fixe. La Société est exposée aux fluctuations de taux d'intérêt liées à sa facilité de crédit renouvelable, qui porte intérêt à taux variable. Une augmentation ou une diminution de 1 % des taux d'intérêt aurait une incidence d'environ 960 \$ sur le résultat net de la Société sur une période de 12 mois en fonction des soldes impayés au 31 décembre 2022.

c) Autre risque de prix

L'autre risque de prix est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs fluctuent du fait des variations des prix du marché, autres que celles découlant du risque de taux d'intérêt ou du risque de change.

Risque de crédit

Le risque de crédit s'entend de la possibilité qu'un client ou qu'une contrepartie à un contrat ne s'acquitte pas de ses obligations, entraînant ainsi une perte financière pour la Société. La Société a instauré une politique de crédit qui définit les pratiques courantes en matière de gestion du risque de crédit. Selon cette politique, tous les nouveaux comptes clients doivent être passés en revue avant d'être approuvés. La politique détermine également le montant maximum de crédit à accorder à chacun des clients. La solvabilité et la santé financière du client font l'objet d'un suivi continu.

Pour les créances clients, la Société applique la méthode simplifiée selon IFRS 9, qui consiste à évaluer la correction de valeur pour pertes de crédit attendues en fonction des pertes de crédit attendues pour la durée de vie.

Le taux de pertes attendues de la Société est estimé à la lumière des pertes de crédit subies au cours des trois exercices précédant la fin de la période. Les taux de pertes historiques sont alors ajustés en fonction des informations actuelles et prospectives sur les facteurs macroéconomiques ayant des répercussions sur les clients de la Société. Dans le passé, la Société n'a pas subi de pertes importantes relativement à ses créances clients. Par conséquent, la correction de valeur pour pertes à la fin de chaque période et la variation comptabilisée pour chaque période sont négligeables.

Le tableau qui suit présente les créances clients en souffrance :

	2022	2021
	\$	\$
Non en souffrance	24 152	33 838
En souffrance depuis plus de 30 jours	192	413
En souffrance depuis plus de 60 jours	1 911	763
Valeur comptable brute	26 255	35 014
Correction de valeur pour pertes	(152)	(149)
Total des créances clients	26 103	34 865

Notes des états financiers consolidés

Exercices clos les 31 décembre
(en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire)

Le tableau suivant présente un résumé des variations du compte de correction de valeur pour pertes au titre des créances clients :

	2022	2021
	\$	\$
Début de l'exercice	149	146
Augmentation au cours de l'exercice	3	119
Créances clients irrécouvrables sorties du bilan au cours de l'exercice	-	-
Montants inutilisés repris	-	(116)
Fin de l'exercice	152	149

La correction de valeur pour pertes est incluse dans les frais de vente, frais généraux et frais d'administration à l'état du résultat net consolidé, et est présentée nette des montants repris au titre de corrections de valeur de périodes antérieures.

Les montants imputés au compte de correction de valeur pour pertes sont habituellement sortis lorsqu'on ne s'attend raisonnablement pas à les recouvrer.

Les contreparties aux instruments financiers peuvent également exposer la Société à des pertes de crédit si elles ne respectent pas leurs obligations aux termes des contrats. Les contreparties de la Société pour ses dérivés et opérations de trésorerie se limitent à des institutions financières de qualité de crédit supérieure, qui font l'objet d'un suivi continu. Les évaluations de la solvabilité des contreparties reposent sur la santé financière des institutions et la cote de crédit accordée par des agences de notation externes. Par conséquent, aucune perte de valeur n'a été identifiée au 31 décembre 2022.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que la Société ne puisse respecter ses obligations financières à leur échéance. La Société gère le risque de liquidité auquel elle est exposée par la gestion de sa structure de capital. Elle gère également le risque de liquidité en surveillant continuellement les flux de trésorerie réels et projetés, en prenant en considération les ventes et les encaissements de la Société et en faisant correspondre les échéances des passifs financiers avec celles des actifs financiers. Le conseil d'administration passe en revue et approuve les budgets d'exploitation et d'immobilisations annuels de la Société, ainsi que les opérations significatives hors du cadre de l'activité ordinaire, y compris les projets d'acquisition et les autres investissements importants.

Le tableau suivant présente les flux de trésorerie contractuels des passifs financiers de la Société au 31 décembre 2022 :

	2022						
	Valeur comptable	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	Plus de 5 ans	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Dettes fournisseurs et charges à payer	40 200	40 200	-	-	-	-	40 200
Dettes à long terme	121 000	7 836	31 584	6 166	98 055	-	143 641
Obligations locatives	30 402	2 770	2 601	2 494	2 451	24 834	35 150
Total	191 602	50 806	34 185	8 660	100 506	24 834	218 991

28. Gestion du capital

Les objectifs de la Société dans la gestion de son capital sont de préserver sa capacité à poursuivre ses activités afin de fournir un rendement sur investissement aux actionnaires et des avantages aux autres parties prenantes, ainsi que de maintenir une structure du capital optimale aux fins de réduction du coût de financement.

La Société doit obtenir l'approbation de ses prêteurs pour certaines opérations en capital, comme le paiement de dividendes et les dépenses en immobilisations supérieures à un certain niveau.

La Société surveille son capital en fonction du ratio dettes/capitaux propres. Ce ratio correspond au quotient obtenu en divisant la dette nette par les capitaux propres. La dette nette correspond aux emprunts (comprenant la dette à long terme dans l'état de la situation financière consolidé) moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Toute nouvelle mesure financière présentée par suite de l'adoption de la norme IFRS 16 relativement aux obligations locatives est exclue du calcul.

Aux 31 décembre 2022 et 2021, les ratios dettes/capitaux propres se présentent comme suit :

	2022	2021
	\$	\$
Dettes à long terme, y compris la partie courante	121 000	116 000
Total de la dette	121 000	116 000
Moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(42 691)	(35 940)
Dettes nettes	78 309	80 060
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	112 776	136 247
Ratio dettes/capitaux propres	69 %	59 %

29. Charges, classées par nature

Les charges, classées par nature, se composent de ce qui suit :

	2022	2021
	\$	\$
Salaires	55 107	40 353
Amortissement des immobilisations corporelles (note 8)	11 717	8 969
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation (note 9)	2 702	1 764
Amortissement des autres actifs (note 12)	260	253
Autres charges (produits), montant net		
Amortissement des immobilisations incorporelles (note 10)	3 313	1 802
Charge de rémunération à base d'actions (note 24)	999	689
Perte (profit) sur la sortie d'immobilisations corporelles	(13)	171
Perte sur la sortie d'actifs détenus en vue de la vente (note 8) ¹	216	-
Perte sur le dessaisissement d'une filiale (note 4)	7 834	-
Dépréciation des actifs non courants (notes 4, 8 et 10)	12 478	-
Frais de recherche et de développement, déduction faite du crédit d'impôt ²	4 638	736
Coûts (produits) associés aux litiges et aux activités de restructuration, montant net ³	3 823	2 144
Autres produits	(291)	(1 520)

1) Une perte sur la sortie d'actifs détenus en vue de la vente d'un montant de 216 \$ a été comptabilisée au cours de l'exercice 2022 dans les autres charges (produits), montant net à l'état du résultat net consolidé. L'actif, qui était auparavant présenté comme détenu en vue de la vente dans le secteur Semiconducteurs spécialisés, est lié à un reclassement de bâtiments pour un montant de 3 032 \$ au cours de l'exercice 2022. Le reclassement fait suite à la relocalisation prévue, au Canada, des activités de l'une des filiales de la Société en Asie, qui avait été annoncée au troisième trimestre de 2020.

2) Les frais de recherche et de développement, déduction faite du crédit d'impôt, pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 sont présentés déduction faite d'un montant de 3 667 \$ découlant de l'obtention de subventions de recherche et développement. La somme de 1 460 \$ qu'il reste à recevoir au titre de ces subventions est incluse dans les créances clients au 31 décembre 2022.

Les frais de recherche et de développement, déduction faite du crédit d'impôt, pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 sont présentés déduction faite d'un montant de 1 590 \$ découlant de l'obtention de subventions de recherche et développement. Au 31 décembre 2021, il n'y avait aucun produit différé ni aucun montant à recevoir en lien avec ces subventions.

3) En 2022, la Société a comptabilisé des coûts associés aux litiges et aux activités de restructuration, notamment :

- Coûts de 2 594 \$ liés au dessaisissement d'une filiale (note 4);
- Montant de 241 \$ en lien avec un changement à l'équipe de haute direction;
- Montant de 372 \$ à la suite du règlement d'un contrat à l'amiable; et
- Coûts de 358 \$ liés à la fermeture d'un site en Asie.

Au cours de l'exercice 2021, la Société avait comptabilisé une charge de 1 534 \$ à la suite de l'annonce d'un changement à son équipe de haute direction, dont 94 \$ restaient à payer au 31 décembre 2021. Une provision pour coûts de restructuration de 610 \$ avait également été comptabilisée au cours de l'exercice 2021. Cette provision comprenait les coûts liés à des indemnités de départ et d'autres coûts associés à la fermeture du site.

Conseil d'administration

Luc Bertrand

Président du conseil d'administration

Jean-Marie Bourassa

Président du comité d'audit
et gestion des risques

Blair Dickerson

Administratrice

Gervais Jacques

Administrateur

Nathalie Le Prohon

Présidente du comité de
gouvernance et rémunération

Comité de direction

Roland Dubois

Chef de la direction commerciale
et Vice-président directeur,
Semiconducteurs spécialisés

Gervais Jacques

Président et chef de la direction

Richard Perron

Chef de la direction financière

Paul Tancell

Vice-président directeur,
Matériaux de performance

Renseignements supplémentaires

Cote boursière

Le titre de 5N Plus se négocie à la Bourse de Toronto sous le symbole VNP.

Agent de transfert et registraire

Services aux investisseurs Computershare inc.

Auditeurs

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Siège social

4385, rue Garand, Montréal (Québec) H4R 2B4

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec :

Relations avec les investisseurs

5N Plus Inc.

4385, rue Garand, Montréal (Québec) H4R 2B4

T : 514-856-0644 F : 514-856-9611

invest@5nplus.com

If you wish to receive an English copy of this annual report, please write to:

Investor Relations

5N Plus inc.

4385, rue Garand, Montréal, Québec H4R 2B4

It is also available on our website at www.5nplus.com



100%



EcoLogo





5N PLUS
Gage de performance

5N Plus Inc.
4385, rue Garand
Montréal (Québec) Canada
H4R 2B4
www.5nplus.com